



**Bulletin spécial de la DOCUMENTATION  
ÉCOLOGIQUE VOIRONNAISE pour  
L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE**

**SPECIAL : Elections européennes  
5 – En 1999 (liste Daniel Cohn-Bendit)**

Lors de la quatrième ELECTION EUROPEENNE de juin 1994, avec 4,97% (les Verts 2,95%, et Génération Ecologie 2,02%), les écologistes politiques obtiennent leur plus mauvais score depuis dix ans. Les deux listes, qui ont fait moins de 5%, n'ont plus d'élus européens. Il va falloir sérieusement redresser la barre. Un homme providentiel ?

CH1 : Et si on mettait Cohn-Bendit ? Mais...

CH2 : Une réforme du scrutin européen ? Non !

CH3 : Dany et l'affaire Klein

CH4 : Dany, officiellement tête de liste

CH 5: Dany et JP Chevènement

CH6 : Congrès des Verts européens à Paris

CH7 : Multiplication des listes

CH8 : Opération réussie avec huit eurodéputés

Documentation Ecologique

Voironnaise

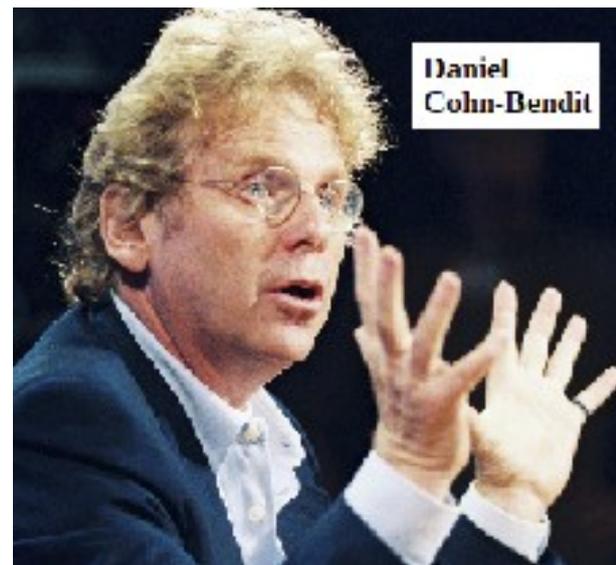
32-34

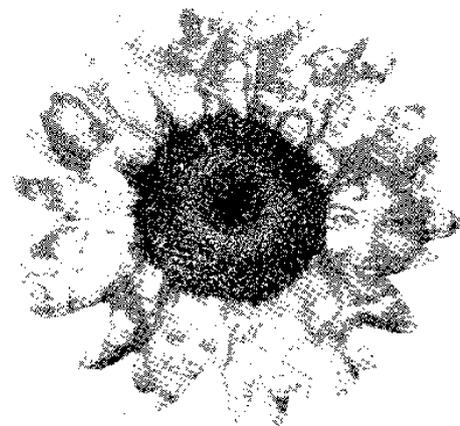
rue Vaucanson Rez-de-chaussée

38500 VOIRON

Les visites se font sur rendezvous  
par mail

[gaby.rajon@gmail.com](mailto:gaby.rajon@gmail.com)





CINQUIEMES ELECTIONS EUROPEENNES DE JUIN 1999 (Daniel Cohn-Bendit)

CH1 : Et si on mettait Cohn-Bendit ? Mais...

22 mars 1997..... Alors qu'il se fait présent dans les médias français, Daniel Cohn-Bendit, député Vert au Parlement européen, fait l'objet de deux appels écologistes pour qu'il prenne la tête d'une liste écolo aux élections européennes de 1999. Le premier appel, intitulé «Dany, reviens ! », annonce la création d'un comité pour le retour de l'adjoint au maire de Francfort dans la vie politique française. Le second appel est une pétition qui émane des jeunes écologistes unitaires de l'organisation «Chiche ! ». Les deux initiatives sont nées de proches de Noël Mamère, ami de Cohn-Bendit et principal adversaire de Dominique Voynet au sein des écologistes de gauche. Pour sa part, Daniel Cohn-Bendit invite les écolos français, à la veille de leurs assemblées régionales, à cesser de multiplier les sectes comme à la belle époque des groupuscules gauchistes et à préparer les législatives dans un esprit unitaire. Il s'attaque aussi fermement à Jean-Marie Le Pen (Front national) qu'il se déclare prêt à affronter dans un débat.

8 avril 1997..... Les Verts mettent en avant leur volonté de «rassembler les écologistes». Dominique Voynet a défendu à La Rochelle l'accord avec le PS, un "risque énorme" mais "calculé et assumé" qui permettra, selon elle, de "populariser leurs propositions". L'assemblée fédérale des Verts, qui s'est tenue samedi 5 et dimanche 6 avril à La Rochelle, n'aurait pas été très tonique si Gabriel Cohn-Bendit n'était pas venu y mettre un peu d'animation. Cette réunion a été pour les écologistes l'occasion de revenir sur leur accord avec le Parti socialiste. Dominique Voynet a assuré que les Verts avaient pris «un risque énorme, mais calculé et assumé» et que cet accord permettrait de «populariser leurs propositions et de les mettre en œuvre quand c'est possible ». Mme Voynet a insisté sur «la nécessité de rassembler les écologistes.» «L'enjeu n'est pas de grappiller 1% ou 2% sur les proches, a affirmé le porte-parole des Verts, mais d'aller rechercher les vagues entières des déçus de la politique », ceux qui veulent «plus d'Europe, mais mieux d'Europe». Pour Mme Voynet, l'enjeu n'est pas la sécurité ou l'immigration, comme le prétendent ceux qui «posent les mauvaises questions et donnent les mauvaises réponses », mais plutôt «pourquoi tant de chômeurs dans le quatrième pays le plus riche du monde, pourquoi tant de nitrates dans l'eau, pourquoi tant de voitures en ville... ». A l'ouverture de l'assemblée générale, en présence de Michel Crépeau, maire de La Rochelle, Mme Voynet a affirmé qu'elle ne croyait pas au «miracle» de la voiture électrique: «le promouvoir, a-t-elle indiqué, c'est encourager le tout nucléaire et le recyclage des batteries n'est, pour l'instant, pas résolu ». Dans le cadre de leur accord avec le PS, les Verts entendent continuer à peser de tout leur poids sur les choix de la gauche et défendre leurs idées sur les trente-deux heures hebdomadaires, le vote aux municipales pour les résidents étrangers, le refus du cumul des mandats. Venu en ami pour représenter Convergence écologie et solidarité - le mouvement présidé par Noël Mamère, dont la fusion avec les Verts n'a pu se faire faute de majorité suffisante -, Gabriel Cohn-Bendit n'a pourtant pas quitté son autre casquette, celle de son frère Daniel. Gabriel Cohn-Bendit a proposé aux Verts de coordonner des initiatives «pour le retour politique de Dany [Daniel Cohn-Bendit] en France comme tête de liste européenne de 1999 », Plusieurs intervenants ont estimé qu'il fallait s'engager «doucement» dans cette démarche. Alain Rist a indiqué ainsi qu'il fallait savoir ce qu'on peut faire en Europe avant de chercher une tête de liste. Samedi soir, les Verts ont élu leur nouveau collège exécutif par 80 voix contre 9 et 3 abstentions. Les membres de la tendance de Dominique Voynet ont obtenu 9 postes sur 15, dont 3 de porte-parole (Mme Voynet, Marie-Anne Isler Béguin et Alain Lipietz). Le quatrième porte-parole, Philippe Boursier, appartient au courant favorable à l'autonomie politique des Verts.

12 avril 1997..... Convergences Ecologie Solidarite (CES) : Gaby et Dany Cohn-Bendit. Gabriel Cohn-Bendit, au nom de



Convergences Écologie Solidarité, lance un appel aux Verts pour poursuivre le processus de fusion des écologistes et fait état de la proposition de son frère, Daniel Cohn-Bendit, de conduire la liste des Verts français aux élections européennes de 1999. "Si mes amis de Convergences m'ont demandé de venir vous apporter notre salut fraternel, c'est que parmi les premiers, j'ai défendu - et défends toujours ! l'idée d'une fusion entre nos deux organisations. L'idée du rassemblement, je la défendais déjà il y a plus de dix ans avec mon ami Félix Guattari, sous le vocable Arc-en-Ciel. La très large majorité politique qui s'est exprimée chez Les Verts pour la fusion des écologistes nous conforte dans notre orientation. Alors comment ne pas dire notre déception d'avoir encore une fois échoué de si peu. Il a manqué 167 voix, sur plus de 2150 votants pour atteindre les 66% requis... Convergences approuve l'accord Verts-PS, tant dans son contenu que dans ses implications électorales. Nous avons toujours défendu la construction d'un mouvement écologiste ancré à gauche, qui passe des accords et fait des compromis... en vue de gagner les élections et de participer au pouvoir. Mais que pouvons-nous faire maintenant ? Sommes-nous condamnés à revenir en arrière, à nous considérer comme deux structures qui peuvent, au mieux, passer des accords électoraux, au pire se combattre ? C'est pourquoi Convergences vous propose la création immédiate d'un "Comité de liaison pour le rassemblement" entre nos deux formations, dont le triple objectif serait de : conclure un accord électoral pour les législatives et les régionales; appliquer l'accord Verts-PS ; mener des campagnes communes avec Les Verts sur le terrain, dans la mobilisation citoyenne contre le FN, contre la centrale du Carnet, contre Superphénix, sur les problèmes posés par la vache folle ou les manipulations génétiques... mais aussi le problème crucial de l'eau. De simples accords électoraux, Convergences est prête à en passer avec ceux que nous considérons comme des partenaires privilégiés : la CAP, l'AREV et les Régionalistes. Vous avez invité **Dany** à vos dernières Journées d'été et c'est juste après son intervention que Dominique Voynet lui a fait passer un mot: «Alors, Dany, tête de liste en 99 ?». L'expulsion de Dany, en 1968, et son interdiction de séjour pendant dix ans, ont produit chez lui un fantasme : participer à une campagne électorale en France en tant que candidat, et non en tant que simple soutien à tel ou tel candidat, ce qu'il a fait et fera encore avec plaisir. Il pense que la grande erreur, en 68, est d'avoir dit: «Élections, piège à cons ». D'où son envie, trente ans après, d'en faire une démonstration pratique. Mais les mots: «Des frontières, on s'en fout» ou «Nous sommes tous des juifs allemands », criés alors par des milliers de gens, sont symboliquement plus que jamais d'actualité. L'idée d'une candidature de Daniel Cohn-Bendit comme tête de liste n'est pas et ne sera pas partidaira. Née ici chez Les Verts, elle est en train de devenir le point focal d'un vaste mouvement. À Convergences, assumant nos responsabilités, nous ferons tout pour que cela réussisse... et cela réussira à coup sûr si nous le faisons ensemble avec vous. Convergences a négocié un processus de fusion avec Les Vert ... pas un simple ralliement par petits groupes de quinze que nous avons clairement refusé. En vous proposant un "Comité de liaison pour le rassemblement", nous n'excluons nullement d'examiner toute proposition venant de votre parti qui permettrait de remettre en route le processus de fusion. À condition que ces propositions ne soient pas une énième offre d'adhésion pure et simple. Nous savons que nous pouvons adhérer aux Verts, et vous savez que ce n'est pas ça que nous voulons".

- 17 avril 1997..... Sondage BVA : UDF/RPR/Divers droite 38%, PS/Divers gauche 28%, FN 13,5%, PCF 10,5%, **Ecologistes 9%**.
- 2-3 mai 1997..... Réunion à Berlin (Allemagne) du Conseil de la Fédération des partis Verts européens : il est composé de délégués de 28 pays européens, il se réunit avec pour agenda, la stratégie 1997, l'intégration du parti des Verts tchèque à la Fédération, le lancement d'un travail de réflexion pour parvenir à une position commune sur la monnaie unique, et l'élection du nouveau Comité (collège exécutif des Verts d'Europe) élu pour trois ans. Catherine Grèze, Verte française, est élue avec le double objectif de multiplier les liens entre les Verts français et la Fédération, et de renforcer l'axe politique Nord/Sud de la Fédération.
- 10 mai 1997..... Tendances politiques avec l'approche des élections législatives en France : extrême gauche entre 1 et 2%, PCF entre 8,5 et 10%, PS+Divers gauche entre 26 et 30,5%, **Ecologistes entre 5 et 8%**, UDF/RPR/Divers droite entre 34 et 39%, FN entre 14,5 et 17%.
- 25 mai 1997..... Premier tour des élections législatives : La gauche (PS+PCF+Verts+divers gauche) obtient 42,10% des suffrages exprimés contre 36,16% pour la droite (RPR+UDF+divers droite). Le FN obtient son meilleur score pour des élections législatives. Ces résultats marquent un échec net de la majorité de droite sortante, qui est en recul de huit points par rapport à ses résultats de 1993. La gauche n'espérait pas une telle réussite et la stratégie d'alliance du PS se révèle payante. Les Verts présentent des candidats dans 455 circonscriptions sur 577. Ils obtiennent, là où ils se présentent, **5,12%** des voix. Jean-Luc Bennahmias, pour les Verts, affirme que « C'est un phénomène historique. Plus de vingt candidats Verts seront présents au second tour, dont deux à dix peuvent être élus ». Antoine Waechter (MEI) et Brice Lalonde (GE) sont éliminés dès le premier tour. Dominique Voynet, Jean-Luc Bennahmias, Guy Hascoët, Gilles Buna, pour les Verts, sont présents pour le second tour. De même, Noël Mamère (CES) et Michèle Rivasi (antinucléaire CRIIRAD) sont en ballottage favorable. Ségolène Royal (PS) arrive en tête dans sa circonscription des Deux-Sèvres avec 49,10%.
- 1er juin 1997..... Deuxième tour des élections législatives : Victoire de la gauche avec 48,36% des suffrages exprimés et 319 sièges (dont huit pour les écologistes) sur 577. La droite est créditée de 46,04% des voix et disposera de 257 sièges dans la nouvelle Assemblée. **Pour la première fois, les Verts entrent à l'Assemblée nationale : six Verts dont Dominique Voynet (55,35%), Guy Hascoët (46,74% triangulaire), André Aschiéri (56,28%), Yves Cochet (44,73% triangulaire),**



**Marie-Hélène Aubert (52,46%), Jean-Michel Marchand (36,57% triangulaire), Michèle Rivasi (50,04%) et Noël Mamère (60,91%) complètent le tableau écologiste.** Corinne Lepage, ministre de l'environnement, est battue à Paris par un candidat socialiste. Ségolène Royal (PS) est réélue députée dans les Deux-Sèvres avec 61,81%.

- 4 juin 1997..... Lionel Jospin communique la formation de son nouveau gouvernement. C'est le plus restreint depuis 1962. Celui-ci comporte 16 ministres et 10 secrétaires d'état. Les socialistes occupent dix-huit postes, les communistes trois, comme les radicaux, Jean-Pierre Chevènement, pour le MDC, est au ministère de l'Intérieur et **Dominique Voynet décroche le ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire pour les Verts.** Elle n'est donc plus député.
- 10 septembre 1997..... Les Verts se félicitent de la limitation drastique du cumul des mandats annoncée par Lionel Jospin. Interdire le cumul d'un mandat de parlementaire national et d'un mandat de parlementaire européen, ainsi que le cumul d'un mandat de parlementaire et d'une fonction exécutive locale permettra, d'une part, de redonner aux élus l'ensemble de leurs prérogatives en se consacrant pleinement à leur mission. D'autre part, ils renouvelleront fortement le paysage politique français en permettant à de nombreux citoyens et citoyennes d'accéder à des fonctions électives.
- 11 octobre 1997..... Élections européennes de 1999 : Dans l'optique des élections européennes de 1999, Les Verts français souhaitent rencontrer un maximum de partis Verts d'Europe afin d'envisager les stratégies communes possibles pour cette échéance. Une délégation des Verts composée de membres du Collège exécutif (CE) et de député(e)s rencontrera, le 30 octobre à Bonn, des représentants des Grünen (Les Verts allemands) et des députés allemands.
- 17 octobre 1997..... Le collège exécutif des Verts reçoit longuement Daniel Cohn-Bendit, eurodéputé Verts allemand, sur la question des élections européennes. Après l'avoir dévoilé en 1996 à Sanguinet lors des journées d'été des Verts, Dany réitère son souhait, dans la perspective des européennes de 1999, de se présenter en France et avec les Verts. Il propose d'élaborer avec eux un programme et de conduire la liste. Mais sa proposition est fraîchement reçue car beaucoup souhaitent voir une femme en tête de liste, et pourquoi pas Voynet ou Blandin? Bennahmias attaque : «Ta venue est une bonne chose, mais tu n'es pas le sauveur des Verts. Tu n'es pas maîtrisable. Tu ne défendras pas le bon programme ». Dany répond vertement : « Je suis incontrôlable, je suis un mauvais homme de parti. Mais pendant les meetings que j'ai faits pendant les législatives avec vous, pas mal d'électeurs étaient d'accord avec moi. »
- 30 octobre 1997..... A l'invitation des Grünen, le Collège exécutif des Verts français s'est déplacé à Bonn, en Allemagne. Au menu, échanges entre les deux exécutifs Verts et rencontres avec des parlementaires élus. La situation politique des Verts en Allemagne est expliquée aux Français, la situation politique des Verts en France (participation des Verts à l'exécutif de la gauche plurielle et relations avec les socialistes) est expliquée aux Allemands. Enfin, de grandes convergences programmatiques sont exposées de part et d'autre sur les futures élections européennes. On convient de se rencontrer tous les six mois.
- 30 octobre 1997..... Grünen allemands et Verts français partagent leurs expériences. Daniel Cohn-Bendit est mal reçu à Paris. Il était l'invité de leur collège exécutif, le 17 octobre, et vient les voir «régulièrement»: Daniel Cohn-Bendit n'a pas oublié la France et, avec elle, les Verts. Ce jeudi 30 octobre, les Verts vont, de leur côté, discuter avec les Grünen, à Bonn, à la veille d'un congrès «crucial» pour les écologistes allemands : le 15 novembre, à Kassel, ces derniers adopteront en effet leur programme pour les élections législatives de septembre 1998, au terme desquelles les écologistes allemands espèrent pouvoir gouverner avec les sociaux-démocrates du SPD. D'ici là, avant le sommet sur l'emploi de Luxembourg, tous les députés Verts du Parlement européen organisent un «contre-sommet sur l'emploi », du 6 au 8 novembre. La ministre française de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, s'y rendra. Leçon de choses, leçon de textes... Contextes politiques obligent, écologistes français et allemands ont décidé de renouer les liens, «Il y a toujours eu, chez les Verts français et les écolos d'autres pays européens, une crainte de l'impérialisme allemand des Grünen », dit Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national du mouvement, mais aujourd'hui, les complexes hexagonaux face aux aînés d'outre-Rhin «s'effacent .» «On estime qu'on est aussi institutionnels et militants que les Grünen, même si, c'est vrai, on n'est pas aussi nombreux », explique Yves Cochet, un des députés du mouvement. Les Verts allemands, qui représentent la troisième force électorale en Allemagne, sont crédités de 10% d'intentions de vote. Mais les Verts français ont désormais une ministre, quand leurs voisins doivent se contenter pour le moment de rêver au... ministère des affaires étrangères. La délégation française évoquera donc l'accord électoral avec le PS, et l'expérience de Dominique Voynet. L'échange est de bon procédé. Et la proximité d'élections européennes toujours propices aux dialogues de toutes sortes. «On peut bien le dire aujourd'hui: en juin 1984, à notre création, les Verts allemands nous ont aidés, y compris financièrement», sourit M. Cochet. Il n'est pas certain pourtant que, lors des élections européennes de 1999, Daniel Cohn-Bendit reçoive la monnaie de ces pièces. L'adjoint au maire de Francfort a, en effet, été fraîchement reçu, le 17 octobre, alors qu'il venait renouveler officiellement, devant le collège exécutif, son souhait de conduire la liste «verte européenne, citoyenne, écologique, sociale et solidaire» de ses amis français au scrutin de 1999. Certains ont mis les formes, brouillant les pistes sur leur propre désir rentré de candidature. «Sur l'euro, je crois que le débat ne se pose pas dans tes termes en France. Sinon, je te verrai très bien comme tête de liste », a dit Marie-Anne Isler-Béguin, porte-parole. «Je suis favorable à ce que la liste de 1999 soit conduite par une femme, qui partage nos positions », a jugé, pour sa part, Alain Lipietz, autre porte-parole. Denis Baupin, conseiller de la ministre, a rappelé, lui, qu'«on pourra aussi penser à Dominique Voynet ». Le débat s'est ensuite nettement animé. «Des personnalités mondaines qui se plantent devant l'électeur, on connaît : Kouchner, Lalonde... », a enchaîné M. Baupin. «Tu donneras une image centriste à



notre liste », a poursuivi Francine Bavay, qui représente l'aile gauche du mouvement. Jean-Luc Bennahmias a été plus ferme encore: «Ta venue est une bonne chose, mais tu n'es pas le sauveur des Verts. Tu n'es pas maîtrisable. Tu ne défendras pas le bon programme. » «Jamais je ne serai sur une liste avec un éradicateur ! ». a même lancé M. Lipietz, en évoquant de récentes prises de position de M. Cohn-Bendit sur l'Algérie. «Demandez donc aux Grünen de prendre un Français sur leur liste ! » «Marie-Anne Isler-Beguïn ne vaut pas Cohn-Bendit, a répondu vertement l'ancien leader de mai 1968. Je suis incontrôlable, je suis un mauvais homme de parti. Mais pendant les meetings que j'ai faits pendant les législatives avec vous, pas mal d'électeurs étaient d'accord avec moi. » De l'un ou l'autre côté du Rhin, les Verts ont pris l'habitude de se dire les choses en face.

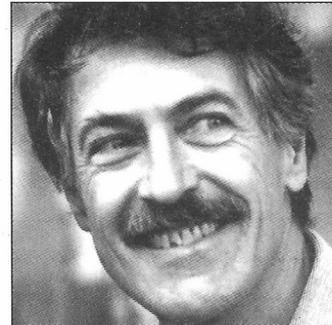
Novembre 1997..... Quand les Verts français rencontrent les Verts allemands. C'était prévu depuis longtemps : à l'invitation des Grünen, le Collège exécutif des Verts français s'est déplacé à Bonn, en Allemagne, le 30 octobre. Au menu : pas la moindre langue de bois ! La visite s'est décomposée en rencontres distinctes : d'abord un échange entre les exécutifs Verts, puis une courte réunion avec quelques parlementaires, dont Joska Fischer. Du côté ambiance, nous n'avons pas été déçus ; nos collègues allemands avaient mis les petits plats dans les grands, faisant maints efforts pour parler français - malgré la présence d'un traducteur; Bref, c'était détendu et sympa. Côté travail, ce ne fut pas mal non plus, l'emploi du temps chargé a été tenu. Nous étions venus avec deux objectifs principaux : • nouer des contacts réguliers entre les deux partis et faire le point sur des thèmes qui nous sont chers, en particulier la réduction du temps de travail; • commencer à envisager les élections européennes dans une logique transnationale. À quelques semaines de leur congrès et à quelques mois d'élections législatives - prévues pour le troisième trimestre 1998 - sans doute déterminantes, les Grünen voulaient nous entendre raconter comment se sont passées les législatives en France et désiraient faire le point sur nos premiers mois de participation à l'exécutif de la gauche plurielle; ils voulaient aussi en savoir plus sur nos rapports avec le Parti socialiste, etc. Il y avait donc quelques décalages d'intentions entre nous, mais la volonté de travailler parallèlement pour l'Europe s'exprimait clairement des deux côtés. \* La situation des Verts en Allemagne : Écologie oblige, pas de "langue de bois" entre nous. Deux tendances principales s'expriment chez les Grünen, qui n'ont pas la même analyse de la construction européenne. Les Verts allemands dits "réalos" - à peu près un tiers du mouvement - veulent l'Europe tout de suite, sans conditions, acceptant sans ambages l'euro et Amsterdam tels quels. Les autres, plus nuancés, apprécient davantage la position française que celle de leur gouvernement, émettent des réserves sur l'euro sans volonté sociale, bref sont plus proches des positions des Verts français. N'empêche, tous les Grünen espèrent une Europe moins néo-libérale. Les succès de Tony Blair et de Lionel Jospin leur permettent d'envisager un renversement possible de la droite d'Helmut Kohl. Mais les élections ne seront pas pour autant gagnées pour eux. Ils sont face à un SPD divisé en deux grandes tendances, l'une proche du "style Blair", l'autre du "style Jospin". Or, ce n'est que si cette seconde hypothèse l'emporte au sein du SPD que les Grünen auront quelques chances de se retrouver dans une coalition des gauches allemandes et donc d'accéder à un poste gouvernemental. Une telle situation les conduit à ne pas prévoir de programme commun avant les élections, à faire une campagne séparée et à négocier par la suite, au vu des résultats. Aussi sont-ils en ce moment en pleine préparation de leur programme électoral, et les élections européennes leur paraissent encore loin. \* De grandes convergences pour les élections européennes : Même si les Grünen n'envisagent pas de mettre en place leur calendrier pour l'Europe avant janvier 1999, un travail préparatoire commun a été ébauché. En voici les points forts : Les deux partis Verts souhaitent s'inscrire dans une logique transnationale. Nous sommes les uns et les autres d'accord pour nous appuyer sur le manifeste de la Fédération des Verts européens et les quatre axes qu'elle a définis : l'environnement, l'emploi, l'élargissement de l'Europe et la démocratie. Il ressort que nous sommes tous, Verts allemands et Verts français, décidés à aller plus loin, à approfondir davantage les valeurs qui fondent la notion d'Europe pour les écologistes. Nous avons convenu qu'une campagne électorale commune serait une première historique qui devrait nous attirer la sympathie des citoyens européens. Nous avons validé un premier pas en termes de stratégie partagée : ce sera l'élaboration d'un texte commun aux deux listes se présentant pour le Parlement de Strasbourg. Si Les Verts français envisagent des échanges de candidats, les Grünen n'y paraissent pas favorables pour le moment. Cette première prise de contact a donc été riche d'enseignements et fructueuse quant à la volonté d'un travail bilatéral. Les deux partis ont décidé de se rencontrer ainsi tous les six mois. La prochaine fois, nous accueillerons les Grünen en France et mettrons, à notre tour, les petits plats dans les grands...

6 novembre 1997..... Verts : Daniel Cohn-Bendit s'est félicité, mardi 4 novembre à Lille, de l'expérience «passionnante» conduite par la présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, et du rôle joué par Dominique Voynet, qui «a implanté dans le tête des Français l'idée qu'avec l'écologie au pouvoir, les choses sont différentes ». L'adjoint au maire de Francfort a rappelé qu'il réfléchit toujours à une candidature, en France, aux élections européennes de 1999. Les Verts n'excluent pas que M. Cohn-Bendit accepte finalement de se présenter derrière Mmes Blandin ou Voynet.

6-8 novembre 1997..... Un Pacte européen pour l'emploi, la solidarité et l'écologie : Les Verts européens s'y emploient. Du 6 au 8 novembre, des centaines de militants des Verts venus de toute l'Europe se sont réunis au siège des institutions européennes du Luxembourg. Objectifs : échanger leurs réflexions sur les causes de la dramatique situation actuelle de sous-emploi massif en Europe et, surtout, rechercher des solutions alternatives... Après avoir comparé les différentes stratégies proposées par les partis Verts,



les participants ont examiné les composantes d'une politique verte de l'emploi : politiques macroéconomiques et fiscales nouvelles, emplois liés à la production d'énergie, au tiers-secteur et à l'économie solidaire, réduction massive et coordonnée du temps de travail et redistribution des richesses, revenu de citoyenneté. Les interventions des orateurs français étaient particulièrement attendues. Alain Lipietz et Marie Anne Isler Béguin ont présenté le thème de la réduction du temps de travail, le premier remettant au centre de la problématique la recherche d'un autre mode de vie, la seconde rappelant l'histoire de la réduction du temps de travail en France. De son côté, Maguette Chichereau-Dinguirard a montré les perspectives d'une politique de développement des énergies renouvelables. Avec Aline Archimbaud, c'est toute la richesse que peut apporter le tiers-secteur - ou secteur d'économie solidaire - qui a été soulignée : au-delà de la création d'emplois socialement et écologiquement utiles, il permet la revitalisation de la démocratie par l'initiative des acteurs locaux et l'émergence d'une nouvelle culture de l'entrepreneur collectif. Dominique Voynet a présenté la politique du gouvernement français tout en s'exprimant d'un point de vue "Vert" : après avoir repris le thème d'une réduction forte du temps de travail - vers les 32 heures - et expliqué le rôle important joué par le tiers-secteur, elle a choisi de mettre l'accent sur la richesse d'un mode de développement durable, et annoncé que la fiscalité écologique serait une des priorités du budget 1999. Elle a souhaité que d'autres coalitions plurielles se constituent en Europe avec le souci de marier radicalité du projet et capacité de compromis. Jean-Claude Juncker, Président en exercice du Conseil de l'Europe, présent le 8 novembre, s'est très clairement opposé à tout objectif chiffré de la diminution du chômage et a préconisé de se mettre d'accord sur une méthode de surveillance multilatérale, estimant qu'Amsterdam avait fait de l'emploi une politique commune. Il a approuvé l'idée d'une harmonisation fiscale mais rappelé que cette position est minoritaire. Le président du Conseil considère qu'une réduction de la durée du travail ne vaut qu'accompagnée de mesures complémentaires, comme cela se fait en France. Enfin, il s'est taillé un franc succès en condamnant le temps partiel comme piège pour les femmes. Le dernier jour, les participants ont adopté une résolution "Emploi, Solidarité, Ecologie, Démocratie" qui sera adressée aux chefs d'Etat et de gouvernement européens, lors du Sommet extraordinaire sur l'emploi des 20 et 21 novembre prochains à Luxembourg. Plutôt que de faire de l'Union économique et monétaire la première étape de la construction européenne, la priorité doit être donnée à un projet politique pour une société durable, projet devant être débattu à chaque niveau, local, régional, national, européen. Au Pacte de stabilité, les Verts européens proposent de substituer un Pacte européen pour le plein emploi, la solidarité et l'écologie. (Françoise Duthu, déléguée à l'international)



Alain Lipietz, 3<sup>e</sup> de liste

- 8 novembre 1997..... En Espagne, union des partis Verts en vue des élections européennes : Moment historique que ce début d'automne ? Une étape certaine, en tout cas, dans l'histoire de la construction verte espagnole... Pour ceux qui auraient besoin d'une visite guidée dans la complexe nébuleuse des vingt-sept partis verts écologistes hispaniques, la "Confederacion de los Verdes" regroupe douze partis verts régionaux et autonomes et est membre de la Fédération européenne des partis verts (FEPV). La "Union Confederal Verde", plus récente en tant que structure confédérale, réunit les quatre partis régionaux d'Andalousie, de Catalogne, de Madrid et du Pays Basque, qui ont en commun leur proximité avec "Izquierda Unida" (IU, gauche unie). Aujourd'hui, dans le contexte de crises au sein d'IU - sur le point d'éclater - et à l'approche des élections européennes de 1999, l'atmosphère se veut constructive entre les partis écologistes, et la tentative de dépasser les conflits de personnes, mais aussi politiques, historiques, culturels, linguistiques et régionaux, est bien réelle. La FEPV et le Groupe Vert au Parlement européen (GVPE) récoltaient, en septembre, les premiers fruits d'une mission de conciliation en réunissant autour d'une même table la "Confederacion de los Verdes" et la "Union Confederal Verde". Un accord a été signé par les deux parties. Dans un communiqué de presse commun, elles ont apporté leur soutien au candidat Vert qui se présentait aux élections régionales du 19 octobre, en Galice. Elles ont mis sur pied un calendrier de campagnes et d'actions communes et de rencontres régulières pour préparer une liste aux Européennes. Nous connaissons l'issue de ces pourparlers au printemps 98, lors du prochain Conseil de la FEPV. Il est clair que l'enjeu des Européennes pèse pour beaucoup dans cette démarche, quand on sait que l'Espagne est le seul pays de l'Union européenne où le scrutin de 1999 sera à la proportionnelle intégrale... L'enjeu est clair : avec 1,5% des suffrages, nos amis Verts espagnols feraient leur entrée au Parlement, venant par là même renforcer l'axe méditerranéen. (Catherine Grèze, membre du CE et du Comité de la FEPV)
- 27-28 novembre 1997..... Europe - Rencontre en deux temps, les 27 et 28 novembre, pour le bureau du Groupe Vert au Parlement européen et les représentants de la Fédération européenne des partis Verts, qui ont répondu à l'invitation des Verts français, tant à l'Assemblée nationale que avenue Parmentier. Tout le monde s'est retrouvé sur la même longueur d'ondes autour des grandes questions d'actualité : Traité d'Amsterdam, Sommet de Luxembourg, réduction du temps de travail, passage à l'euro, questions de société, etc. Il est ressorti la nécessité que Les Verts européens s'expriment d'une voix forte afin d'instaurer un



contre poids politique réel. En ce qui concerne les échéances européennes, si des listes transnationales sont difficiles à réaliser, la présence symbolique d'étrangers sur chaque liste Verte semble acquise. Le travail sur un programme commun se poursuit et la préparation du Congrès de 1999 est en marche. (Catherine Grèze pour les Verts)

- 2 décembre 1997..... La députée Verte Marie-Hélène Aubert intervient à l'Assemblée nationale au nom des députés Verts dans le cadre du débat sur la politique européenne. Les Verts défendent l'idée d'une véritable Constitution européenne. «Une Constitution qui instaure la démocratie et le fédéralisme à la fois par le haut, en donnant tout son poids au Parlement européen, en simplifiant son fonctionnement, en adoptant le vote à la majorité qualifiée, en donnant un sens au concept de subsidiarité, mais aussi par le bas, en favorisant l'émergence d'une citoyenneté, voire d'une nationalité européenne ». Marie-Hélène Aubert souhaite que l'identité européenne soit affirmée en faisant que le pacte pour l'emploi soit concomitant du pacte de stabilité dans le cadre d'une politique courageuse et conséquente de réduction du temps de travail. Enfin, la députée prône une véritable politique européenne de coopération.
- 17 janvier 1998..... Agriculture - Stop à la PAC folle. "Stop à la PAC folle", c'est le nom d'un collectif qui vient de se créer et qui entend sensibiliser l'ensemble de la société au débat sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Derrière la technicité de cette question (montant des primes, restitutions, quotas, etc.) incompréhensible pour l'opinion publique, les enjeux de cette réforme sont cruciaux. En termes d'emploi (280 000 exploitations ont disparu depuis 1992), de protection de l'environnement (37% de notre ressource en eau est menacée), de solidarité Nord-Sud et de santé publique. Comme une certaine vache, cette PAC est complètement folle. Rappelons que le triste bilan ci-dessus est financé par la moitié du budget européen ! Pour que cette situation ubuesque prenne fin, il est impératif que l'ensemble des citoyens s'emparent de cette réforme. C'est pourquoi des associations de chômeurs, de consommateurs, de paysans, d'acteurs du développement local, etc. se sont rassemblées au sein du collectif "Stop à la PAC folle". Durant l'année 1998, elles organiseront des débats et sensibiliseront l'opinion publique sous diverses formes. Des collectifs régionaux se mettent également en place. (Vert-contact)
- 22 janvier 1998..... Algérie - Daniel Cohn-Bendit : "Contre la violence, la culture de l'Etat de droit". Député européen du parti allemand des Verts, Daniel Cohn-Bendit est, avec d'autres, à l'origine de l'envoi en Algérie, le mois prochain, d'une délégation du Parlement de Strasbourg. Question de l'Express: Que va faire la délégation du Parlement européen en Algérie? R de Daniel Cohn-Bendit : Nous allons rencontrer les partis politiques disposant de députés au Parlement algérien et des représentants de la société civile. Notre but est de discuter avec toutes les forces du pays pour voir comment on peut mettre en place des solutions. Je pense que l'Algérie ne se sortira de la crise que s'il y a un consensus autour de cette idée: contre la culture de la violence, il ne peut y avoir que la culture de l'Etat de droit. Q: Face aux massacres, cela ressemble un peu à un vœu pieux... R: L'Algérie est au bord de l'implosion. Tout le monde suspecte tout le monde, personne n'a plus confiance en personne. Mais toutes les forces politiques comprennent qu'on ne peut pas continuer comme cela. S'il n'y a pas aujourd'hui une discussion publique autour de cette idée (l'Etat de droit face à la violence), on ne trouvera pas de solution. Oui, c'est un vœu pieux de croire que le gouvernement algérien puisse obtenir une victoire totale sur le terrorisme. Personne n'a prétendu qu'une délégation du Parlement européen allait résoudre tous les problèmes. Mais cette initiative est destinée à provoquer des discussions. Q: Vous avez laissé entendre que, en plus des entretiens officiels, vous disposiez de nombreux numéros de téléphone d'Algériens... R: Effectivement, et dans tous les milieux : des représentants du gouvernement, des militaires, des gens de l'opposition, de la société civile, des avocats, des sportifs, des acteurs. Je n'ai pas dit que je les rencontrerai tous. Q: Allez-vous rencontrer Abassi Madani ? R: Oui, si on en a l'autorisation, dans la mesure où il est en résidence surveillée. Il s'agit d'entendre tous les sons de cloche de la société algérienne. Q: Faut-il parler avec tout le monde ? R: Parler avec quelqu'un ne veut pas dire être d'accord avec lui. Il faut être intelligent et prudent, avoir un argumentaire qui ne coupe pas les ponts mais qui permette de progresser. Tout le monde me dit : «Ah ! tu veux voir des islamistes, donc tu es plutôt pro-islamiste ! » C'est complètement aberrant. Je dis simplement qu'il faut essayer de comprendre. Déjà, en 1972, avant que je me rende en Israël, on m'a demandé: faut-il parler à l'OLP ? J'ai répondu oui.
- 29 janvier 1998..... Dans l'Express, Yves Cochet, député Vert du Val d'Oise, déclare que Daniel Cohn-Bendit ferait un excellent n°2 de la liste écologiste pour les prochaines élections européennes de juin 1999. Quant à la première place, il pense qu'elle conviendrait tout à fait à Dominique Voynet.
- 9 février 1998..... En visite en Algérie avec une délégation de députés européens, Daniel Cohn-Bendit sème la zizanie avec son groupe et avec les algériens. D'emblée, il rue dans les brancards en critiquant la manière dont les autorités algériennes ont organisé la visite : les députés sont consignés dans une luxueuse résidence pour hôtes de marque, qu'il qualifie de prison quatre étoiles. Devant les caméras de la télévision locale, il qualifie le régime algérien d'autoritarisme méditerranéen mélangé à la culture soviétique. L'ambiance s'est encore plus dégradée quand Cohn-Bendit a demandé au gouvernement algérien de discuter avec un dirigeant du FIS, le Front islamique du Salut, interdit par le pouvoir.
- 15 mars 1998..... Elections régionales : La gauche plurielle (PS, PCF, Verts et Radicaux) l'emporte avec 36,58% des suffrages et 745 sièges devant la droite (RPR-UDF) créditée de 35,98% des voix et 716 sièges. Le FN renforce ses positions avec 15,02% des voix et 275 sièges, tandis qu'on observe une percée de l'extrême gauche. La droite perd le contrôle de l'Ile-de-France et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les Verts ne devraient pas maintenir la candidature de Marie-Christine Blandin à la présidence du Nord-Pas de Calais, mais obtiendraient plusieurs vice-présidences, dont une en Ile-de-France. **Les Verts**



**obtiennent 70 élus**, 49 élus sur les 54 listes d'union de la majorité plurielle, 2 élus sur les 4 listes d'union de la majorité plurielle partielle, 19 élus sur les 37 listes vertes et ouvertes. La moyenne des Verts est de **5,7%** quand ils sont présents. Génération Ecologie décroche trois élus et le MEI n'a plus qu'un élu en Alsace, dans le Bas-Rhin, Hugues Geiger (5,17%).

15 mars 1998..... Premier tour des élections cantonales : La gauche recueille 43,9% des suffrages contre 40,2% pour la droite, 13,9% pour l'extrême droite et 0,4% pour l'extrême gauche. On compte 730 candidats Verts sur 1950 cantons renouvelables. Ils totalisent une moyenne de résultats de **7,7%** des voix. Une vingtaine de candidats des Verts peuvent se maintenir au second tour. Dominique Voynet (PS+Verts) obtient 33,66% des voix à Dôle Nord-Est (Jura).

22 mars 1998..... Deuxième tour des élections cantonales : La gauche confirme sa poussée relative en obtenant 47,59% des voix contre 44,54% pour la droite républicaine. Elle gagne la présidence de dix conseils généraux car dix départements basculent à gauche. En Bourgogne, dans le canton de Seignelay, Jean-Michel Delagneau (Vert) est élu avec 51,43% des voix. En Franche-Comté, dans le canton de Dôle Nord-Est, Dominique Voynet est élue avec 50,18% des voix. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le canton de Grasse sud (Alpes Maritimes), J-Raymond Vinciguerra, est élu dans une triangulaire avec 37,27% des voix. **Les Verts obtiennent 10 élus.**

11 avril 1998..... Méthode de désignation des candidats des Verts aux élections européennes de 1999: La méthode de constitution de cette liste consistera à déposer, à l'occasion de la prochaine Assemblée générale des Verts - qui aura lieu le 25 octobre pour les AG décentralisées, et les 14 et 15 novembre pour l'AG fédérale -, parallèlement à chaque texte d'orientation, une proposition de liste de candidats (dépôt des textes et des listes avant le 20 septembre à minuit). La liste finale sera constituée en fonction des pourcentages obtenus par chaque texte d'orientation, avec le système de la fermeture éclair. Cette méthode ne concerne que les candidats de la liste membres des Verts. La ou les deux têtes de liste seront éventuellement validées par un vote spécifique. Le CNIR de juin se prononcera sur l'ensemble des principes devant servir de critères pour la constitution des listes proposées. Une première discussion sur le "Manifeste des Verts européens" sera par ailleurs ouverte au prochain CNIR, ainsi qu'un débat sur le "tourniquet" et l'"ouverture". Pour préparer ces débats, les contributions des Cniriens sont les bienvenues.

**CH2 : Une réforme du scrutin européen ? Non !**

22 avril 1998..... Lors des questions orales au gouvernement à l'Assemblée nationale, le député Vert Guy Hascoët pose une question au gouvernement concernant le projet de modification des modes de scrutins. Favorable à des réformes en profondeur du fonctionnement de nos institutions dans les domaines du cumul des mandats, de l'introduction de la parité homme-femme ou de la création de Conseils de pays ou d'agglomérations, le député Vert réaffirme la volonté des Verts de voir maintenu un mode de scrutin proportionnel pour les élections européennes. C'est Jean-Pierre Chevènement qui lui a répondu d'abord par des critiques du scrutin actuel (le parlementaire européen est loin de ses électeurs, il ne défend pas efficacement les intérêts de la France, le taux d'abstention à l'élection est important) et que le gouvernement sur cette affaire allait mener une concertation approfondie.

2 mai 1998..... Une Europe qui nous ferait rêver... Étape vers le développement durable à l'échelle de la planète, facteur de paix et de solidarité, l'Europe a toujours été, pour Les Verts, une impérieuse nécessité. En effet, comment résoudre, dans le cadre étroit des frontières françaises, les questions que pose l'écologie ? Non seulement en termes d'environnement (eau, air, sols, énergies, faune et flore), mais aussi en termes d'économie mondialisée, dominée aujourd'hui par un néolibéralisme ravageur. La construction européenne est donc une chance à saisir pour mieux résister à cette pression dévastatrice d'une part, et pour mettre en œuvre un modèle de développement plus doux, plus humain d'autre part. Encore faut-il que les citoyens européens puissent s'exprimer sur la question. Hélas, la démocratie et les institutions européennes restent balbutiantes et la Commission porte manifestement la marque du libre-échange et du tout monétaire, au détriment de tout le reste. Il n'empêche, c'est bien le Conseil des ministres européens qui prend les décisions politiques, et quand un Le Pen fait entendre haut et fort sa conception d'une agriculture vivante, il est écouté. Ce qui est possible en matière agricole devrait l'être dans tous les domaines. Et il va de soi que les ministres européens Verts et/ou de gauche seront plus à même que ceux de droite de proposer l'Europe que nous souhaitons. Ainsi, les député(e)s Vert(e)s ont voté pour la résolution proposée par la délégation parlementaire à l'Union européenne, qui fixe des objectifs sociaux et politiques au passage à l'Euro. Nous y avons ajouté, pour notre part, l'objectif de développement durable. Certes, il ne s'agit que de mots, mais ils pèsent et traduisent les mobilisations quotidiennes du mouvement social pour construire un monde plus juste, vivable, porteur d'espoir. C'est vrai que les temps sont durs : la rapidité et l'efficacité des médias nous dévoilent jour après jour les menaces et la violence qui pèsent sur la planète. Nous voilà à la croisée des chemins. Soit les résistances et les mobilisations civiles sauront, elles aussi, utiliser les réseaux modernes de communication pour tisser des solidarités et agir, notamment avec le Sud. Soit le marché dérégulé et le fric emporteront tout, provoquant conflits et intégrismes de toute nature. Nous croyons encore à la première hypothèse, mais il faut faire vite. La mobilisation contre l'Accord multilatéral d'investissement (AMI) montre la voie. Les Verts doivent être à l'avant-garde du combat pour une Europe solidaire, généreuse et créative. La dictature soviétique, avatar monstrueux des idéaux socialistes et communistes, s'est effondrée en 1989 ; il faudra plusieurs générations pour s'en remettre. La dictature du fric et du marché tombera aussi - si nous savons faire vivre la démocratie et la République pour



lesquelles d'autres se sont durement battus ! Le développement durable est-il cette troisième voie prometteuse ? A nous, Les Verts, de le démontrer, à tous les niveaux. L'Europe du troisième millénaire sera soutenable, désirable, ou ne sera pas. (Marie-Hélène Aubert)

- 5 mai 1998..... Daniel Cohn-Bendit se fait entarter à l'université de Nanterre par des militants de la CNT, syndicat anarchiste, qui lui reprochent de s'être rangé aux côtés des réformistes mous comme Serge July, Alain Geismar ou Claude Allègre.
- 11 mai 1998..... Le député Vert du Val-d'Oise Yves Cochet estime sur RTL que la ministre de l'environnement Dominique Voynet serait une meilleure candidate que Daniel Cohn-Bendit à la tête d'une liste verte aux élections européennes de 1999. Noël Mamère avait affirmé la veille sur radio-J que Daniel Cohn-Bendit serait une formidable tête de liste pour les Verts car son discours politique correspond à la culture des Verts, moderne, irrévérencieuse.
- 12 mai 1998..... Le PS présente ses propositions pour une modernisation de la vie politique et la réforme des modes de scrutin, dont Lionel Jospin entend débattre avec ses ministres le 14 mai. A l'exception des municipales et des législatives, le PS préconise une réforme de tous les modes de scrutin restants. Il se prononce de nouveau pour une harmonisation de la durée de tous les mandats, y compris présidentiel, à cinq ans. Sur le mode de scrutin européen, le PS réitère sa proposition en faveur du maintien de la proportionnelle, non plus sur le plan national mais dans le cadre de grandes circonscriptions régionales (de 7 à 9 grandes régions) qui regrouperaient plusieurs régions actuelles. Le PCF et les Verts s'opposent à une réforme du mode de scrutin européen. Dominique Voynet sent venir un mauvais coup du PS à ses partenaires. Les Verts mettent en garde contre une régionalisation factice du scrutin européen : « Toute proposition de modification du mode de scrutin allant dans le sens d'une moindre représentation des formations politiques démocratiques présentes dans l'Hexagone sera combattue par les Verts ».
- 13 mai 1998..... Le Parlement européen approuve une directive adoptée en février par le conseil des ministres de la santé des Quinze, qui prévoit l'interdiction de toute forme de publicité ou de parrainage en faveur du tabac dans l'Union. la mise en œuvre de cette mesure s'échelonne de 2001 2006.
- 14 mai 1998..... Lionel Jospin, lors de la réunion bimensuelle des ministres, aborde la question de la réforme des modes de scrutin régional et européen. Dominique Voynet expose clairement et précisément son opposition et celle de son parti à une réforme du mode de scrutin européen conduisant à créer sept grandes circonscriptions régionales qui n'empêcheront pas la dispersion. Elle estime que cela ne rapprocherait pas les élus des électeurs et que le plus urgent est de réformer le scrutin cantonal qui est injuste. Mme Voynet observe qu'avec des grandes régions Brice Lalonde et Antoine Waechter ont plus de chances d'avoir des listes. Cependant, elle termine en disant que « si on change, je serais solidaire ». Jean-Pierre Chevènement exprimera la même solidarité après avoir développé d'autres arguments d'opposition. Pour les Verts, un rassemblement de la gauche et des écologistes sur des listes européennes communes est impossible faute de plateforme commune sur l'Europe. Mais, les Verts n'ont plus d'élus européens depuis juin 1994 et veulent résolument en obtenir. Jospin est décidé de faire voter la réforme des scrutins régional et européen rapidement durant le mois de juin aux deux assemblées législatives.
- 14 mai 1998..... Une délégation des Verts, composée de Jean-Luc Bennaïmias, Marie-Anne Isler-Béguin, Alain Lipietz et Guy Hascoët, rencontre des représentants du PS sur la question de la réforme du scrutin. Les Verts font part sans détour de leur opposition et de leur très fort mécontentement à ce sujet.
- 17 mai 1998..... Dominique Voynet, ministre de l'environnement, est interrogée à la télévision au « Grand jury RTL – le Monde ». À la question sur la mise en place d'une fiscalité écologique, elle répond qu'elle n'a pas le moindre doute que cette fiscalité va être la vraie bonne surprise du budget de 1999 et que les différents ministères concernés y travaillent avec beaucoup d'énergie. Aux questions sur le nucléaire, elle répond que pour l'instant elle ne s'est pas heurtée vraiment au lobby nucléaire car elle ne l'a pas rencontré. Elle reproche à ce lobby de ne pas débattre à visage découvert avec les acteurs politiques. Le nucléaire fait partie des zones d'ombre de la vie politique française et on ne débat quasiment jamais du nucléaire. Comme on lui demande pourquoi elle est hostile à l'élection des députés français au Parlement européen dans le cadre de huit grandes régions (les régions actuelles seraient regroupées), elle répond qu'elle craint par-dessus tout les bidouillages des modes de scrutin. Elle est d'accord pour qu'on modifie les modes de scrutin mais à distance importante des élections et après un large débat.
- 21 mai 1998..... La réforme du mode de scrutin européen inquiète et irrite les partenaires du PS. Les Verts saisissent les députés de la majorité de la manière « cavalière » de M. Jospin. Les partenaires de la majorité plurielle ont très mal pris d'être avertis, par le presse, du projet de régionalisation du scrutin. Après la réunion des ministres du 14 mai, où plusieurs ministres avaient exprimé leurs réserves ou, comme Dominique Voynet, leur opposition, la colère n'est pas retombée. Alors que le PS se refuse à dramatiser ce différend, aucun de ses partenaires ne veut en faire un casus belli. Les partenaires du PS ont fait leurs calculs. Ils estiment qu'ils ont tout à perdre à une réforme du mode de scrutin européen: Le PCF -7 sortants- espère en sauver cinq, au mieux. Les Verts, sans sortants, n'espèrent plus qu'un élu. Les radicaux - 10 sortants - doivent gérer l'après-Tapie. Pour tous, la réforme aboutirait à "laminer les formations politiques dont le score national est inférieur à 10% environ des suffrages exprimés". "Dans cette décision irrationnelle, la seule inconnue, c'est finalement l'accord entre Chirac et Jospin" conclut Jean-Luc Bennaïmias, secrétaire national des Verts. M. Bennaïmias, qui avait tenté sans succès de faire plainte commune avec les communistes, à écrit, mercredi 20 mai, à l'ensemble des députés de gauche pour s'indigner « de la



forme cavalière» dont le projet de réforme leur a été soumis. Il s'indigne que le «travail» ouvert en juillet 1997 dans la majorité sur les modes de scrutin ait été, en août, «nié au profit du retour des réflexes hégémoniques de certains dirigeants du PS». Dominique Voynet, qui prend soin de réserver le suspense et de ne pas indiquer, avant octobre, si elle sera candidate à ce scrutin, aurait-elle caressé ce projet ? Si elle peut personnellement trouver des avantages à la régionalisation du scrutin - il tranche dans le vif le duel entre sa candidature et celle de Daniel Cohn-Bendit -, elle est bien décidée à ne pas laisser la «base » des Verts, fort irritée, sans relais. Les socialistes se refusent à dramatiser ce différend. Depuis que Mme Voynet, le 14 mai lors de la réunion de ministres, et M. Hue, dans son tête-à-tête avec M. Jospin le 15 mai, ont réaffirmé leur désaccord, M. Hollande a renoué le dialogue avec ses deux partenaires. Alors que le premier ministre rappelle que majorité et opposition sont placées devant leurs responsabilités et qu'en cas d'échec, nul ne pourra lui reprocher cette fois, comme pour les régionales, de ne pas avoir tenté de réformer le scrutin européen avant les élections, le premier secrétaire du PS réaffirme qu'il n'y aura pas de passage en force et que le gouvernement ne recourra pas au 49-3 pour faire adopter la réforme. En cas de statu quo, M. Hollande n'était pas vraiment décidé à conduire la liste du PS - déjà, en 1984, elle avait été menée par M. Fabius qui n'était pas premier secrétaire -, mais dans les sept circonscriptions régionales de métropole, les militants PS devront trancher. Sur ces listes paritaires, ils devront choisir des personnalités qui seront obligées, de surcroît, de siéger effectivement au parlement européen. Au-delà des équilibres internes aux socialistes, le PS, qui a 15 sortants, devra faire une (petite) place à une partie des élus radicaux de la liste présentée par Energie radicale en 1994. Le MDC pourrait aussi être tenté par une alliance avec un PS qui devra intégrer des personnalités qui l'ont rejoint, comme l'ancien ministre communiste Charles Fiterman... Un joli casse-tête en perspective. De plus, l'une des dispositions du projet de loi limitant le cumul des mandats électoraux est passée inaperçue, alors que ses conséquences ne sont pas négligeables. Le texte du gouvernement prévoit en effet, à son article premier, qu'un député, un sénateur ou un parlementaire européen qui, postérieurement à son élection, obtiendrait un autre mandat propre à le placer dans une situation de cumul prohibé, devrait quitter l'un des mandats détenus antérieurement. Autrement dit, si un député est élu au Parlement européen, il devra donc impérativement abandonner son siège à l'Assemblée nationale au profit de celui à l'Assemblée de Strasbourg. Pour les élections européennes de 1999, cela pourrait dissuader bien des candidatures. En outre, cette règle obligera les formations politiques à un sérieux renouvellement de leurs candidats.

10 juin 1998..... Le projet de loi de réforme du scrutin européen est adopté en conseil des ministres.

13-14 juin 1998..... CNIR des Verts à Paris (Assemblée Nationale): Après un an dans la majorité plurielle, les Verts jugent l'expérience plutôt positive et qu'il s'agit maintenant de se donner les moyens de transformer l'essai. Très présente, Voynet réaffirme sa volonté de mener le combat contre la réforme du mode de scrutin des élections européennes. A cette occasion, les Verts se serrent les coudes autour de Voynet. Ils critiquent le gouvernement et dénoncent l'hégémonisme du PS. Sous les applaudissements, Voynet annonce que les Verts se présenteront de façon autonome aux élections quelque soit le mode de scrutin retenu. «C'est bien mal nous connaître que de croire qu'on pourra nous forcer au mariage quand nous avons tout juste décidé d'une union libre avec un contraceptif efficace ! » lance-t-elle. Le CNIR vote aussi un texte qui désavoue le vote des députés Verts en faveur de la résolution sur l'euro, adoptée par l'Assemblée nationale le 22 avril. Ce vote s'est fait en opposition avec celui du Collège Exécutif, provoquant la colère de l'opposition de gauche. Yves Cochet, député du Val-d'Oise, explique que les députés avaient déjà fait connaître les réserves des Verts sur le passage à l'euro et qu'ils ne souhaitaient pas, en votant contre cette résolution, donner l'impression que les Verts sont systématiquement opposés à l'Europe. Dominique Voynet indique aussi qu'elle est fatiguée des incantations qui appellent au mouvement social. Elle termine en évoquant les problèmes de l'ouverture de la chasse : « Je m'interroge sur une majorité qui serait capable de tenir tête aux sans-papiers, sans-travail, sans-droits, et qui perdrait ses moyens devant les porteurs de fusils ou devant les agriculteurs qui déversent des tombereaux de choux-fleurs sur les ponts en Bretagne ».

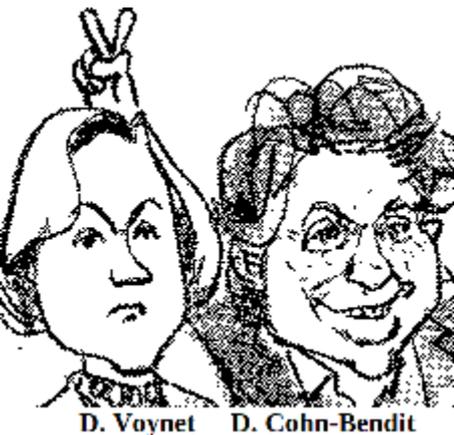
20 juin 1998..... Mode de scrutin des élections européennes : C'est à l'unanimité que le Conseil national interrégional (CNIR) des Verts, réuni à Paris les 13 et 14 juin derniers, a dénoncé le projet de changement du mode de scrutin des élections européennes ! Les Verts s'opposent à tout changement du mode de scrutin de circonstance et demandent le maintien de la proportionnelle intégrale dans le cadre actuel. Le CNIR a demandé au Collège exécutif (CE) de prendre contact en ce sens avec tous les partenaires de la majorité plurielle, et de coordonner, avec les député(e)s Vert(e)s, une riposte parlementaire. Il invite l'ensemble des militant(e)s, des élu(e)s et les différentes instances du mouvement à mener campagne pour le respect de la proportionnelle intégrale aux élections européennes de 1999. Les Verts réaffirment par ailleurs leur disponibilité pour discuter - dans le cadre de la nécessaire démocratisation des institutions et de la vie publique - d'une réforme de l'ensemble des modes de scrutin permanent de renforcer la proportionnelle. Pour les élections européennes de 1999, ayant un projet européen profondément différent de celui du PS - comme des autres composantes de la majorité -, en rupture avec la construction à ce jour, qui privilégie la constitution d'une Europe puissance intégrant les normes de la compétition néolibérale, le CNIR des Verts affirme dès aujourd'hui le choix de constituer une ou des listes autonomes, quel que soit le mode de scrutin retenu.

28 juin 1998..... Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, affirme que Dominique Voynet sera certainement candidate des Verts à la prochaine élection présidentielle. Il s'exprime sur Radio-J et réitère ses critiques sur la réforme du



mode de scrutin européen en parlant de tripatouillage.

- 29 juin 1998..... Dans une lettre, les Verts proposent aux responsables des formations politiques de la majorité plurielle une rencontre, le 6 juillet, afin de trouver un compromis sur les réformes de mode de scrutin, qui sera débattu le 7 et 8 juillet à l'Assemblée nationale. «Le manque de coordination entre partenaires de la majorité plurielle à propos des réformes électorales est en train de conduire à une situation de blocage, voire de crise » écrivent les trois porte-parole et Jean-Luc Bennahmias, secrétaire général du mouvement.
- 1er juillet 1998..... Le Premier ministre Lionel Jospin décide de retirer son projet de réforme du mode de scrutin européen, après avoir constaté l'opposition de toutes les composantes de la majorité de gauche, à la seule exception du PS, et l'opposition de la droite, et après un entretien avec le Président Chirac. Dans les jours qui suivent, c'est la satisfaction chez les Verts. Jean-Luc Bennahmias balaie d'un revers de main une guerre Voynet-Cohn Bendit pour la tête de liste Verte nationale, qu'il crédite de 7 à 8% (les observateurs indépendants s'interrogent pour savoir si elle passera les 5%). La question de la tête de liste sera abordée plus tard.
- 3 juillet 1998..... La droite, le PCF et les Verts font reculer M. Jospin et M. Chirac sur le scrutin européen. Le découpage en huit régions devait rapprocher les électeurs des élus. Lionel Jospin a décidé, mercredi 1er juillet, de retirer son projet de réforme du mode de scrutin européen, après avoir constaté l'opposition de toutes les composantes de la majorité, à la seule exception du Parti socialiste, et s'en être entretenu avec Jacques Chirac. A droite, le RPR et Démocratie libérale avaient annoncé qu'ils voteraient contre le texte. Une majorité du groupe UDF-Alliance partageait cette position. Lors du vote solennel prévu le 9 juillet, le premier ministre ne pouvait compter que sur le renfort hypothétique de députés centristes pour faire adopter son texte. Ce volet de la modernisation de la vie politique avait été souhaité par le président de la République qui, le 16 avril, s'était prononcé pour le maintien du mode de scrutin proportionnel mais en mettant fin à l'existence d'une circonscription nationale unique. Jacques Chirac s'était abstenu de toute observation lors de l'approbation du projet de loi de M. Jospin au conseil des ministres du 10 juin. Avant de prendre sa décision, le premier ministre s'en est entretenu avec François Hollande, premier secrétaire du PS, et Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Il a appelé auparavant les autres dirigeants de la majorité pour vérifier leur opposition à cette réforme. Ce retrait a été accueilli favorablement par les partis de la majorité, même si M. Hollande a «regretté» qu'une occasion de modernisation de la vie politique «ait été perdue ». Jean-Louis Debré (RPR) estime que M. Jospin «n'a plus de majorité» et José Rossi (Démocratie libérale) parle de «capitulation en rase campagne» du PS.
- 7 juillet 1998..... Sur LCI, Dominique Voynet confirme qu'elle n'ambitionne franchement pas de briguer la tête de liste des élections européennes. Elle préfère son poste de ministre de l'environnement. Pour elle, ce serait même un bon symbole européen que d'avoir Daniel Cohn-Bendit en tête de cette liste en bonne position, et il mettrait du punch dans la campagne. A la même période, un sondage donne 6% à la tête de liste Cohn-Bendit contre 7% à la tête de liste Voynet.
- 17 juillet 1998..... Rencontre entre les Verts français et les Grünen allemands à Paris: la question Cohn-Bendit est soulevée par les journalistes. Jürgen Trittin, porte-parole allemand, confirme que personne en Allemagne n'avait demandé à Dany de se présenter aux élections européennes françaises, cela relève uniquement des Verts français.
- 19 juillet 1998..... Le long chemin de croix de Daniel Cohn-Bendit pour les élections européennes de



1999 : Quand Verts français et Verts allemands se rencontrent, de quoi croyez-vous qu'ils parlent ? Du traité d'Amsterdam, d'écotaxes, de déchets nucléaires, ou encore de «majorité plurielle» - les Grünen aimeraient imiter la formule française aux côtés des sociaux-démocrates du SPD, lors des élections du 27 septembre. Aux Verts allemands venus passer deux jours chez leurs amis français, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a aussi promis que, si elle le pouvait, elle irait les soutenir dans un meeting de campagne. Bref, on parle de tout, sauf - exprès - de... Daniel Cohn-Bendit. Vendredi 17 juillet, à l'issue de la rencontre entre les deux formations écologistes, Jürgen Trittin, porte-parole des Grünen, a juste noté devant la presse que «personne en Allemagne n'avait demandé à Dany de se présenter » aux élections de juin 1999. «La décision de prendre la tête de liste en France relève uniquement des Verts

français », a-t-il ajouté, laconique, en refusant toute «ingérence ». Peu auparavant, lors d'une réunion à huis-clos, Français et Allemands avaient usé d'un langage moins diplomatique. «Chez nous, il y a les supporters de Cohn-Bendit et ceux qui le supportent », avait résumé Marie-Anne Isler-Béguin, Et son vis-à-vis allemand de répondre sous les fous rires: «Dites-le à l'anglaise ou à la française, on s'en lave les mains, mais on vous souhaite bonne chance. » N'empêche. Malgré l'ironie récurrente et la résistance de certains dirigeants de l'avenue Parmentier, la chose semble désormais acquise : l'ancien leader de mai 68 viendra «tirer » la liste des écologistes français. Le 7 juillet, sur LCI, Mme Voynet a donné le ton : confirmant



qu'elle «n'ambitionn[ait] franchement pas de briguer la tête de liste des élections européennes », elle a expliqué que ce «serait un bon symbole européen que d'avoir [Daniel Cohn-Bendit] en tête de cette liste en bonne position », qu'il mettrait «du punch dans la campagne ». En fine connaissance des jeux de billard Verts, la ministre de l'aménagement du territoire a compris que les soutiens - réels - de «Dany» au sein de son parti se recrutaient aussi, de manière plus politique, dans l'«opposition» des Verts (Noël Mamère, Marie-Christine Blandin) qui s'est rassemblée sur une motion intitulée «Pour une écologie populaire et de gauche », avant le Congrès des 14 et 15 novembre. En avalisant alors cette candidature - que défendent aussi certains membres de la majorité, comme Guy Hascoët -, Mme Voynet ne tient-elle pas un moyen rêvé de rassembler très largement son mouvement sur une motion unique ? Reste au célèbre écologiste allemand à gravir son chemin de croix. Depuis Brice Lalonde et Antoine Waechter, les Verts français se méfient de ces personnalités qu'ils jugent «incontrôlables », selon le mot de la ministre. Surtout quand, sur une liste où l'on doit respecter la parité et la représentativité des tendances, les places deviennent très chères. Depuis l'annonce du retrait du projet de régionalisation du mode de scrutin par Lionel Jospin, on se presse ainsi malicieusement, avenue Parmentier, de faire état d'un sondage selon lequel la tête de liste Cohn-Bendit ne recueillerait «que» 6% quand «Dominique» en glanerait 7%. Prochaine station prévue pour le candidat : les cols de Lamoura (Jura), où se tiendra, fin août, l'université des Verts. Outre un bain de... Verts, de trois jours au moins - recommandé par ses amis -, M. Cohn-Bendit ne prendra la parole que lors d'un banal débat avec des représentants de chômeurs.

20 août 1998..... Européennes : Dany le Rouge prend la tête des Verts. Trente ans après avoir été expulsé de France par le pouvoir gaulliste, Daniel Cohn-Bendit sera chef de file du parti de Dominique Voynet. Ambiance. Encore une fois, il sera la vedette. Et il aimera ça, lui qui dit souvent qu'il aime qu'on l'aime. Trente ans après 1968, Daniel Cohn-Bendit, 53 ans sonnés, n'a pas changé. Roux, quoique légèrement blanchi, pétillant, inlassablement contestataire. Le 25 août, il sera parmi les Verts, pour leur université d'été, à Lamoura, dans le Jura. Ceux-ci l'ont invité en prévision des élections européennes de juin 1999. Leur leader, Dominique Voynet, ne souhaite pas mener la liste écologiste. «Elle préfère rester au ministère de l'Environnement, assure l'un de ses amis, et puis, elle ne peut pas se présenter à toutes les élections. » Alors, pour jouer le rôle de la locomotive, certains ont suggéré le nom de Daniel Cohn-Bendit. «Il est ingérable », a d'abord lâché Voynet, peu désireuse de voir arriver un concurrent de cette envergure. Puis, faute de trouver un remplaçant, elle a donné son feu vert. «J'ai vu Cohn-Bendit au début du mois d'août, raconte Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts. Il est prêt à y aller. Il faut maintenant intégrer Dominique dans le dispositif de campagne et démarrer sur le terrain. » A Lamoura, la semaine prochaine, les cadres écologistes pourront se familiariser avec la personnalité flamboyante de l'ex-soixante-huitard. Faire le point, aussi, sur les accords et les désaccords. «J'aimerais discuter de l'avenir de l'Europe avec lui, assure Voynet. Il était pour Maastricht. J'étais contre. »Formellement, c'est le congrès des Verts, convoqués pour la mi-novembre, qui l'investira tête de liste. Mais pour tous, déjà, les jeux sont faits. «On n'a plus le choix », assure aujourd'hui Bennahmias. Un institut de sondage a évalué l'impact de cette candidature. Verdict : 6%. Pas assez pour inquiéter vraiment les socialistes. Trop pour des communistes qui, fragilisés par la participation gouvernementale, redoutent de perdre une part significative de leurs votes protestataires. «Le PCF avait fait 6,88% aux européennes de 1994, rappelle un dirigeant du PS. Concurrencé par Cohn-Bendit et bousculé par Lutte ouvrière, il risque de descendre encore et de frôler la barre des 5%, ce qui déséquilibrerait l'ensemble de la gauche plurielle. » Dans cette affaire, l'écologiste n'a qu'un ennemi : lui-même. Sa langue est agile. Parfois, les mots lui échappent. Ainsi, lui qui s'affiche volontiers libéral-libertaire a pu traiter les Verts de «gnangnan » ou de «gauchistes ». Mais, pour l'heure, il savoure le plaisir intense que lui procure l'éventualité d'un retour par la grande porte sur la scène française, trente ans après en avoir été expulsé par le pouvoir gaulliste. Né à Montauban (Tarn-et-Garonne) et aujourd'hui de nationalité allemande, « Dany » résume son aventure d'une formule: « La revanche du bâtard». Adjoint au maire de Francfort, Daniel Cohn-Bendit peut se présenter à cette élection en France en vertu d'une disposition qui prévoit qu'un citoyen de la Communauté européenne peut, à l'occasion de ce scrutin, être candidat dans le pays de son choix.

25 août 1998..... Daniel Cohn-Bendit est attendu aux trois journées d'été des Verts, qui se dérouleront du mardi 25 au vendredi 28 août, à Lamoura (Jura), avant le conseil national interrégional du mouvement écologiste, les 29 et 30 août. Député européen depuis 1994, l'ancien dirigeant de mai 68 est bien placé pour prendre la tête de la liste verte aux élections européennes de juin 1999. «Il sera sans doute notre candidat », nous a confié Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, tandis que Dominique Voynet, qui ne souhaitait pas être elle-même tête de liste, indiquait, au début de l'été, que M. Cohn-Bendit serait «un bon symbole européen » et qu'il « mettrait du punch dans la campagne ». Le nom du chef de file des Verts aux européennes sera annoncé fin octobre, après un vote des assemblées fédérales décentralisées et une confirmation apportée par l'assemblée générale fédérale (un congrès) du mouvement, les 13 et 14 novembre.

25 août 1998..... Les journées d'été des Verts commencent le 25 août à Lamoura (Jura). Daniel Cohn-Bendit tentera de convaincre les écolos de lui confier la tête de liste aux élections européennes de juin 1999. Il s'entretient avec le journal "Le Monde". Q: Pourquoi cette envie tenace de refaire de la politique en France, trente ans après les événements de mai 68 ? Seulement pour la beauté du symbole ? R: S'il y a un symbole, c'est celui de l'Europe, ce n'est pas mai 68 ; c'est le traité de Maastricht, qui autorise les Européens à se porter candidats aux élections municipales et européennes d'un autre pays. L'idée de faire une campagne en France est un nouveau défi. J'ai toujours eu une image de bâtard. En Allemagne, je ne suis pas allemand, en France, je ne suis pas français. Je suis bien le bâtard européen. Q: Vous avez défendu le «oui» à Maastricht,



bataillé pour la monnaie unique. Les Verts français témoignent de beaucoup moins d'enthousiasme que vous sur la construction européenne... R: En 1992, la moitié d'entre eux ont quand même voté pour le traité. Aujourd'hui, je crois que cette hache de guerre est enterrée. Le grand débat de demain, c'est de savoir ce qu'on, veut : continuer la construction d'une Europe des nations, ou bien une union européenne qui dépasse la nation traditionnelle. Le génie de Maastricht, c'est de définir une union européenne poussant à créer une Europe qui se fédéralise. Q: Les Verts doivent aussi voter pour le traité d'Amsterdam... R: C'est un mauvais traité, qui ne permet pas d'impulser un élan européen, qui perpétue son déficit démocratique, qui aura des effets négatifs sur le fonctionnement des institutions. Tout le problème est de savoir quelle sera la déclaration préliminaire qui déterminera la politique européenne de la France face aux défis de l'élargissement. On ne peut pas continuer à fonctionner en élargissant l'Europe à l'unanimité. Q: Pensez-vous que la prochaine campagne électorale sera plus «européenne» que les précédentes ? R: J'en suis persuadé. Aucun parti ne pourra se contenter de refaire un troisième ou un quatrième tour national en juin 1999. Ils devront présenter leur vision de l'Europe au troisième millénaire. En France, deux camps s'organisent ainsi de manière tout à fait fascinante. D'un côté, les nationalistes de gauche ou de droite : gaullistes, ou encore communistes, mais aussi les contestataires d'extrême gauche, qui, dans une logomachie internationaliste, défendent en réalité des positions nationales. De l'autre, ceux qui défendent la nécessaire accélération de la construction européenne: les centristes, la majorité des socialistes, et les Verts, favorables à une Europe écologique et sociale. Q: Comme vous, les socialistes sont favorables à une Europe sociale, plus démocratique. Ils vont mener une campagne européenne avec les travaillistes anglais et le SPD allemand. Comment convaincre les électeurs de voter écologiste ? R: En Allemagne, si une coalition sociale-démocrate verte est portée au pouvoir, le prochain ministre des affaires étrangères allemand sera un «grünen ». La nouvelle charte nécessaire pour définir la politique européenne sera ainsi rédigée avec un gouvernement allemand où le poids des écologistes sera plus important. Aux électeurs français, je rappellerai, comme exemple de laboratoire, l'épisode du débat parlementaire sur la chasse, en juin. Les socialistes ont voté. Une loi contrevenant à une directive européenne sur les dates d'ouverture de la chasse pour un demi-million de chasseurs français. De l'opportunisme typique, puisqu'on sait que la loi française ne passera pas. Il ne suffit donc pas de dire, comme les socialistes, qu'on veut l'Europe. Ne plus dire «ce qui est bon pour la France est bon pour l'Europe », mais «ce qui est bon pour l'Europe est bon pour la France ». La construction européenne oblige les nations à repenser leur fonctionnement politique. Il faut aujourd'hui accepter la souveraineté politique de l'Europe. Elle a besoin d'une magna carta, d'une charte fondamentale qui définisse les droits des citoyens, qui établisse ce qui restera national, ce qui sera régional, ce qui sera municipal. Les socialistes, pris dans leurs contradictions, n'ont pas le courage d'affronter ce nouveau défi. Les gouvernements européens ont souvent tendance à faire passer des mesures difficiles sur le dos de Bruxelles en oubliant de dire que c'est le Conseil, donc les gouvernements, qui en a décidé. Ils manquent de franchise, de courage et de lucidité. Q: Quelle appréciation portez-vous sur le gouvernement de Lionel Jospin ? R: Il se défend bien. Il a pour lui la rhétorique de la gauche «plurielle », c'est son invention. Mais il conserve la pratique d'un PS hégémonique : il prend toutes les composantes de la gauche «plurielle » en otages permanents. Cet homme qui prône le dialogue oublie dans les moments difficiles sa propre méthode. Avec les partenaires de sa majorité, il n'a pas de rencontre régulière ni de négociation sur la définition d'une politique commune. La tentative avortée de la réforme du mode de scrutin européen démontre bien l'embryon d'une pensée unique : ce qui est bon pour le PS est bon pour la gauche «plurielle ». Celui de la chasse aussi : c'est incompréhensible d'avoir laissé une ministre défendre toute seule un projet gouvernemental face à des députés en folie. C'est vrai aussi de sa politique d'immigration. Q: Vous pensez aux sans-papiers ? R: Ce dossier a été très mal géré. Le gouvernement n'a pas su faire la différence entre la régularisation des sans-papiers, qui sont les victimes de la politique de la droite, et la nécessité d'une nouvelle législation. Charles Pasqua a raison quand il dit : de toute façon, tous les sans-papiers resteront. Le gouvernement a manqué de cœur, de solidarité. Je crois en outre que c'est une erreur symbolique de laisser le dossier de l'immigration à un ministre de l'intérieur, quel qu'il soit, car ce n'est pas simplement une affaire de police. Q: Comment jugez-vous l'action de Dominique Voynet ? R: Positivement, même si elle n'aurait pas dû signer l'autorisation de la culture du maïs transgénique. Qu'il s'agisse de dépollution, de l'idée de développement durable dans l'aménagement du territoire, de son combat pour remettre en cause le tout-automobile, elle défend bien ses idées. Sans parler du nucléaire, l'un des dossiers les plus difficiles, où elle devrait être suivie par l'Allemagne: si un gouvernement de coalition voit le jour, à long terme, il décidera d'arrêter le nucléaire. Q: Les Verts ont donc bien fait de participer au gouvernement ? R: Le problème, c'est que la gauche française gouverne sans pacte. Ce n'est pas une vraie coalition. Les Verts doivent participer au gouvernement en montrant leur différence. Il faudrait, par exemple, qu'ils disent au secrétaire d'Etat à la santé qu'il a en eux des alliés pour mener une politique vis-à-vis de la drogue qui ne soit pas celle de Matignon et de l'Elysée. Ce n'est pas avec de la morale, fût-elle de Jules Ferry, qu'on règlera ce problème. Q: Les Verts français vous disent «incontrôlable »... R: De 1989 à 1996, j'ai participé, comme adjoint au maire de Francfort chargé de l'immigration, à une coalition et à une politique commune où je me «contrôlais» très bien. C'est vrai que, lorsque j'ai une opinion ou une intime conviction, je la dis. Pourquoi des Verts allemands ne m'aiment-ils pas ? Parce que j'ai attaqué leur pacifisme : j'étais persuadé que seule une intervention militaire pourrait arrêter les crimes contre l'humanité en Bosnie. Qu'aujourd'hui ils aient fait marche arrière me réjouit. Je ne crois pas qu'il y ait de telles différences entre moi et les Verts français. Je suis radicalement pro-européen, radicalement réformiste, mais je ne dirai jamais, comme disent les Anglais: "Right or wrong, my party" (qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti).



- 26 août 1998..... Cohn-Bendit, tête de liste des Verts ? Selon Noël Mamère, député Vert de Gironde, la désignation de Daniel Cohn-Bendit comme tête de liste des Verts aux élections européennes de juin 1999 est "sur les rails", rappelant que ça fait bientôt deux ans qu'il soutient la candidature de l'ancien leader étudiant de Mai 68, il a précisé hier qu'il "semblerait qu'il y ait maintenant un accord quasi général" en ce sens au sein de sa formation.
- 27 août 1998..... "Dany le Rouge" devant les Verts : Daniel Cohn-Bendit, candidat pour être tête de liste des Verts français aux élections européennes, est venu hier tâter le terrain devant les militants réunis dans le Jura pour leurs journées d'été. Ce n'est que le mois prochain que les membres du parti voteront pour désigner leurs candidats, mais à l'applaudimètre, l'humour et la fougue de Daniel Cohn-Bendit, à défendre une Europe politique pour parvenir à une Europe plus sociale, lui ont déjà fait gagner des points. "Je suis né en France, j'ai fait de la politique en France et en Allemagne et suis atypique dans les deux pays, je trouve symbolique d'être candidat dans l'un puis dans l'autre", a d'abord expliqué le député européen des Verts allemand, bien décidé à convaincre les militants français qu'il pouvait en conduisant leur liste les faire rentrer au parlement de Strasbourg, en leur faisant recueillir au moins 7% des voix. Dominique Voynet ayant annoncé que "prendre la tête de la liste" n'était pas dans ses projets, les autres dirigeants de son parti se sont en majorité résignés à accepter la figure médiatique de Daniel Cohn-Bendit, qui avait fait connaître ses intentions il y a deux ans. Ce dernier qui a assuré hier qu'il "prendrait son pied" à faire campagne en France, a donc entrepris pour commencer de convaincre les militants Verts. Rappelant que "le déficit démocratique en Europe" était "une évidence", il leur a expliqué que les changements se faisaient d'abord par la lutte sociale, et non pas "par le haut". Avec, cependant, les changements successifs de majorité à la tête des gouvernements de l'Union européenne, et l'émergence de "nouveaux rapports de forces", les chances d'une évolution vers une Europe sociale sont désormais très fortes. "Si lorsqu'il y a une grève, il y a un Front populaire, il y a du changement, s'il y a Juppé il n'y a pas de changement", a-t-il résumé.
- 28 août 1998..... Daniel Cohn-Bendit commence sa campagne européenne chez les Verts : Il est arrivé, mercredi 26 août après-midi, bronzé, reposé, ses Ray-Ban sur le nez. Daniel Cohn-Bendit passera trois jours à Lamoura (Jura), au milieu des Verts réunis pour cinq jours en université d'été. Fin juin, ses amis dans la place écologiste lui avaient conseillé un bain de militants : les Verts français sont comme les Grünen, rebelles, critiques et soucieux de représentativité. Convaincu qu'on ne se présente jamais assez tôt, M. Cohn-Bendit a donc entamé sa campagne européenne à la montagne, avant une tournée qui le mènera de Paris à Marseille. Lamoura, c'est le test. Le moment, pour M. Cohn-Bendit, de montrer combien pèse ce fameux «effèt» qui précède toujours son nom. Sur l'herbe verte, il est joueur, attrape les questions d'un coup de patte habile, boude, grogne, écarquille les yeux. «Pourquoi je suis venu ? Mais pourquoi êtes-vous là ? ». répond-il du tac au tac. «Mais non, je ne suis pas là pour déringardiser ou dépucceler les Verts ! », lance-t-il. Près de sa caméra, un routier des campagnes télévisées embrasse du regard la masse de micros venus jusque sur ces hauteurs : «C'est comme pour Tapie, il y a quatre ans ». Les dirigeants verts ont organisé une conférence de presse qui vaut aveu de leurs réticences de l'an passé. Marie-Anne Isler-Beguïn et Jean-Luc Bennaïmias ont tenu à ne pas s'asseoir trop loin du candidat à la candidature : le réalisme n'exclut pas de renoncer à une bonne place sur la liste en 1999. M. Cohn-Bendit sait tourner ses phrases pour ne pas froisser ses amis français, sans non plus s'agenouiller : «On ne joue pas au poker menteur. Si après Lamoura, les Verts en ont envie - et si moi j'en ai envie aussi -, je serai leur candidat. » Yves Cochet est affirmatif : «Il n'y a pas d'autre postulant à ce jour ». Représentante de la gauche des Verts, Francine Bavay confirme que la minorité, hostile à une candidature jugée trop européenne, «est seulement en réflexion ». Pas de temps à perdre. M. Cohn-Bendit balaie d'un revers de main toutes les questions sur sa «revanche » : «On ne va pas raconter à chaque fois la dernière guerre. De Gaulle n'est pas là. Marcellin n'est pas là. Si vous me demandez si je prends mon pied en menant une campagne en France, c'est oui ». L'heure est d'ailleurs venue de mesurer le fameux effet sur les militants verts. Plus de 700 d'entre eux ont rempli la salle où le héros du jour doit débattre sur le thème «politique européenne et mouvement social» avec le responsable d'Agir ensemble contre le chômage (AC !), Christophe Aguiton. L'un est député européen, l'autre marche avec les chômeurs d'Europe. «Que dit Christophe ?, interroge le premier. Une chose évidente : les changements politiques se font par les luttes des classes et les luttes sociales », rassure l'ancien dirigeant de Mai 68, après un vibrant plaidoyer européen. Les militants verts ne s'en laissent jamais conter. Question de culture et d'habitude. «Je suis gêné par la personnalisation du pouvoir », dit l'une. Un autre cite le petit Dictionnaire de l'euro que le député Grünen a écrit cette année avec Olivier Duhamel, un intellectuel deloriste: «La monnaie unique est une bonne chose qui favorise la croissance et l'emploi », lit-il tout haut. «Je me demande si Daniel Cohn-Bendit est à l'écologie politique ce que Tony Blair est au Parti travailliste », dit un troisième. «N'êtes-vous pas plusieurs Cohn-Bendit à tenir plusieurs discours européens ? », demande Philippe Chailan, de l'opposition des Verts. Un militant accuse : «Tu as entamé ta campagne avant qu'on ait choisi un candidat; si je comprends bien, nous, on pourra toujours coller les affiches ! ». Tour à tour, M. Cohn-Bendit soupire, hausse la voix, se prend la tête entre les mains, lève les yeux au ciel, s'emporte contre son voisin : «Ne nous mentons pas, Christophe Aguiton ne représente pas la grande majorité des forces sociales françaises. Si c'était le cas, ça se saurait ». Ou encore, il s'énervait quand l'un des participants s'en prend au faux pas de Dominique Voynet sur l'autorisation donnée au maïs transgénique: «Vous êtes vraiment d'une méchanceté entre vous, c'est incroyable. Si vous étiez ministre, quelle connerie feriez-vous ? » Le candidat à la candidature a prévenu: «Si on fait 5%, on est très mauvais, je vise 7% et au-delà ». La réunion prend fin. Les Verts se sont défoulés mais ils ont toujours dit «Dany », et cela compte plus que tout. L'intéressé ne semble pas mécontent de son grand oral. Il ne reste plus qu'à mesurer son effet



sur les adversaires et sur l'électorat. Les socialistes, en attendant le discours de Lionel Jospin, dimanche 30 août à la Rochelle, ont reçu ordre de se taire. «Dany » peut donc continuer à distiller ses gentilles provocations.

28 août 1998..... "Dany, l'électron libre" : Humour et recommandations ont ponctué le rassemblement de Lamoura... Après le souhait émis par Daniel Cohn-Bendit d'être tête de liste du parti aux élections européennes, Dominique Voynet a tenu à exprimer les interrogations de nombreux militants. Daniel Cohn-Bendit, en venant chez les Verts français expliquer, durant leurs "Journées d'été", comment il voulait conduire leur liste aux élections européennes, a réussi hier à éclipser le reste des débats. C'est Dominique Voynet qui commençait la journée en déclarant qu'elle souhaitait dire à "Dany" de se "mettre au service des Verts et d'apprendre à dire nous, au lieu de je, au bénéfice des idéaux communs" des Verts. Daniel Cohn-Bendit était arrivé la veille dans les montagnes du Haut-Jura, où les Verts tiennent leurs journées d'été, afin de répondre à leurs questions sur la manière dont il entendait, s'il était élu, défendre leurs intérêts au parlement européen. Dominique a expliqué que Daniel Cohn-Bendit était "profondément européen, extrêmement brillant et partageait la stratégie mise en place par les Verts", ce qui "jouait en sa faveur" pour être mandaté par les Verts français. Une remarque qu'elle a cependant nuancée en ajoutant qu'il était "aussi un électron libre" et qu'en conséquence "des doutes planaient à son égard". Cohn-Bendit lui a répondu un peu plus tard qu'elle avait fait "une remarque pertinente", mais qu'il savait "dire nous", ajoutant que ses professeurs écrivaient déjà à l'école : "est extrêmement brillant mais en fait toujours à sa tête. Donc Dominique, là, décrit mon caractère". Ces échanges ont beaucoup plus préoccupé les médias que les débats de la journée sur la politique des transports. Y-avait-il des divergences, une animosité entre les deux dirigeants ?... Une rencontre pause-café-photo très publique a été organisée sur la terrasse du village-vacances de Lamoura pour dissiper les malentendus. "Dany", devant des dizaines de journalistes, a déclaré à "Dominique" qu'il avait trouvé "drôle ce qu'elle avait dit le matin sur France Inter". Un peu plus tard, Mme Voynet a assuré aux journalistes que c'était eux "qui cherchaient à lui faire formuler des reproches" contre Daniel Cohn-Bendit. "Pour chaque militant des Verts en situation de mener la liste, j'aurai la même attitude, je ferai une colonne avec des plus et une avec des moins et pas un n'aura une colonne de moins qui restera vide", s'est-elle défendue. "Dany est une personne très connue, capable, brillante, il a une éloquence qu'il m'arrive de lui envier, cela ne fait pas de moi une cohn-benditolâtre", a-t-elle lancé, souhaitant "que sa tentation à être un peu perso soit dépassée dans l'intérêt des Verts". Par cette conclusion, Dominique Voynet semblait exprimer les interrogations de beaucoup de militants se demandant si Daniel Cohn-Bendit saura dépasser sa vision personnelle, ou de Vert allemand, pour comprendre leur position au sein du gouvernement de la gauche plurielle et défendre leur propre conception de l'Europe. N'ignorant pas le problème, "Dany" a assuré : "Si on constate après les discussions qu'on est dans un monde complètement différent, il sera toujours possible de se retirer".

29 août 1998..... Les Verts français apprennent le pluriel à Daniel Cohn-Bendit : Délicate répartition des places aux européennes. Dans une poche de son jean, il a gardé son badge de l'université d'été des Verts de Sanguinet, il y a deux ans : dessus, sous son nom, Dominique Voynet avait écrit de sa main: «Candidat des Verts à l'élection européenne de 1999 ». Dans l'autre, il a rangé le petit mot d'encouragement et de soutien que Marie-Christine Blandin, l'ex-présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, lui a fait passer jeudi 27 août au matin. Après son examen de passage de la veille, Daniel Cohn-Bendit, ce jeudi, a désormais tous ses certificats en règle. Ne lui manque plus qu'à garder la tête froide. Les Verts français, en général, savent vous y contraindre. Dans un entretien au Progrès du jour, Dominique Voynet s'en est chargée elle-même : «Daniel CohnBendit est profondément européen, extrêmement brillant et il partage la stratégie mise en place par les Verts. Ceci joue

en sa faveur, explique-t-elle. Mais c'est aussi un électron libre. D'où les doutes qui planent à son égard. Certains se demandent si "Dany" sera suffisamment à l'écoute des volontés du mouvement et capable de les relayer. Ma grande envie est de lui dire : mets-toi aussi au service des Verts et apprends à dire "nous" au lieu de "je". » Jeudi, sur la terrasse du Village vacances famille VVF de Lamoura (Jura), qui abrite les quelque mille participants à l'université d'été du parti écologiste, Dominique Voynet et Daniel Cohn-Bendit font d'abord, table séparée. «C'était un conseil chaleureux, amical et désintéressé, commente la première. Il a une éloquence que je n'aurai jamais. Cela ne fait pas pour autant de moi une cohn-benditolâtre. Je souhaite que sa propension à provoquer soit dépassée par l'intérêt de tous. » Sur sa chaise, à quelques mètres, Dany sourit, apaisant : «A Lamoura, je suis venu me fondre, non pas dans la neige, mais dans le collectif. Je pense qu'il faut que nous apprenions ensemble, collectivement, à dire "nous". » 'Histoire d'écarter toute velléité d'obéir à un intérêt particulier, d'évacuer toute nouvelle tentation d'égotisme, il est prévu un «rafraîchissement » sur la même terrasse à 15 heures. Les flashes crépitent : ni les Verts ni les agences ne disposaient, jusqu'à présent, une photo des deux «je» réunis. Bavardage et banalités : «Dany, tu pourrais quand même me dire que depuis la dernière fois qu'on s'est vu, j'ai perdu 10 kilos », dit

la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement en se levant. Aparté sur le ballon rond. Clic: Dominique



pose son doigt sur la joue de Dany. Clac: Dany prend la main de Dominique et se lève. Voilà pour les jeux d'extérieur. Car, dans les ateliers, il y a ceux qui travaillent. Au côté de la ministre écologiste, Jean-Claude Gayssot est venu répondre à une question difficile : comment combiner aménagement du territoire et qualité de l'air ? Pendant deux heures, les deux ministres cultivent le « nous » de solidarité: entre forces plurielles et minoritaires, ils ont longtemps compris l'intérêt qu'ils ont à se concerter et à se rencontrer. « Dans développement durable, il y a deux mots inséparables », dit le ministre communiste. « Il n'y a pas d'un côté Jean-Claude Gayssot qui construit des routes et qui s'occupe des transports et de l'autre la petite Voynet qui règle les problèmes du bruit et de la pollution de l'air », renchérit la chef de file des écologistes. Je, tu, il... Dans les couloirs, de manière plus discrète, des connivences subtiles semblent aussi se nouer. Des exercices de conjugaison beaucoup plus sophistiqués. Maintenant que la candidature de « Dany » est acquise, il reste en effet à répartir les places au collège exécutif - le bureau politique des Verts - qui sera renouvelé en novembre, lors du congrès et sur la liste européenne. En principe, on ne sortira pas les couteaux. Les principaux responsables écologistes se sont en effet entendus pour laisser tomber cette vieille règle des Verts qui voulait que les candidats à l'élection soient répartis à la proportionnelle de courants aujourd'hui disparus. Mais deux nuits jurassiennes n'ont pas été de trop. Vendredi, au petit matin, Mme Voynet a elle-même tranché. Derrière M. Cohn-Bendit et Marie-Anne Isler-Béguin, la troisième place a été attribuée à Alain Lipietz. Tant pis pour Jean-Luc Bennahmias, le secrétaire général du mouvement, qui la guignait aussi. Il faut bien quelqu'un pour garder la maison. « Dany », lui, a passé une nuit sereine. Il sait que, même au pluriel, les premières personnes peuvent se conjuguer avec majesté.

29-30 août 98..... CNIR des Verts à Lamoura (Jura) : Dominique Voynet exprime que les Verts sont devenus adultes, qu'ils ont acquis une certaine maturité, qu'ils ont un je-ne-sais-quoi de plus léger, de plus détendu, de plus confiant. Elle exprime aussi son inquiétude sur la mise en place des 35h et le sort des sans-papiers appelant le gouvernement à l'audace dans le domaine social. Faisant le bilan de la majorité plurielle, elle constate qu'à la place d'un travail en commun, on a assisté à la juxtaposition des forces. Pour la première fois, le ministre de l'environnement souhaite tendre la main aux chasseurs. Elle appelle ceux qui tentent de construire une chasse responsable, respectueuse de l'environnement et des hommes à compter sur les Verts et les associations de protection de la nature pour trouver un très large terrain d'entente. Le CNIR débat longuement des modalités et du programme de la campagne des élections européennes, sans s'accorder sur le nom de la tête de liste. Enfin, le CNIR adresse un blâme au gouvernement, accusé de donner des gages au lobby nucléaire, notamment avec la récente autorisation du chargement des réacteurs de Chinon en combustible MOX.

31 août 1998..... La candidature de l'ex-soixante-huitard Cohn-Bendit à la tête de liste aux européennes dérange certains militants Verts : Le Conseil national interrégional (CNIR) des Verts s'est achevé hier, après des moments d'agitation provoqués par la candidature de Daniel Cohn-Bendit à la tête de leur liste aux élections européennes, sans aboutir toutefois à une quelconque décision contraire. De longues heures ont été consacrées à la préparation des thèmes de campagne pour les européennes, et des règles qui seront appliquées pour la composition de la liste des Verts afin d'y faire respecter la parité et le principe d'une représentation proportionnelle de la minorité de la gauche du parti. Cette minorité n'a pas réussi à faire voter une motion exprimant des réserves sur la candidature de Daniel Cohn-Bendit. Elle contestait en particulier son inscription en tête de liste hors de toute application de la proportionnalité. Mais elle a manifesté son opposition, notamment en boycottant une partie des travaux. Bien que cette candidature n'ait donné lieu à aucun vote hostile, elle a créé un malaise chez de nombreux militants qui l'ont perçue comme un parachutage trop vite entériné. Les Verts ont par ailleurs adopté une motion demandant au PS de faire liste commune pour les élections sénatoriales du 27 septembre dans trois départements, Allier, Finistère et Hérault, "de telle sorte qu'un Vert puisse être élu dans chacun de ces départements". "Dans ce cas, précise le texte, nous retirerions au second tour nos candidats dans les autres départements". Cette proposition a déjà fait l'objet d'une lettre, restée sans réponse, du secrétaire national des Verts Jean-Luc Bennahmias au premier secrétaire du PS François Hollande. Si elle n'est pas acceptée, les Verts en resteront sur leur décision prise lors du dernier CNIR en juin, de ne soutenir aucun candidat socialiste aux sénatoriales. Ils ont par ailleurs adressé un blâme au gouvernement, accusé de donner "des gages au lobby nucléaire" notamment avec la récente autorisation du chargement des réacteurs de Chinon en combustible MOX. Le CNIR a en outre lancé une campagne pour l'abandon progressif de la filière nucléaire.

4 au 7 septembre 98..... « Chiche ! Jeunes, écolos, alternatifs et solidaires » tiennent à Vitrolles leur Congrès annuel. Deux orientations sont adoptées : une campagne thématique sur le Revenu d'autonomie pour les étudiants et les précaires, et le soutien à Dany Cohn-Bendit en tant que tête de liste des Verts pour les élections européennes de juin 99. Les jeunes écologistes demandent officiellement à participer à l'équipe de campagne des élections européennes ce qui est accepté par le Collège exécutif des Verts.

5 septembre 1998..... L'institut de sondage CSA met en place un indicateur présidentiel, réalisé tous les deux mois pour la radio BFM. Dominique Voynet est évaluée à 5%. Pour les élections européennes, un sondage IFOP pour l'hebdomadaire VSD, donne **7% à une liste Verte conduite par Daniel Cohn-Bendit**, à égalité avec celle du PCF menée par Robert Hue.

8 septembre 1998..... Le PRG critique les Verts : Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG), a multiplié les compliments à l'égard de M. Jospin - « déterminé, consensuel, réaliste » - et loué sa « méthode », lors de l'université d'été de son mouvement, à Ramatuelle (Var), les 5 et 6 septembre. M. Baylet a également crédité le PS de « tentations hégémoniques ».



plus sporadiques ». Le PRG, qui ne se prononcera qu'en janvier sur sa stratégie pour les élections européennes de juin 1999, doute de trouver dans ses rangs une personnalité aussi «charismatique, enthousiaste, médiatique» que Bernard Tapie, tête de liste en 1994 (12,5% des voix), laissant augurer d'un rapprochement avec le PS. M. Baylet a critiqué l'«esprit de compétition » des Verts, qui ont «comme objectif principal », pour ce scrutin, de «dépasser le score du PCF ».

**CH3 : Dany et l'affaire Klein**

12 septembre 1998..... Daniel Cohn-Bendit et cinq autres de ses amis plaident la cause de H.J. Klein : Ils ont tous croisé la route de Hans-Joachim Klein - cet ancien terroriste, repenté depuis vingt ans, qui fut proche de Carlos, interpellé mardi 8 septembre dans l'Orne - lors de l'une ou l'autre étape de sa longue fuite. Jean-Marcel Bouguereau, journaliste, l'a, le premier, rencontré et écouté dans un coin d'Angleterre, pour raconter l'histoire de «ce clandestin qui n'est plus d'accord ». C'était en 1978 dans Libération. Daniel Cohn-Bendit aujourd'hui candidat à la tête de liste des Verts aux élections européennes - a préfacé son livre, La Mort mercenaire, témoignage d'un ancien terroriste ouest-allemand, paru en 1979 en Allemagne, l'année suivante en France. André Glucksmann, le philosophe, Olivier Rolin, l'écrivain, Jacques Rémy, chercheur à l'Institut national de recherche agronomique (INRA), et Maren Sell, une éditrice allemande installée en France, l'ont eux aussi aidé, accompagnant le parcours peu ordinaire d'un homme qui avait rompu de lui-même avec les années de plomb. Jeudi 10 septembre, Jean-Marcel Bouguereau, Daniel Cohn-Bendit, André Glucksmann, Olivier Rolin, Jacques Rémy et Maren Sell ont fait parvenir au Monde le texte suivant: «C'est à quelques jours de sa reddition volontaire à la justice allemande que Hans-Joachim Klein a été arrêté non loin de son domicile normand. Nous voulons lui manifester notre sympathie, qui lui est acquise depuis qu'il a rompu publiquement et spectaculairement avec le terrorisme, il y a vingt ans. Nous sommes nombreux à l'avoir aidé en France et en Allemagne, en le protégeant contre les menaces de mort et la vengeance de ses ex-"amis" devenus des tueurs, en lui fournissant un minimum de ressources, en louant la maison qu'il occupait et en en payant le loyer, en tentant de l'aider à ne pas succomber à sa longue solitude. Si nous nous sommes engagés dans ce soutien, c'est au regard de la netteté de sa rupture : Klein, en effet, ne s'est pas seulement retiré de l'action violente, il en a dénoncé les erreurs et les perversions ; mettant en garde contre la préparation de deux actions visant des représentants de la communauté juive allemande. Par son livre, par de multiples entretiens, il a fait connaître la réalité du dévoiement de la "lutte armée". Il a été le premier à décrire de l'intérieur les mécanismes du terrorisme international. Il a contribué à détourner de cette voie nombre de jeunes, allemands en particulier. Nous l'avions finalement décidé à solder ses comptes avec la justice. Avec ses nombreux amis de Sainte-Honorine-la-Guillaume, parmi lesquels il avait su se lier, se faire apprécier, nous demandons à la justice qu'il soit largement tenu compte de son attitude et qu'il puisse retrouver au plus vite ses deux enfants français». Présenté au parquet d'Argentan (Orne), mercredi 9 septembre, Hans-Joachim Klein a été placé sous écrou extraditionnel. Le parquet de Francfort, à l'origine du mandat d'arrêt international délivré contre ce ressortissant allemand, dispose d'un délai de dix-huit à quarante jours pour présenter le dossier d'extradition aux autorités françaises. L'Autriche, où avait eu lieu, le 21 décembre 1975, la prise d'otages des ministres des pays de l'Organisation des pays producteurs et exportateurs de pétrole (OPEP) à laquelle Hans-Joachim Klein avait participé, envisage également de demander son extradition.

12 septembre 1998..... Européennes - Dany Cohn-Bendit : "Notre Europe sera sociale et écologique, ou elle ne sera pas..." "Jamais, sans doute, l'importance d'une accélération de la construction européenne ne sera aussi présente au cœur de la prochaine campagne pour les Européennes. Cette certitude s'est installée progressivement au point de devenir une évidence. Si, par le passé, nos appréciations sur les traités - alors en discussion - ont pu diverger, il est clair que nous avons toujours partagé la conviction qu'au delà de l'État-Nation, nous devons construire une Europe politique, dotée d'institutions démocratiques capables d'harmoniser qualitativement les législations sociales et fiscales et d'orienter l'économie vers le développement durable. Certains ont pensé que Maastricht pouvait enfermer la construction européenne dans le néolibéralisme. D'autres, comme moi, ont pensé que la victoire du "non" pouvait stopper le processus même de cette construction. L'histoire a tranché. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à un contexte particulier. Pour la première fois depuis la création de l'Union européenne, une articulation entre les mouvements Verts et les forces traditionnelles de gauche pourrait se dessiner et nous permettre d'avoir une majorité réformatrice et progressiste alors que jusqu'ici, c'est avec les chrétiens-démocrates que les sociaux-démocrates devaient s'unir. Ouvrir le débat, interpellé les autres familles politiques sur leurs ambitions européennes et sur leurs intentions. décrire les étapes politiques à venir que nous prônons : voilà, à mon sens, le cœur de la campagne que nous pouvons mener. Notre Europe sera sociale et écologique ou elle ne sera pas. Battons-nous ensemble pour une Europe de la liberté où la sécurité ne rime pas avec forteresse. Une Europe de la paix et de la pacification. Une Europe plus humaine et plus solidaire. Mon expérience européenne et mon histoire nous permettront de nous inscrire dans une campagne véritablement européenne. C'est tout le défi qui nous est posé. À nous, tous ensemble, de le relever. Voilà, en quelques mots, le sens de ma candidature pour conduire, je l'espère, notre liste pour les Européennes."

14 septembre 1998..... \* Mode de désignation de la tête de liste des VERTS aux élections européennes : • Le vote pour désigner la tête de liste des Verts aux élections européennes aura lieu lors des Assemblées régionales décentralisées du dimanche 25 octobre 1998 ; • tout membre d'un parti Vert européen pourra être candidat, à condition d'avoir le soutien de trente adhérents à jour de cotisation issus d'au moins trois régions différentes; • chaque candidature devra être accompagnée d'une profession



de foi (au plus, 5000 caractères) ; • les candidatures, les signatures de soutien et les professions de foi devront parvenir au Secrétariat national avant le 19 septembre 1998 ; • le(la) candidat(e) élu(e) sera celui-celle ayant obtenu 50% des voix après addition des voix obtenues dans chaque région ; • si aucun(e) candidat(e) n'a obtenu 50% des voix, un second vote aura lieu entre les deux candidat(e)s ayant obtenu le plus de voix, lots de l'Assemblée fédérale des 14 et 15 novembre. \* Méthode d'ordonnement de la liste des Verts aux européennes : • L'ordonnement de la liste des Verts aux élections européennes s'effectuera à la proportionnelle de listes selon la méthode D'Hondt, Cette méthode respecte la proportionnelle intégrale et la parité homme / femme. Le sexe de la seconde place de la liste sera déterminé par le sexe de la tête de liste ; • le vote entre ces différentes listes sera effectué par l'ensemble des adhérent(e)s, lors des Assemblées régionales décentralisées du dimanche 25 octobre ; • les voix obtenues par chaque liste seront l'addition des résultats obtenus dans les régions. \* Motions d'orientations et élections européennes : • Les listes des candidats aux élections européennes seront liées aux motions d'orientation ; • la constitution de la liste nationale s'effectuera à partir des résultats des motions d'orientation, à partir de la seconde place, en fonction du sexe de la tête de liste. Comme tou(te)s les candidat(e)s à la tête de liste ne sont pas sûr(e)s d'être élu(e)s tête de liste, ils (elles) peuvent figurer sur les listes ; • les listes (encore non définitives, mais d'au moins 10 personnes) seront déposées avec les motions d'orientation, au Secrétariat national, avant le 19 septembre 1998. \* Echanges de candidats avec les Verts européens : Le Conseil national interrégional souhaite par ailleurs que la présence de membres d'autres partis Verts européens sur la liste des Verts français se fasse dans le cadre d'un échange équivalent avec les listes des Verts dans les autres pays européens, en particulier pour les places éligibles.

15 septembre 1998..... Verts : le parti libéral allemand (FDP) a demandé aux Verts de retirer Daniel Cohn-Bendit du Parlement européen, selon le Herald Tribune du 14 septembre. Ce souhait a été exprimé à la suite de la publication d'une lettre de soutien à l'ancien terroriste Hans-Joachim Klein - qui a été interpellé le 8 septembre dans l'Orne -, signée par un certain nombre de personnalités, dont M. Cohn-Bendit, aujourd'hui candidat à la tête de liste des Verts aux élections européennes. De leur côté, les sociaux-démocrates allemands demandent qu'une enquête établisse les liens entre M. Cohn-Bendit et M. Klein.

17 septembre 1998..... L'affaire Clinton-Monica Lewinsky est pour la gauche de la gauche, - communistes, Verts, trotskistes - l'occasion de faire le procès de l'Amérique symbole du libéralisme. Robert Hue souligne le niveau «pour le moins inquiétant» du débat politique aux Etats-Unis. «Quand on voit la crise politique et financière liée à cette affaire », dans un pays «présenté comme une société idéale, on voit qu'il y a un échec patent de l'ultralibéralisme ». juge le secrétaire national du PCF. «Cette affaire montre bien que nous sommes très mal gouvernés », estime Jean-Luc Bennaïm, secrétaire national des Verts, en établissant un parallèle avec l'état de santé de Boris Eltsine. «Deux pantins au sommet du monde, c'est bien la preuve que les marchés financiers ont le vrai pouvoir », analyse-t-il. Alors que les manifestants de mai 68 considéraient la réserve sur la vie privée comme un obstacle à l'apparition d'un être humain total et libéré, toute frontière entre l'espace privé et l'espace du politique étant dénoncée comme réactionnaire, elle s'indigne, aujourd'hui, des procédés de Kenneth Starr et de ses révélations sur la vie privée de Bill Clinton. «"Tout est politique", on l'a tous dit, c'est vrai », s'amuse M. Bennaïm. Il ajoute : «Mais ceux qui ont essayé des vies communautaires ont tenu six mois et en sont revenus.» «Les métamorphoses sociales, notamment les métamorphoses de la communication, amorcent un jeu de redistribution assez pervers, analyse Daniel Bensaïd, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire. La médiatisation de la vie privée en a fait un instrument de construction de l'image publique qui brouille les repères. » Candidat des Verts aux élections européennes, Daniel Cohn-Bendit, porte-parole du libéralisme de la société et des mœurs, refuse, à la différence de nombre de ses amis écologistes français, «de châtier le message pour le message et de condamner la publication du rapport par la presse », «Nous sommes tous des voyeurs ». confesse-t-il. Il préfère «s'énervé de voir Clinton, en s'entêtant à jouer la carte du moral, devenir à la fois bourreau et victime de cette affaire politique ». Il en convient toutefois volontiers : il faut défendre la vie privée face à une société agressive, fondée sur les rapports de force. «C'est l'une des perversités du discours que nous avons tenu il y a trente ans, commente l'ancien chef de file de mai 68. Toute manière de faire l'amour n'est pas politique. Le comportement d'un homme dans sa chambre à coucher doit rester le comportement de cet homme dans sa chambre à coucher. » Pour la gauche de la gauche, enfin, la critique de l'intrusion dans la sphère privée rejoint celle des médias, dont, depuis la guerre du Golfe, elle s'est fait une spécialité. Même si elle ne veut pas critiquer de manière univoque la profession journalistique en invoquant, comme M. Bensaïd, une «responsabilité partagée, un voyeurisme entretenu », les thèses développées depuis quelques années trouvent ici l'occasion d'être proclamées haut et fort. Dans un éditorial intitulé «La nausée », L'Humanité du 14 septembre a choisi d'expliquer pourquoi le lecteur du quotidien communiste ne «lira rien» des «(non)-faits» décrits par le menu dans le rapport Starr : «Le choix que nous avons effectué a été guidé par une double conception de la vie publique et de l'information. Seuls les choix publics de Bill Clinton valent d'être portés à la connaissance des citoyens. Ses choix de vie privée ne regardent que lui. D'ailleurs, en quoi la narration par le menu de ses relations intimes permet-elle d'éclairer son action en tant que président des Etats-Unis ? En revanche, l'utilisation de ce rapport à des fins partisans et commerciales en dit un peu plus sur la façon dont certains envisagent la politique et l'information. » Les Verts revendiquent, eux aussi, le droit de ne pas «céder aux sirènes de l'économie de marché» et de boycotter le rapport Starr : leur hebdomadaire Vert-contact «n'en dira pas une ligne ». Derrière ces réserves, la «gauche de la gauche» dit «non» à la pensée unique mondiale assénée par les médias. Symbole de la libération, quand il était utilisé en Amérique latine par le sous-commandant Marcos, Internet



apparaît, dans l'Amérique libérale, comme un leurre: «De moyen d'échange universel qu'il pourrait être, il est ravalé à un vecteur de la barbarie morale, où seule l'accusation a la parole », juge Alain Krivine, porte-parole de la LCR.

- 17 septembre 1998..... Cohn-Bendit défend ses amitiés : Hans-Joachim Klein, un Allemand de cinquante ans, présumé ex-complice du terroriste Carlos, a été arrêté la semaine dernière en Normandie, au terme d'une cavale qui aura duré presque vingt-trois ans. Et au cours de laquelle le plus célèbre des écologistes européens reconnaît l'avoir soutenu financièrement. Klein faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international pour homicide volontaire depuis la prise d'otages de onze ministres de l'OPEP, le 21 décembre 1975 à Vienne. Une "opération" organisée par Ilitch Ramirez Sanchez, alias Carlos, le fameux terroriste aujourd'hui emprisonné à Paris, et qui avait fait trois morts. Le fugitif a été arrêté la semaine dernière en Normandie, où il a vécu ces sept dernières années. L'Allemagne a aussitôt demandé son extradition; mais surtout, elle s'interroge sur l'aide que Danny Cohn-Bendit reconnaît lui avoir apportée. Oui, lui et ses amis, a-t-il confirmé au Frankfurter Rundschau hier, ont "soutenu financièrement" - un temps, tout au moins - Hans-Joachim Klein, qui, assure-t-il, "n'a pas tiré, à Vienne"; oui, ils l'ont mis en contact avec des gens qui lui ont trouvé un logement en France: "Si nous lui avions conseillé de se rendre en 1977, au paroxysme des affrontements entre la Fraction Armée Rouge et l'Etat, l'isolement carcéral aurait constitué une menace pour lui. Nous voulions qu'il quitte la scène terroriste, pas qu'il y retourne". Des arguments qui n'ont pas touché les élus libéraux (FDP) et chrétiens-démocrates (CDU) du parlement régional de Hesse, qui ont déposé plainte contre leur frère Vert. Le parquet de Francfort n'a pas encore fait savoir s'il a l'intention de poursuivre.
- 19 septembre 1998..... Enquête contre Cohn-Bendit : Le parquet général de Francfort a annoncé hier l'ouverture d'une information judiciaire contre le député européen écologiste Daniel Cohn-Bendit, ami d'un complice présumé du terroriste Carlos, Hans-Joachim Klein, arrêté en France il y a dix jours. Le parquet demandera éventuellement la levée de l'immunité parlementaire de M. Cohn-Bendit après avoir procédé à un examen minutieux de ces déclarations. Cette décision judiciaire fait suite à une plainte déposée contre le député par le représentant du groupe parlementaire libéral (FDP) de Hesse, JoergUwe Hahn, qui lui reproche d'avoir aidé financièrement M. Klein pendant sa cavale.
- 19 septembre 1998..... Daniel Cohn-Bendit est désormais assuré de mener la liste écologiste lors des élections européennes de juin 1999. Le député des Grünen est, en effet, le seul candidat à s'être déclaré avant la clôture de l'enregistrement des candidatures. Cohn-Bendit va entamer des rencontres régionales avec les militants Verts et tenir des réunions publiques dans des grandes villes et des facultés.
- 24 septembre 1998..... Le garde-fou : Directeur de campagne des Verts, Jean-Luc Bennahmias aura la rude tâche de contrôler les ardeurs de Dany le Rouge. De Daniel Cohn-Bendit il connaît les qualités: «La gouaille, l'aisance, une façon distanciée de faire de la politique. » Et aussi les défauts: «Il aime parler de tout, y compris des choses qu'il ne connaît pas. » Dans la bataille des élections européennes qui s'annonce, Jean-Luc Bennahmias, 43 ans, secrétaire national des Verts, jouera le rôle ingrat de directeur de campagne au-près de «Dany le Rouge », 53 ans, ex-soixante-huitard non repent, premier de cordée sur la liste des écologistes pour ces élections de juin 1999. «Mon boulot, explique avec diplomatie le futur directeur, sera de voir avec lui comment nous modulerons ses interventions pour qu'elles demeurent compatibles avec notre présence au gouvernement. » Bref, il tentera de contrôler l'incontrôlable. Il avait pourtant rêvé mieux. D'être lui-même candidat, par exemple, pour se glisser, au printemps prochain, dans la peau d'un député européen. Mais les arbitrages entre courants au sein des Verts en ont décidé autrement et Dominique Voynet, ministre de l'Environnement, a beaucoup insisté. «Elle m'a demandé de renoncer à être sur la liste pour organiser la campagne, dit-il. J'ai accepté. » Ce sacrifice a sa logique. De tous les dirigeants de la mouvance, Jean-Luc Bennahmias est celui qui comprend le mieux Daniel Cohn-Bendit. Ils se sont rencontrés à la fin des années 70, dans les couloirs d'un journal au titre percutant, La Gueule ouverte, hebdomadaire de l'écologie naissante. Une forme de complicité est demeurée, utile aujourd'hui pour un travail en commun. «On n'impose rien à Dany, assure Bennahmias. En revanche, si l'on prend le temps de parler, on peut le convaincre. » L'espoir des Verts, c'est de franchir enfin la barre des 5%, de faire apparaître le courant écolo comme une force politique montante et de devancer le PCF. «On devrait obtenir de 7 à 8% des voix, juge-t-il, et avoir autant d'élus. » En 1997 déjà, lors des élections législatives anticipées, Bennahmias avait caressé l'espoir de devenir député. Candidat en Seine-Saint-Denis, dans la circonscription de Rosny-sous-Bois, il pensait bien faire trébucher Robert Pandraud, le sortant RPR. Mais, au second tour, 1300 voix lui ont manqué. «La déception a été gigantesque, avoue-t-il. Et, quand j'ai su, quinze jours plus tard, que Pandraud dînait avec Jean-Marie Le Pen, j'ai compris pourquoi j'avais perdu.»
- Octobre 1998..... Verts : Rencontres militantes avec Dany Cohn-Bendit - Pour débattre avec les adhérent(e)s des Verts et les "têtes de réseaux", pour roder son discours, se familiariser avec les priorités des "pays" dans lesquels il se rendra durant la campagne, etc., Dany Cohn-Bendit fait un petit tour de France des grandes villes. Après Rennes le 30 septembre, il est à Paris le 8 octobre, à Marseille le 13 et à Lyon le 21. Ces rendez-vous ne sont pas des réunions publiques mais de véritables rencontres-débats entre militant(e)s des Verts. Elles s'inscrivent dans un contexte strictement interne. Tou(te)s les adhérent(e)s sont les bienvenu(e)s. Renseignements auprès des Secrétariats régionaux des Verts.
- Octobre 1998..... Verts : Virage libéral ! En votant pour Daniel Cohn-Bendit pour les représenter dans les médias, les trois quart des Verts ont donc renoncé à critiquer le capitalisme. En effet l'ex-Dany le Rouge écrit dans son dernier livre ("Une envie de politique") être "pour le capitalisme et l'économie de marché" (p29) et "lutter contre", fait selon lui "renaître dans l'opinion les vieilles tentations totalitaires" (p31). La difficulté de la gauche actuelle, c'est précisément "d'intégrer le



libéralisme"(p63), il n'est pas opposé à un salaire jeune, payé en-dessous du SMIC «si en échange d'un salaire réduit pendant trois ou quatre ans, par exemple, on leur donne la garantie d'accéder, ensuite, à un emploi ordinaire" (p164). Il trouve "aberrant" d'abaisser l'âge du droit de vote, il est "dubitatif" sur les couples homosexuels, il prône la sélection à l'entrée des universités. Le problème avec l'Etat n'est pas son armée ou sa prison, mais sa volonté de s'insérer dans le social. Exit les retraites : «je n'ai pas peur des fonds de pension» (p179) car il faut «responsabiliser les gens» (p181). La poste, l'électricité et la SNCF «n'ont pas de raison de rester dans les mains de l'Etat» (p171). Les industries devraient aider à financer l'école... Bon, il est quand même d'accord pour la taxe sur les mouvements spéculatifs (prônés par l'association ATTAC, autour du Monde Diplo : on prend 0,1% aux spéculateurs, on leur laisse 99,9%, normal quoi !), on n'accepte pas l'AMI., mais on valorise la mondialisation qui selon lui permet "que le niveau de vie des gens s'améliore ailleurs" (p151). Là, les dirigeants des multinationales s'écroulent de rire ! Heureusement, grâce à Internet, Cohn-Bendit nous promet la révolution, car selon lui, "les MacDo continueront peut-être à coûter 30% de plus en France et en Irlande, mais les ados s'en apercevront et protesteront (p191). Alors, votez Verts ?

Octobre 1998..... Rencontre des Verts européens : Personne n'est étranger dans la Méditerranée. C'est sous ce titre à la fois provocateur et poétique que se sont déroulées, en juin dernier, les rencontres des Verts européens, à Bari, au sud de l'Italie, face à l'Albanie et à ses "boat peoples" qui paient cher les traversées à la mafia pour se faire reconduire. Rencontre avec en toile de fond les prochaines européennes, les politiques migratoires et les rapports avec les pays du pourtour méditerranéen. Dialogue Nord-Sud, donc (à l'heure d'un sondage d'Eurobaromètre qui indique qu'environ un tiers des européens se déclarent racistes !), mais aussi pleinement européen, avec des Verts grecs, turcs, maltais, chypriotes aux côtés des "grands" Verts italiens, allemands, français.... Citoyenneté pleine et entière, coopération et développement, telles furent les problématiques abordées, qui ont débouché sur des objectifs très précis. Tout d'abord, la nécessité de tenir une observation permanente des politiques des gouvernements européens concernant les politiques migratoires (Claudia Roth, présidente des Verts européens). Ensuite, proposition de campagnes citoyennes pour le droit de vote des résidents étrangers, communautaires et extra communautaires, avec droit de vote à toutes les élections, c'est-à-dire locales, régionales, présidentielles, référendaires et européennes (Giani Tamino, député, vice président des Verts européens). Troisièmement, œuvrer à la transformation de la notion "d'illégalité" en une notion de "droit de circulation", car c'est un moyen de lutte contre l'exploitation des migrants. Un accent particulier a été mis sur les luttes sociales des immigrés en France et sur le fait que cette population était un fer de lance des luttes sociales (Albano Cordeiro). Luigi Manconi (porte-parole des Verts italiens) a plaidé pour défendre un véritable statut de "région de frontière" de l'espace européen, celle-ci gérant, entre autres, les rapports économiques et les flux migratoires avec le territoire adjacent non national. Elles auraient, pour cela, un "mini-ministère" des Affaires étrangères et une capacité législative propre. Enfin, dans le cadre du développement, la perspective d'une véritable zone de libre échange méditerranéenne a été évoquée. Plutôt qu'une forteresse, un espace ouvert à tous les peuples du monde. ...Beau programme suivi par Albano Cordeiro et Joël Feydel pour Les Verts et auxquels se sont joints les Alternatifs, la Lettre de la citoyenneté, le Collectif portugais pour une pleine citoyenneté et Chiche !

1 octobre 1998..... La gauche de la gauche et l'extrême gauche contre la ratification du traité d'Amsterdam : Il y a six ans, lors du référendum sur la ratification du traité de Maastricht, les formations de gauche qui y étaient hostiles avait mené campagne séparément. Cette fois, celles qui s'opposent à la ratification du traité d'Amsterdam ont décidé de combattre ensemble. Alors que députés Verts et communistes avaient apprécié différemment le nouveau statut de la Banque de France et le passage à l'euro, la lutte contre la ratification du traité d'Amsterdam les unit et franchit les murs du Palais-Bourbon. Mercredi 30 septembre, le Collectif pour la non-ratification du traité d'Amsterdam, mis en place au cœur de l'été par Pierre Blotin, numéro deux du PCF, Alain Lipietz, porte-parole des Verts et troisième candidat de la liste emmenée, en juin 1999, par Daniel Cohn-Bendit, Gérard Filoche, pour la Gauche socialiste, et Christian Picquet, de la Ligue communiste révolutionnaire, devait présenter un texte demandant aux députés de la majorité de «refuser le traité tel qu'il se présente à ce jour ». Pas question de référendum, mais de réunions publiques et d'une manifestation lors de la réunion du Congrès. L'appel, qui se défend d'être animé par une quelconque «tentation de repli sur les frontières nationales» et s'adresse à ceux qui souhaitent «avancer résolument vers une Europe sociale, environnementale et démocratique », a déjà recueilli une centaine de signatures. Parmi les premières, des intellectuels comme les historiens Madeleine Rebérioux ou Pierre Vidal-Naquet; des syndicalistes, tel Denis Cohen, secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie; et toutes les composantes de la gauche, à l'exception de Lutte ouvrière et du Mouvement des citoyens : les plus proches collaborateurs de M. Hue (Paul Lespagnol, Bernard Vasseur), deux porte-parole des Verts et leur secrétaire national, Jean-Luc Bennaïm, des dirigeants de la LCR (Alain Krivine, Daniel Bensaïd) et de la Gauche socialiste (Julien Dray, Harlem Désir). L'appel offre l'avantage de rassurer les militants de chacune de ces formations, qui attendent, sinon un gage, du moins une caution avant les élections de 1999. Les Verts ont demandé à Daniel Cohn-Bendit de figurer sur la liste pour donner le ton de leur campagne. La LCR trouve là un moyen de se démarquer de LO, avec laquelle elle souhaite faire une liste commune en juin 1999 et qui avait refusé de combattre Maastricht. Quant au PCF, c'est la première fois qu'il accepte de mener campagne avec la gauche écologiste et l'extrême gauche avant des élections européennes. \* Le traité d'Amsterdam a été négocié par MM. Balladur, Chirac et Juppé. Il s'inscrit dans la suite du traité de Maastricht. Il consacre une vision ultra-libérale, en interdisant aux 11 Etats de la zone euro de dépasser 3% de déficit budgétaire. Ce pacte vise à imposer aux populations l'austérité perpétuelle. Il



offre un pouvoir sans partage et sans contrôle à une poignée de décideurs et de gouverneurs de banques centrales.

4 octobre 1998..... Verts : Daniel Cohn-Bendit est désormais assuré de mener la liste écologiste lors des élections européennes de juin 1999. Le député des Grünen est, en effet, le seul candidat à s'être déclaré avant la clôture de l'enregistrement des candidatures, le 19 septembre, indiquent les documents préparatoires à l'assemblée générale de novembre, adressés le 2 octobre aux militants des Verts. M. Cohn-Bendit a entamé le 30 septembre des rencontres régionales avec les militants du parti de Dominique Voynet. Dès la fin du mois d'octobre, il tiendra des réunions publiques dans des sous-préfectures et des facultés.

13 octobre 1998..... Les Verts s'entendent sur leur liste aux européennes : Réuni les 10 et 11 octobre, à Paris, le Conseil national interrégional des Verts (CNIR) a entériné, à l'unanimité, le principe d'une répartition à la proportionnelle de la liste qui sera conduite par Daniel Cohn-Bendit pour les élections européennes de juin 1999, réconciliant la gauche des Verts, qui avait manifesté son mécontentement lors de l'université d'été de Lamoura (Jura), le 30 août. Le score obtenu par chacune des trois motions, lors de l'assemblée nationale des 14 et 15 novembre, à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), déterminera la répartition des places - l'aile gauche lorgnant la quatrième, derrière Marie-Anne Isler-Béguin et Alain Lipietz. Le «parlement» du parti de Dominique Voynet a aussi voté une motion d'urgence invitant le gouvernement à se retirer des négociations sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), qui doivent reprendre les 20 octobre. Si l'AMI était signé, les Verts réuniraient un CNIR extraordinaire pour examiner leur maintien au sein du gouvernement.

17 octobre 1998..... L'Europe des Verts est bien partie ! Le Conseil national interrégional (CNIR) des Verts des 10 et 11 octobre derniers - le dernier avant renouvellement des membres par les différentes Assemblées générales - aura témoigné de l'indéniable avancée des Verts. L'unanimité sur les procédures de désignation des candidats sur la liste des élections européennes et la présentation du pré-programme européen montrent combien Les Verts français sont déterminés à mener leur mouvement à la victoire en juin prochain. L'enjeu est de taille : les résultats détermineront les nouveaux rapports de forces - tant sur l'échiquier politique français qu'au sein de la majorité plurielle - et permettront l'émergence d'une majorité plurielle européenne. Dissipé, le "malaise" éprouvé au CNIR de Lamoura. C'est d'un seul élan que les représentants du mouvement ont validé les propositions du Collège exécutif, intégrant parité et représentation proportionnelle dans la composition de la future liste européenne, et qu'ils ont conforté la volonté unanime de préparer sagement et consciencieusement cette échéance majeure pour Les Verts. La discussion sur le programme européen a clairement montré l'importance que Les Verts accordaient à un projet ambitieux et réalisable avec les nouvelles composantes Vertes dans les exécutifs nationaux des divers pays. Les Verts français attendent beaucoup du projet de gouvernement allemand actuellement négocié entre les sociaux-démocrates du SPD et les Grünen (les Verts allemands). Avec (ce qui semble être confirmé à ce jour) des ministres Verts aux Affaires étrangères, à l'Environnement et l'énergie, et peut-être à la Justice, les Grünen permettent aux partis Verts en général de franchir une nouvelle étape dans leur progression politique. La composante Verte devient le gage de modernité d'un gouvernement qui se veut progressiste. Une telle entrée dans l'exécutif allemand valide les idées écologistes et reconnaît leur capacité à faire face aux crises actuelles que subissent nos sociétés si la lutte contre le chômage (qui, en France, passe par une loi sur la réduction du temps de travail) reste un point central outre-Rhin, la réforme fiscale écologique (permettant de protéger l'environnement par une taxation accrue de la consommation d'énergie pour alléger les charges sociales et, par là, réduire le coût du travail), ainsi que la révision de la politique énergétique - avec une sortie programmée du nucléaire - sont des points essentiels qui ancrent officiellement et durablement l'écologie et le projet des Verts dans la gestion des Etats et cela au plus haut niveau. Les Grünen auront la responsabilité de transformer l'essai marqué par les Verts français en juin 1997. A charge pour le "couple Vert franco-allemand" de tirer les Conseils européens vers une Europe écologiquement durable (Marie-Anne Isler-Béguin)



Marie Anne Isler Béguin,

17 octobre 1998..... Procédure de désignation des candidats des Verts aux élections européennes : À l'unanimité, aucun contre, aucune abstention, aucun relus de vote, le dernier Conseil national interrégional (CNIR) des Verts, réuni à Paris les 10 et 11 octobre, a appelé les différentes sensibilités du mouvement à se concerter une fois connus leurs poids respectifs, de façon à respecter les critères suivants, à partir des règles de construction déjà votées : 1) parité hommes-femmes avec alternance ; 2) juste représentation des sensibilités. Concrètement, une sensibilité ayant obtenu aux moins x% de voix doit avoir un représentant dans les Y premiers de la liste : x = 25% = Y = 4 ; x = 20% = Y = 5 ; x = 16,7% = Y = 6 ; x = 14,3% = Y = 7, etc. Ces résultats, pouvant impliquer un réordonnement des préférences au sein des listes des différentes sensibilités, devront être ratifiés par les délégués à l'Assemblée fédérale des 14 et 15 novembre, par tendance et globalement, en respectant les points 1 et 2. En cas d'impossibilité d'un accord constaté le 13 novembre à 24 h entre les mandataires des différentes listes, application de la méthode d'Hondt, votée à Lamoura et, pour appliquer la parité, mise en place de la méthode dite "Tête",



avec réajustement automatique de la liste finale, à partir de la première place, pour respecter l'alternance homme / femme. \* A partir de la quinzième place, le CNIR a aussi décidé qu'à partir de la 15<sup>e</sup> place de la liste des Verts pour les élections européennes, l'ordonnement s'effectuera selon les propositions émanant des régions. À cet effet, les régions désigneront x femmes et x hommes (x = nombre dépendant du nombre de places attribuées à la région en fonction du nombre d'adhérent(e)s de cette région). La parité femme-homme et la représentation proportionnelle des représentant(e)s des motions d'orientation seront à respecter également. Chaque région devra avoir au moins un représentant. Les régions ayant droit à un seul représentant devront présenter un homme et une femme. Les candidat(e)s devront avoir recueilli au moins 50% des suffrages des votants. Les régions proposeront ces candidats à la commission nationale mise en place par le CE avant le 15 décembre. La commission nationale élaborera un projet de liste à partir de l'ensemble des propositions entre le 15 décembre et le 15 janvier. Les instances régionales (AG ou CAR) se prononceront sur les candidats retenus dans leur région avant le CNIR de février. \* Chiche ! sur la liste des Verts aux élections européennes : Le dernier CNIR a voté par ailleurs que le groupe de travail qui constitue la liste qui représentera les Verts aux élections européennes de 1999 s'engage à placer au moins un ou une jeune de Chiche !, et donc investi(e) dans les questions de jeunesse, en position entre la 15<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> place.

21 octobre 1998..... Cohn-Bendit à Lyon : Ce 21 octobre dernier, à Lyon, bain de militants pour Daniel Cohn-Bendit invité par les régions Vertes Rhône-Alpes, Auvergne et Bourgogne. Le candidat à la tête de liste des Verts français aux européennes a effectivement fait preuve pendant près de trois heures d'une grande capacité de dialogue avec son auditoire. Moins histrion que prévu (la presse n'était pas au rendez-vous), il s'est surtout montré homme de terrain, fort de ses huit ans de maire adjoint à l'immigration à Francfort et de son expérience de parlementaire européen, membre de la commission affaires étrangères. Les thèmes phares de cette soirée ? L'Europe, bien sûr, une Europe de cœur, d'idées, tout sauf un nouvel Etat européen qui cristalliserait toutes les tares des Etats-nation, une Europe que les Verts peuvent contribuer à changer, au sommet et à la base, car ces élections sont aussi une occasion de réfléchir aux problèmes français sous l'angle européen (Dany a signé l'appel à la non ratification du traité d'Amsterdam). La paix: Cohn-Bendit, pragmatique face à la nécessaire intervention militaire en Bosnie ou au Kosovo et peu enclin à l'anti yankisme primaire, n'en est pas moins favorable à l'abolition du service militaire et à la réduction des armées. L'immigration: il compte sur l'intégration par la démocratie, par des mesures sociales et culturelles, par la reconnaissance politique et citoyenne; traduction en France: il faut reconnaître le droit des 150 000 cas issus de la circulaire Chevènement à vivre et travailler en France, dédramatiser et sortir de la logique de la répression. Le traitement de l'extrême droite: sans nier le caractère xénophobe et raciste du FN., il faut s'interroger sur les causes du racisme des gens, prendre la sécurité au sérieux et lutter contre les racines sociales qui mènent à des discriminations extrêmes. Pendant son mandat, à Francfort (30% d'étrangers). l'extrême droite est passée de 12 à 7% des voix. Le nucléaire: il faut jouer à fond sur la nouvelle dynamique créée par les Verts en Allemagne alors que ce pays vient de décider la sortie du nucléaire. Certes, tout cela on le savait, mais l'énergie, la qualité d'écoute et la recherche du débat, la modestie (qui l'eût cru ?) face aux capacités réelles d'action (c'est bien de le dire, mais voyons concrètement comment faire... ) font croire sans cohn-benditolâtrie excessive que les Verts français pourraient avoir des députés européens.

25 octobre 1998..... Quand les Grünen séduisent les Verts de France et inversement : Epatés. Ils sont d'abord fascinés, vendredi 23 octobre, dans la Salle des congrès de Bonn, où ils ont été invités par leurs collègues allemands à assister à ce congrès «historique» de ratification des accords SPD-Grünen. Quelques jours avant l'investiture du nouveau chancelier allemand, la petite délégation de Verts français est forcément admirative. Chacun des députés qui accompagnent Dominique Voynet y va de son commentaire enthousiaste. «Tant de monde ! Tant de jeunes !, s'extasie Noël Mamère, député de Gironde, j'ai l'impression d'être au congrès d'un grand parti, installé. Ils nous font vieillir, dans tous les sens du terme, les Verts allemands !» Son compère du Vald'Oise, Yves Cochet, désigne le futur ministre de l'environnement, Jurgen Trittin, dont l'approche provoque une ruée de caméras. «Il est comme Dominique il y a quelques mois, s'amuse-t-il. Il ne connaît rien à l'environnement mais, demain, il sera ministre !» Un peu plus loin, Daniel Cohn-Bendit discute avec ses amis. «Ici, c'est un Vert comme les autres», observe M. Mamère. Mme Voynet opte pour la provocation. A la tribune, où elle est appelée dès l'ouverture du congrès, elle commence son discours de manière fort immodeste. «Il y a quatre semaines, raconte-t-elle, nous blaguions en disant : "S'ils réussissent on pourra dire que c'est grâce à nous, et s'ils ratent, malgré notre soutien, c'est vraiment qu'ils sont mauvais !" » La ministre promet de «transmettre un peu partout en Europe [et donc en France...] que l'on n'est pas quitte en attribuant le ministère de l'environnement au seul "Vert" de service ». Elle donne quelques conseils : «Gerhard Schroder a déjà dit qu'il voulait changer les termes du contrat passé avec vous. Je connais ça ! Celui que j'ai signé avec Lionel Jospin n'est pas seulement un bout de papier, c'est un engagement fort. Je dois le défendre tous les jours parce qu'il est tous les jours attaqué. » Les Grünen applaudissent à tout rompre. «Beaucoup d'humour et de charme», confie Rupert von Plottnitz, ministre de la justice et de l'Europe pour le Land de Hesse. «Merveilleux», renchérit le député Helmut Lippelt. Mme Voynet lance dans la salle les bouquets de fleurs qu'on lui offre. Dans les couloirs, les députés français s'étonnent du manque d'enthousiasme de leurs confrères allemands. «Vous sortez du nucléaire, vous naturalisez quatre millions d'étrangers, vous avez l'écotaxe et vous dites qu'il n'est pas bon, votre accord ? je rêve !», s'indigne Guy Hascoët, député du Nord. Mme Voynet, elle, s'entretient déjà avec M. Trittin de la conférence sur l'effet de serre, prévue dans quelques semaines à Buenos Aires. Tous ces compliments, ces apartés, c'est sans doute ce que Mme Voynet appelle la «nouvelle étape» entre les deux partis écologistes. Pour mener sa campagne aux européennes, «Dany» confie qu'il fera venir



en France son ami Joschka Fischer, futur ministre des affaires étrangères, et, aussi, qu'il réunira les quatre ministres européens de l'environnement Verts pour des meetings de soutien. A Strasbourg, M. Cohn-Bendit n'hésite pas à aller consulter son ami de... trente ans, complice de mai 68, Michel Rocard. «Michel, on nous reproche de ne pas faire la grande réforme fiscale », lui a-t-il dit il y a quelques jours. «On ne peut pas faire de grande réforme fiscale quand on n'est pas en période de croissance. Ou alors, il faut s'appeler Reagan ou Thatcher », l'a rassuré l'ancien premier ministre.

**CH4: Dany, officiellement tête de liste**

25 octobre 1998..... Assemblées générales décentralisées des Verts en régions : Dans les 24 régions, les Verts approuvent largement la politique de participation au gouvernement menée par Dominique Voynet car 65,76% des militants écologistes soutiennent la motion de la ministre de l'environnement (contre 22,8% à la motion de gauche du parti et 9% à une motion qui critique le manque de démocratie interne). Les assemblées ont aussi procédé au vote (75,99%) de la tête de liste pour les élections européennes, confirmant le choix de Daniel Cohn-Bendit qui était unique candidat. Dans les jours qui suivent, le PCF attaque Dany Cohn-Bendit qui aurait une position quasi libérale sur l'Europe, qui est pour l'abandon du nucléaire et surtout qui veut mener les Verts en deuxième position de la gauche plurielle à la place du PCF. Il répond qu'il a une conception non pas libérale mais fédérale de l'Europe et propose un débat au PCF. Pour sa part, Guy Hascoët, pour calmer la polémique, déclare que le but des Verts n'est pas de dépasser le Parti Communiste mais d'affirmer leurs idées.

27 octobre 1998..... En Allemagne, dans le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder (SPD), le Vert Joschka Fischer devient ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier. Jürgen Trittin (44 ans) est ministre de l'environnement, Andrea Fischer (38 ans) est ministre de la santé. L'accord de gouvernement affiche un renoncement à terme à l'énergie nucléaire, ce qui provoque des remous dans le monde politique français.

28 octobre 1998..... Les ambitions des Verts aux européennes irritent le PCF : AVEC l'Europe pour toile de fond, les hostilités sont ouvertes entre le Parti communiste et les Verts. L'enjeu est de savoir qui, aux élections européennes de juin 1999, sera le numéro deux de la gauche «plurielle» et deviendra l'interlocuteur privilégié du Parti socialiste. En 1994, la liste du PCF, avec 6,88% des suffrages, avait devancé les deux listes écologistes (4,95 % au total), mais, en 1989, déjà l'ordre avait été inversé: 10,59% pour la liste des Verts et 7,71% pour celle du PCF. Or la candidature, forcément médiatique, de Daniel Cohn-Bendit empoisonne les chefs de partis - à commencer par Robert Hue -, qui, touchés par le cumul des mandats, n'ont nulle envie de devoir aller «s'exiler» au Parlement de Strasbourg. Le secrétaire national du Parti communiste a engagé le fer, le premier, en affirmant, dimanche 25 octobre à Chambéry (Savoie), que «l'abandon du nucléaire civil et pacifique serait pour la France un retour à la lampe à pétrole». Lundi sur France 2, M. Hue a accusé M. Cohn-Bendit d'avoir «une position quasi libérale sur l'Europe ». «Si la seule ambition de Daniel Cohn-Bendit est de dépasser le PCF, il n'est pas au bout de ses peines », ajoutant que cet objectif serait «dangereux» et «mutilant pour la gauche plurielle ». L'Humanité datée du mardi 27 octobre revient à la charge dans un article intitulé: «Que veut donc Dany le Vert ? » «Alors que les Verts ont toujours marqué de sérieuses réserves sur la construction européenne actuelle, Dany est un fervent partisan du traité de Maastricht. Il a mené campagne pour la monnaie unique », écrit le quotidien communiste, en rappelant toutefois qu'«il est probable que Dany le Vert garde quelque ressentiment à l'égard de ceux qui, en 1968, ne le ménagèrent guère ». Le PCF et la CGT étaient de ceux-là : sous la signature de Georges Marchais, L'Humanité de l'époque fustigeait l'«anarchiste allemand» qui animait la révolte étudiante. Le chef de file des Verts aux élections européennes a répondu, lundi 26 octobre sur Europe 1, qu'il avait une conception non «pas libérale mais fédérale» de l'Europe. Il a proposé l'organisation d'un débat, dans la banlieue parisienne, au secrétaire national du Parti communiste. Dans un entretien publié par Le Figaro, mardi 27 octobre, le député (Verts) du Nord, Guy Hascoët, tente de calmer la polémique en regrettant que certains écologistes aient posé comme objectif de dépasser le Parti communiste. «C'est un erreur intrinsèque, car le but de notre formation est d'affirmer ses idées, pas de dépasser le Parti communiste », affirme M. Hascoët.

29 octobre 1998..... Européennes : Le pari de Cohn-Bendit. Avoir l'ex-leader de mai 68 comme tête de liste des Verts, c'est bien. Si seulement il était moins irritant et imprévisible. Plus aucun doute n'existe, Daniel Cohn-Bendit sera tête de liste des Verts français aux européennes de juin 1999. Plus des trois quarts des 6000 militants viennent de voter en faveur de l'écologiste franco-allemand... dans une consultation où il était d'ailleurs le seul candidat. Que de chemin parcouru, depuis qu'il y a deux ans l'idée avait été très fraîchement accueillie par les amis de Dominique Voynet ! Août 1996 : Sanguinet, dans les Landes. Au bord du lac de Biscarrosse, au cours de l'université d'été des Verts, Dany fait sa première offre de service. Sans plaisanter et sans diplomatie : il fait comprendre qu'il ne jouera pas l'homme de paille en deuxième de liste, même derrière Dominique Voynet ! Il osera en plus dire que Noël Mamère ferait un meilleur leader des Verts français. Trop condescendant, le Rouge a pris d'emblée les Verts à rebrousse-poil. Tantôt il est perçu comme un donneur de leçons : «Vous n'avez qu'à imiter ce que nous faisons en Allemagne ! » lance-t-il un jour. Tantôt il agace, en préférant les contacts avec les médias aux rencontres avec les militants. Rien d'étonnant si la candidature de Dany est d'abord rejetée avec hostilité : pour les Verts, il n'y a alors qu'une tête de liste possible, Dominique Voynet. Mais c'était compter sans l'opiniâtreté de Dany. Avec la victoire de la gauche plurielle aux législatives, en juin 1997, six militants des Verts entrent à l'Assemblée, et Voynet siège peu après au gouvernement. La ministre de l'Environnement réalise soudain qu'elle ne pourra pas mener la campagne des



européennes dans le corset de la solidarité gouvernementale. Des candidatures alternatives ? Hormis Voynet, aucun n'a la notoriété suffisante pour se lancer dans la bataille sans risquer un mauvais score, les 2,95% de Marie-Anne Isler-Beguïn aux européennes de 1994 restant un souvenir cuisant. D'où l'idée de faire appel à Cohn-Bendit, bon gré mal gré. N'étant d'aucun clan parmi les Verts, il présente le grand avantage d'éviter les querelles intestines. «Un Allemand tête de liste des Verts français, c'est très symbolique de notre ligne politique sur l'Europe », se réjouit aujourd'hui le voynétiste Yves Cochet, vice-président de l'Assemblée nationale. Surtout avec l'entrée de trois ministres Grünen dans le gouvernement Schröder. «Le fait qu'un écologiste, Joschka Fischer, ait obtenu le ministère des Affaires étrangères est un gigantesque pas en avant, renchérit Jean-Luc Bennaïmias, n°1 des Verts. C'est bien la preuve que nous n'avons pas la place que nous méritons au gouvernement français. » Il s'agit donc bien maintenant de surfer sur le succès des frères allemands, les Verts français étant également envieux de l'accord SPD-Grünen parce qu'il prévoit un renoncement à l'énergie nucléaire outre-Rhin. La campagne de Dany sera très opportunément lancée au congrès des Verts européens, qui se tiendra à Paris, du 26 au 28 février 1999. D'ici là, le célèbre rouquin aux yeux bleus se fera discret pour éviter toute lassitude médiatique. Et parfaire son parachutage. «Le courant ne passe pas encore très bien entre Dany et Voynet parce qu'ils ne se connaissent pas assez et qu'elle n'a pas oublié certaines de ses déclarations assassines », souligne Bennaïmias. La ministre de l'Environnement devra elle-même abandonner ses propos aigres-doux sur le jeu trop personnel de Dany. Les Verts français vont donc jouer sur du velours. Très vite, pour unifier les prises de parole, il est décidé que Cohn-Bendit participera aux petits déjeuners du mercredi en compagnie de Dominique Voynet, de son conseiller Denis Baupin, des six députés Verts, de Jean-Luc Bennaïmias et d'Alain Lipietz. Ce dernier, le polytechnicien alternatif de Voynet, prévoit même de donner à l'ex-soixante-huitard une formation accélérée en économie. Rien ne doit être négligé pour tenir l'objectif que se sont fixé les Verts : dépasser les 8% aux européennes. Ce sera néanmoins difficile, car il y aura aussi, à gauche, les listes socialiste, communiste et trotskiste. De surcroît, le risque d'une seconde liste écologiste n'est pas totalement écarté. Dany a-t-il intérêt à concurrencer tout ce qui se situe à la gauche du PS ? Pas vraiment, car, selon les leaders des Verts, leur électorat court de l'extrême gauche au centre gauche. Ils conseillent donc à Cohn-Bendit de n'attaquer ni «sainte Arlette» ni Robert Hue. Ce sera justement très dur pour Dany le Rouge ! Comment ne pas céder à la tentation de prendre sa revanche sur ceux qu'il appelait il y a trente ans les «crapules staliniennes» ? Mais Cohn-Bendit sait naviguer. S'il est resté fidèle à ses idéaux de Mai 68, il n'en est pas moins devenu réformiste et réaliste. Il est désormais impossible d'être plus europhile que lui, à tel point qu'il lui a même fallu corriger son image un peu trop eurolâtre en signant un appel contre la ratification du traité d'Amsterdam. Pendant la campagne, les Verts auront à gérer subtilement tant l'équation Cohn-Bendit que leurs contradictions internes. «Nous sommes à la fois satisfaits de notre alliance dans la gauche plurielle tout en craignant d'être trop compromis, explique Lipietz. Travailler avec le PS donne parfois envie de vomir, mais c'est le seul moyen de faire aboutir des réformes. » Parce qu'il n'est pas impliqué dans la politique française, Dany était finalement le mieux placé pour ne pas bousculer la solidarité gouvernementale. Jouir sans entrave de cette liberté de parole, tel sera son credo pendant la campagne du printemps prochain. Mais il ne suffit pas de «prendre son pied» pour entraîner les électeurs.

29 octobre 1998..... Gaby l'anar et Dany le Rouge : A 62 ans, Gabriel Cohn-Bendit, l'aîné, va mener son premier combat politique avec Daniel, petit frère de neuf ans son cadet. «Je serai dans le petit noyau autour de Dany », résume Gabriel. Ce prof d'allemand à la retraite rencontre déjà une fois par semaine le n°1 des Verts, Jean-Luc Bennaïmias, pour préparer la campagne de la tête de liste des Verts en France. Bien que dépourvu de notoriété, Gaby est aussi un curieux animal politique. Disciple de Jean-Paul Sartre, il a d'abord été trotskiste, fait de l'entrisme au PCF, à la fin des années 50, avant de diffuser des tracts de Voix ouvrière (le nom de Lutte ouvrière avant 1968). Il entre ensuite au PSU et en sort très vite. «C'est mon côté anarchiste. Je n'aime pas les partis. » Il préfère s'investir enfin dans le syndicalisme enseignant, à la FEN, et dans la création d'un lycée expérimental à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Il ne commence à flirter avec l'écologie politique qu'en 1974, lorsqu'il soutient la candidature de René Dumont à la présidentielle. «Mais je trouvais ce courant trop environnementaliste et pas assez politique. » Il attendra 1988 pour intégrer Génération Ecologie et 1994 pour rejoindre le groupe de Noël Mamère, Convergence Ecologie Solidarité. Cette année-là, aux européennes, il ne vote pas pour la liste verte de Marie-Anne Isler-Beguïn, mais pour Arlette Laguiller : «Une grosse erreur que je regrette. » En revanche, celui qui appelait Jacques Delors à se présenter à la présidentielle de 1995 assume son soutien - dès le premier tour - à Lionel Jospin, comme tous les amis de Mamère, ce que Dominique Voynet n'a pas du tout apprécié. Leur entrée chez les Verts se fait néanmoins deux ans plus tard. En choisissant Dany, les Verts ont deux Cohn-Bendit pour le prix d'un. Les deux fils adulés d'une mère juive ne cachent pas le même narcissisme et un hédonisme militant. Avec Gaby le grand frère, Dany n'aura en tout cas pas de meilleur avocat pour convaincre tous les militants Verts de se donner à fond dans la campagne.

31 octobre 1998..... C'est parti pour les européennes ! Il y a des moments, dans la vie, à marquer d'une pierre blanche. Des moments de bonheur... trouvés à travers la concrétisation d'idées ou d'initiatives auxquelles on tient tout particulièrement et en lesquelles on croit éperdument. Cette campagne à vos côtés, pour les Européennes, j'en ai rêvé. Inutile de vous le cacher plus longtemps ! Dois-je aussi vous avouer que les résultats du vote du dimanche 25 octobre sur ma candidature m'ont sincèrement réjoui ?... Suite à la "mini-tournée" organisée dans les régions avant le scrutin - qui m'a permis de vous entendre et qui vous a permis, par la même occasion, de me rencontrer et de m'écouter -, j'ai aujourd'hui le sentiment que si vous



m'avez élu tête de liste des Verts pour les élections Européennes, ce n'est pas parce que je suis particulièrement médiatique, mais parce que mon envie de poursuivre, de transformer et de réinventer la construction européenne est tout simplement contagieuse. Oserai-je dire que c'est aussi parce que vous partagez ma conception d'une campagne à la fois pro-européenne et réformiste ? Des divergences, lors de nos discussions, nous en avons eues... et c'est normal ! J'espère, d'ailleurs, que cette forme de débat dans laquelle toutes les sensibilités se retrouvent se poursuivra durant cette campagne. Elle nous permettra d'avancer et de progresser dans nos propositions. Car nous aurons, dans les semaines et les mois à venir, à démontrer que nous sommes capables de réformer l'Europe de manière intelligente et créative. Notre projet de société, basé sur la solidarité et la générosité, qui combat farouchement le libéralisme et toutes les formes de nationalisme, est le plus juste et le plus adapté à notre temps. Nous le savons. À nous de convaincre ! Nous en avons la capacité. Il faut redonner de l'espoir à ceux qui n'en ont plus et faire rêver ceux qui ne rêvent plus. À nous de jouer ! (Dany Cohn-Bendit)

3 novembre 1998..... Européennes : à gauche, les ambitions de M. Cohn-Bendit suscitent des remous. Haro sur Daniel Cohn-Bendit ! Les ambitions affichées par la tête de liste des Verts aux élections européennes provoquent des poussées d'urticaire parmi les alliés de la majorité qui, derrière Lionel Jospin, défendent l'équilibre originel de la gauche «plurielle ». Amplifiée par les déclarations de Noël Mamère, qui, dans Libération daté 31 octobre-1er novembre, opposait, «sur l'Europe, le PCF, qui a une conception aux antipodes de la nôtre, une conception étroite et défensive », aux «Verts, qui sont du côté des modernes, et pas seulement sur l'Europe », la nouvelle superbe des Verts irrite, en externe. Mais en interne également : l'adoubement de l'ancien leader étudiant de Mai 68 provoque des remous au sein de la minorité du parti écologiste. Interrogé, dimanche 1er novembre, au «Club de la presse» d'Europe 1, Robert Hue s'est livré à un petit exercice de recadrage. Réaffirmant que la présence des communistes au sein du gouvernement garantissait un «ancrage à gauche », il a refusé tout «combat interne, fratricide» au sein de la coalition «rouge-rose-verte ». Face à l'objectif affiché par certains dirigeants des Verts de vouloir distancer le PCF lors des élections européennes de juin 1999, le secrétaire national a estimé que «ce serait très grave pour la gauche plurielle qu'on fasse dévier cette élection européenne, qui doit parler de l'Europe, de la réorientation de l'Europe, pour en faire une sorte d'objectif de rapport de forces interne à la gauche plurielle ». «Une telle démarche non seulement est dangereuse, mais peut être mortelle pour la gauche plurielle », a averti M. Hue. Par ailleurs, le secrétaire national du PCF - dont la candidature pour la tête de liste communiste aux élections européennes reste pour l'instant en pointillé - s'est dit d'accord pour rencontrer Daniel Cohn-Bendit, comme ce dernier le lui avait demandé, et il a précisé que le rendez-vous est pris. Les piques contre le chef de file que les Verts se sont choisis pour les élections européennes sont aussi venues du Mouvement des citoyens. Pour Georges Sarre, interrogé dimanche sur Radio Shalom, «Daniel Cohn-Bendit n'a qu'une ambition : faire la peau du Parti communiste. (...) C'est son seul programme depuis trente ans. Cette frénésie le conduit à de grosses erreurs. Il s'affirme pour l'euro, pour la Banque centrale européenne. Il est un frénétique de la Fédération européenne », a ajouté le président délégué du Mouvement des citoyens. Les tensions sont aussi perceptibles au sein des Verts. Chef de file de l'opposition et titulaire de l'un des quatre postes de porte-parole national, Philippe Boursier attend l'assemblée nationale du parti des 14 et 15 novembre pour annoncer officiellement son départ du mouvement. Son choix est conforté par la désignation de M. Cohn-Bendit, jugé trop libéral et trop européen, et par le score (22,8%, en recul de dix points) obtenu par la motion Autrement les Verts, représentant la gauche du parti, face aux 65,7% recueillis par la motion soutenue par Dominique Voynet lors des AG décentralisées organisées il y a une semaine. Dans un communiqué rendu public samedi, il déplore que les députés Verts, à l'occasion du vote sur les recettes du budget, n'aient pas respecté les décisions du Conseil national interrégional (CNIR) et ne se soient pas abstenus sur certains articles. Pour M. Boursier, «les Verts ont changé de nature et sont devenus un parti normalisé ». Il juge, avec le recul, que l'accord programmatique avec le PS était «prématuré» et que les Verts «sont devenus l'otage de la majorité plurielle ». Dans ces conditions, M. Boursier, qui compte prendre ses distances avec une partie de la minorité des Verts, entend «ouvrir le dialogue entre l'écologie radicale et la gauche radicale ». «Toutes les conditions sont réunies pour qu'une liste à gauche de la gauche fasse un score important », diagnostique-t-il.

11 novembre 1998..... Daniel Cohn-Bendit, future tête de liste des Verts aux élections européennes, indique, dans un entretien à l'hebdomadaire VSD, que, si sa liste obtient moins de 5% des voix, il rentrera directement à Francfort avec sa valise à la main. Dans un autre entretien à l'hebdomadaire Politis, il précise vouloir au moins doubler le score des écologistes de 1994, qui avaient obtenu 2,94% des voix. Il déclare aussi que, s'il voulait être très méchant, il se présenterait contre l'actuel maire de Paris, Jean Tibéri (RPR), aux élections municipales en 2001. Cohn-Bendit estime en outre qu'Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, c'est le poujadisme du «y'a qu'à ».

14 novembre 1998..... Majorité : Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, a souhaité, jeudi 12 novembre, sur RMC, que Daniel Cohn-Bendit ne mette pas «la zizanie dans la gauche plurielle ». Evoquant divers propos du chef de file des Verts pour les élections européennes à l'égard du PCF, M. Hue a ajouté que, «depuis », celui-ci a «mangé son chapeau, puisqu'il dit tous les jours que je ne suis pas du tout stalinien ». Dans cette majorité de gauche, il faudra bien qu'ils s'y fassent : Dany le Vert débarque dans le délicat château de cartes de la gauche «plurielle ». Le temps d'une campagne européenne, socialistes, communistes et Verts vont devoir cohabiter avec le bateleur narcissique de l'écologie politique. Intronisé demain par les camarades de Dominique Voynet, Daniel Cohn-Bendit donne déjà de l'urticaire à quelques responsables de la majorité. Certains ne voient en lui qu'un Tapie sans casserole, seulement attiré par la perspective d'une razzia électorale sans



lendemain. D'autres redoutent un « effet Dany » qui aurait pour conséquence de bousculer les fragiles équilibres internes de la majorité. Dans cette campagne européenne, Dany le Vert heurtera, choquera, bousculera. La gauche classique, en panne de têtes d'affiche attrayantes, en panne de discours européen attractif, ne l'accepte pas de gaieté de cœur.

14 novembre 1998..... En Espagne, les divers partis Verts face aux Européennes : Le Congrès des Verts d'Espagne, qui s'est tenu à Séville du 19 au 21 septembre, a permis la fusion des deux plus importantes structures Vertes espagnoles concurrentes : la Confederacion de los Verdes et l'Union Confederal de los Verdes (sous l'intitulé de la première, qui était déjà membre de la Fédération des partis Verts européens). Les deux organisations écologistes ont favorisé la fusion car, scion le mode de scrutin du pays, il suffira que Les Verts espagnols obtiennent 1% pour avoir un député aux prochaines élections européennes et, il faut bien le dire, "l'Europe Verte" pêche aujourd'hui surtout par son flanc sud! La tête de liste sera Jordi Bigas, le deuxième Guillermo Fernandez et Ana Segura représentera, durant la campagne, les associations gays et lesbiennes. La Confederacion de los Verdes a adopté le "Manifeste" programmatique des Verts européens, mais ces derniers ne donneront leur soutien aux Verts espagnols que s'ils s'arrangent pour ne présenter qu'une seule liste Verte aux élections européennes, ce qui nécessite encore un accord avec le parti Los Verdes / Grupo Verde d'Esteban Cabal, qui avait investi, dès le mois de mai dernier, José Ribas (Amis de la Terre et Bureau environnemental européen) comme tête de liste pour ces élections.

14-15 novembre 98..... Assemblée fédérale des Verts à Noisy-le-Grand (Seine-St-Denis) : Délaissant les sujets européens, Dominique Voynet et Daniel Cohn-Bendit sont sur la même longueur d'onde : ils attaquent tous deux le gouvernement de Lionel Jospin pour sa politique vis-à-vis des sans-papiers. Ils appellent au bon sens, à débloquer la situation, en légalisant tous les sans-papiers qui en font la demande. Le congrès procède à l'élection du quart du CNIR, ce qui donne 265 voix (sur 414) et 20 élus à la motion majoritaire (Voynet), 104 voix et 4 élus à la motion de gauche, et 44 voix et 3 élus à la motion qui critique la démocratie interne du parti. Election du nouveau Collège Exécutif de quinze membres : Jean-Luc Bennahmias est secrétaire national. Les porte-parole sont M.-A. Isler-Béguin, Martine Billard, Denis Baupin et Stéphane Pocrain. Le congrès dresse la liste des 15 premiers candidats de la liste européenne (280 pour, 50 contre, 43 abstentions, 15 nuls, 7 refus de vote): 1 – Daniel Cohn-Bendit; 2 – Marie-Anne Isler-Béguin; 3 – Alain Lipietz; 4 – Hélène Flautre; 5 – Gérard Onesta; 6 – Danielle Auroi; 7 – Didier Claude; 8 – Alima Boumédiène; 9 – Yves Pietrasanta; 10 – Françoise Duthu; 11 – Didier Chérel; 12 – Catherine Grèze; 13 – Eric Quiquet; 14 – Janick Moriceau; 15 – Michel Bock.

15 novembre 1998..... Extrait de discours de Dany Cohn-Bendit : "L'Europe vaut plus qu'une campagne..." C'est avec émotion que je prends la parole car, quand nous avons commencé à discuter ensemble de ma possible candidature comme tête de liste des Verts aux élections européennes, ce n'était pas si évident que ça, ni pour beaucoup de Verts, ni tout à fait pour moi. Ce qui m'a touché, c'est que le débat au sein des Verts a été beaucoup plus ouvert que je ne l'attendais, même avec les plus sceptiques. C'est pour ça que je suis heureux que nous soyons maintenant capables de mener ensemble la campagne électorale pour les européennes. Je voudrais dire qu'au début, pendant mes discussions avec vous, avec les militants, j'avais toujours en tête cette histoire du rabbin de Cracovie, qui disait: «J'ai des réponses, est-ce que vous avez des questions ?». J'ai un peu le sentiment qu'on attend beaucoup de réponses de ma part sur l'Europe, que Les Verts et l'opinion publique ont une soif d'Europe mais ne savent pas trop bien ce que c'est... ( ... ). \* MAJORITE PLURIELLE : D'abord, je voudrais en finir avec la polémique autour de petites phrases et d'analyses qui essayent de pronostiquer le score des Verts et les conséquences que cela pourrait avoir pour nos partenaires de la gauche plurielle. Je voudrais répondre à certains, dont un certain M. Georges Sarre, qui a dit : «Cela fait trente ans que Dany Cohn-Bendit est un agent de l'anticommunisme». Je veux lui dire: «Camarade Georges Sarre, je suis fier d'avoir été anticommuniste quand les communistes défendaient un système totalitaire de goulag qui mettait les gens en camps de concentration. J'aurais honte, si j'avais été socialiste, de n'être pas monté au créneau contre eux à l'époque où ils étaient des staliniens qui nous cassaient la figure. L'anticommunisme était alors juste, et ceux qui ne l'étaient pas avaient un vrai problème avec la démocratie». Moi aussi, je sais lire l'histoire, je sais que le mur de Berlin s'est effondré, que la patrie du socialisme et du communisme n'existe plus, que Robert Hue n'est pas Georges Marchais. Arrêtons les procès d'intention et les faux débats ! (...). Nous allons nous mesurer dans une campagne électorale, personne n'est propriétaire d'une électrice ou d'un électeur, je ne suis pas la mafia organisée qui a la capacité de voler des voix à qui que ce soit ! (...) Il paraît que le Premier ministre est tellement occupé à gouverner qu'il ne pense pas aux présidentielles... Eh bien moi, j'y pense ! Je veux que Lionel Jospin gagne les élections présidentielles. Cela est possible si la gauche plurielle est vraiment crédible dans sa pluralité. Un PACS à trois, ce n'est pas la vieille union de la gauche. L'intelligence de Jospin, c'est de l'avoir compris et d'avoir composé cette gauche plurielle avec Les Verts. La situation politique et surtout la situation idéologique ont changé. Les Verts se sont constitués en force d'écologie politique contre une certaine idéologie de droite et de gauche. Nous apportons une critique fondamentale à la tradition idéologique social-démocrate et communiste (...). Il est évident que dans le cadre d'une confrontation électorale, un parti écologiste, comme tous les partis, veut augmenter son influence dans la société. Oui, nous voulons qu'il y ait plus d'Européens contre le nucléaire ! Oui, nous pensons que le degré zéro de la ringardise, c'est de dire que celui qui est contre le nucléaire est pour la lampe à pétrole ! Oui, nous sommes persuadés que nous devons repenser totalement l'idée de croissance et que nous avons un vrai débat idéologique à mener. Je le dis d'autant plus calmement que je trouve Lionel Jospin tout à fait crédible quand il rappelle à la société française - et, au-delà, à l'Europe - que la guerre de 14-18 était une boucherie, que des gens qui refusaient de se faire tuer avaient peut être raison... (...) \* SANS-PAPIERS : Je voudrais rappeler quelque chose à Lionel



Jospin. En France, après l'arrivée de la gauche plurielle - ou de la majorité plurielle, je ne veux pas trancher ce débat très important (?) au sein des Verts -, il y a eu de nouvelles lois sur l'immigration. Je ne suis pas un défenseur des frontières ouvertes, je suis pour une politique hospitalière ! Lionel Jospin oublie que ce qui différencie la droite et la gauche républicaine, ce n'est pas un débat sur le rôle de la loi, c'est le concept de générosité républicaine ! La gauche a toujours en tête cette nécessité d'humanisme... Expliquez aux amis de Lionel Jospin et de Jean-Pierre Chevènement que la grandeur des hommes politiques, c'est de savoir débloquer les situations, Qu'ils réfléchissent au général De Gaulle qui, après plusieurs journées de grève de la faim de Louis Lecoin, a cédé et permis à l'objection de conscience de devenir loi dans la société française ! (...) Je suis aujourd'hui persuadé que, de route façon, 99% des sans-papier, resteront en France. Essayons de créer un climat qui permettrait qu'un changement de politique de l'immigration ne soit pas considéré comme une défaite de Lionel Jospin - ou je ne sais qui - mais comme une victoire de la capacité de la gauche plurielle à discuter ensemble de l'évolution de la société. Les élections présidentielles se gagnent par de courtes majorités. Il faut mobiliser toutes ses forces, pas seulement au centre. Il faut que les peuples de gauche se reconnaissent dans un homme politique, dans sa capacité à rassembler. Régulariser les sans-papiers serait ce geste rassembleur, même si la mobilisation n'est hélas pas à la hauteur du problème. Nous devons aider les mouvements migrants à devenir des acteurs du développement. Il est question ici d'éco-développement entre les pays d'immigration et les pays d'émigration. C'est sur cette question que se joue, d'une manière incroyablement concrète, l'avenir de beaucoup de militants politiques. Il ne faut pas les décevoir avec une attitude rigoriste qui n'a rien à voir avec la générosité de gauche que nous voulons. Comprendre cela nous permettrait d'en finir positivement avec ces grèves de la faim dramatiques (...). \* EUROPE : Beaucoup de partis politiques disent que nous sommes obligés d'accepter l'Europe parce que la situation économique-financière nous y oblige. Non ! Nous voulons l'Europe parce que la plupart des problèmes qui se posent à nous pourraient se résoudre positivement par l'Europe, Analysons par exemple le plan Delors, qui dit qu'avec de grands emprunts, en mobilisant les réserves de banques centrales nationales, etc. nous allons financer l'Europe sociale: nous disons oui ! Mais nous, nous avons aussi des propositions de grands travaux européens : l'éco-développement, la rénovation du patrimoine urbain et rural dans toute l'Europe, les économies d'énergie, etc. Tout cela aura l'avantage de permettre aussi l'explosion de travail (...). \* NUCLEAIRE : Prenons aussi une grande initiative européenne sur la recherche scientifique pour les énergies renouvelables: il y a là des tas de choses à trouver, à développer (...). Sur le nucléaire, nous sommes fidèles au principe de précaution et au principe de responsabilité. Il faut dire aux responsables politiques français que le nucléaire n'a plus d'avenir en Europe, que ceux qui le défendent isolent la France du reste de l'Europe. Voilà le drame. Le nucléaire est trop cher, pas rentable. Les Anglais ont décidé de ne plus construire de centrales nucléaires, les Allemands ont l'intention d'en sortir, les Suisses aussi; de fait, l'Italie et l'Autriche ne rentreront pas dans la filière et les Suédois "continueront d'arrêter". En France, 80% de notre électricité vient du nucléaire, ce qui dénote à tout le moins un manque de précaution. Il faut qu'on commence rapidement à réduire le taux du nucléaire dans l'énergie française pour passer, dans cinq ou dix ans, à 40 ou 30% de la consommation d'énergie. Quel cynisme quand on me dit que l'avenir est en Asie, qu'on va vendre des centrales nucléaires en Inde, à Singapour, en Malaisie, en Chine... : les grandes démocraties de ce monde... Demain, la France ne sera pas seulement isolée, mais paiera très cher la filière nucléaire. Si nous arrivons à remettre en question cette politique, nous aurons une diversification énergétique qui fera de la France, de l'Europe, un symbole d'évolution économique et sociale (...). \* JE ET NOUS : Je terminerai par les nombreuses discussions, entre nous, entre le "je" et le "nous". Celui qui prétend qu'il existe un "nous" qui soit la somme totale de tous les "je", ne dit pas la vérité ; celui qui prétend qu'il existe un "je" qui soit la somme totale de tous les "nous" ne dit pas la vérité. Nous avons une chance extraordinaire dans cette campagne, nous devons être la force politique du dialogue politique. Faisons de la France un forum sur l'Europe, l'Europe vaut plus qu'une campagne électorale ! L'Europe vaut un débat, c'est un projet de civilisation pour lequel nous devons lutter ensemble, pour qu'enfin, l'idée européenne devienne une idée forte, une idée ambitieuse et une idée jouissive en France.

15 novembre 1998..... Cohn-Bendit, l'euro-enthousiaste : L'anniversaire de Mai 68 et le mouvement lycéen l'avaient ramené dans l'actualité française. Tête de liste des Verts, c'est au nom de l'Europe que l'ancien leader révolutionnaire mène sa nouvelle croisade. Avec l'ambition de rallier à la raison toute sa génération. Un «deuxième arrêt Cohn-Bendit» ? Le député européen des Grünen (Verts) en «rêve ». Si, comme vraisemblable, la tête de liste des Verts français est élue au Parlement de Bruxelles, le 13 juin 1999, le citoyen Cohn-Bendit va à nouveau poser un cas inédit aux instances européennes. Ce sera la première fois qu'un député est élu successivement pour cinq ans dans deux pays différents. Or un député européen n'a droit à la retraite parlementaire qu'après avoir siégé dix ans pour un même pays. «Pas de statut unique du député, alors qu'on prétend faire l'Europe ? s'indigne Daniel Cohn-Bendit. Je demanderai l'arbitrage des ministres des affaires étrangères allemand et français. »A la fin des années 70, déjà, le jeune Allemand, sollicité par une maison d'édition pour travailler en France où il était interdit de séjour depuis 1968, avait remué ciel et terre. La France avait été condamnée par la Cour de



justice européenne. La preuve par Cohn-Bendit. «Dany» se rêve en jurisprudence, adore jouer avec son nom et montrer sa trombine. Pour son plus grand bonheur, elle n'a pas changé depuis la photo-culte du jeune insolent contre-toisant un flic obtus : «Il est de ceux qui jouissent des délices de l'immatrité, comme dit Gombrowicz», observe en connaisseur Pierre-André Boutang, qui l'a fait tourner pour la télévision, dans les années 70. Daniel Cohn-Bendit se rêve en héros éponyme, raffole des caméras et des micros, cherche dans la rue et les cafés le regard de ceux qu'interrogent ses yeux toujours bleus et sa tignasse toujours rousse. Il a commenté le foot pour les radios allemandes et pour Europe 1. Lunettes en

BON D'ACCORD, ELLE A TENDANCE  
A TIRER A GAUCHE...



bas du nez, il joue tous les mois les Bernard Pivot du Literatur Klub de la télévision suisse alémanique. Les médias le veulent. C'est sa chance, pour la campagne électorale qui s'ouvre : «Déjà, il y a trente ans, j'aimais les journalistes, les journalistes m'aimaient», sourit-il, lucide. «Les élections se gagnent longtemps avant et dans les quinze derniers jours», explique-t-il doctement. L'anniversaire de Mai 68 lui a permis, fort opportunément, de roder sa campagne électorale. En octobre, le mouvement lycéen lui offre encore l'occasion de livrer son sentiment sur la société française. Pour la forme, il râle qu'on l'appelle à chaque frémissement étudiantin : «C'est ridicule. Je ne suis pas le Baden Powell des universités.» Quand les partis sont empêtrés dans leurs alliances électorales et le choix de leur tête de liste, il est, lui l'étranger, le premier adoube : «76,38% des voix vertes», rappelle-t-il, mains jointes et yeux levés au ciel. En fait, «Dany» n'a jamais quitté la France. «Je suis français par naissance, juif par hasard et allemand par nonchalance», dit-il. Né à Montauban en 1945, il s'achète en 1996 une petite maison à Lauret, dans l'Hérault. Le traité de Maastricht autorise les non-Français à se présenter aux élections européennes et municipales, ce qui inquiète à la fois sa compagne, Ingrid, à Francfort, mais aussi le maire de Montpellier, Georges Frèche, et Dominique Voynet. En août 1997, il épouse la première, «pour lui montrer que, même,

comme tête de liste, je reste bien allemand». Seule Dominique Voynet continue à se méfier de ce parachutage : les soutiens de l'intrus se comptent, comme par hasard, chez les amis girondins de Noël Mamère et ceux, nordistes, de Marie-Christine Blandin. Lorsque Joshka Fisher vient à Paris rencontrer Hubert Védrine, le 28 octobre, la ministre de l'environnement glisse au nouveau ministre des affaires étrangères allemand, en évoquant l'absence de «Dany» de la liste des Grünen pour les élections de juin 1999 : «Cette fois, tu n'auras pas d'excuse pour faire un mauvais score.» Dominique Voynet se souvient que, quelques jours avant l'élection présidentielle de 1995, Cohn-Bendit avait expliqué, dans un entretien à Libération, que sa campagne était «une campagne pour les vieux comme moi, qui fait vraiment PSU.» «Un coup vache», concède Cohn-Bendit, pour qui, même s'il n'a plus le droit de le dire, les Verts français restent trop intégristes, les socialistes coincés, les communistes staliniens et l'extrême gauche has-been. «Elle n'a pas oublié.» Qu'importe. «Il n'y a pas que la politique dans la vie, il y a aussi l'amour», dit-il pour expliquer pourquoi il faut choisir les 35 heures. En 1969, quand Alain Krivine et Daniel Bensaïd viennent trouver l'«ami Dany» pour lui demander de poursuivre avec eux la lutte révolutionnaire, ils le trouvent occupé à jouer les éducateurs dans son jardin d'enfants anti-autoritaire : «Ils n'arrivaient pas à comprendre», raconte-t-il, rigolard. Dans son appartement communautaire, qu'il partage avec Joshka Fisher, dans la librairie Karl-Marx du quartier universitaire de Francfort, et dans le magazine culturel alternatif Pflasterstrand (Sous les pavés la plage), dont il devient rédacteur en chef, il milite à sa manière : les pavés plutôt que les armes, explique-t-il à ceux qui sont tentés par le terrorisme des Brigades rouges ou de la bande à Baader. Il n'a jamais arrêté de discuter, de s'engueuler, de se réconcilier. Et, d'abord, avec ses amis français. «Talmudiste de la presse et du débat», il continue de lire chaque matin «Libé, Le Monde, L'Equipe». Il garde ses amis de Mai 68, comme Jean-Marcel Bouguereau, ou d'autres, moins rangés et encore anars, encore Jean-Marc Salmon et Jean-Pierre Duteuil. Il compte ses admirateurs, comme Jean-Luc Godard, qui, chaque 22 mars, jusqu'à une querelle sur la Bosnie, lui laissait un message sur son répondeur : «Dany, c'est ton anniversaire aujourd'hui, grosses bises.» En octobre 1998, entre deux réunions de campagne pour convaincre les eurosceptiques, il court au cimetière des Batignolles pour jouer avec les «ex», comme Henri Weber, les figurants d'A mort la mort, de Romain Goupil «l'histoire d'une génération qui se retrouve plus souvent aux enterrements que dans les manifs.» «Depuis 1978, il a toujours vu beaucoup de monde», confirme son amie Betty Mialet, qui le fit travailler chez Stock. D'abord, ceux qui, dès le départ, ont milité pour la levée de son interdiction de séjour : «BHL», André Frossard, et surtout André Glucksmann, qui reste son ami. «Dany» rencontre les antinucléaires de l'Hexagone, à défaut de fréquenter les Verts, et demeure le meilleur frère de Gabriel, français, lui, de neuf ans son aîné, créateur du lycée autogéré de Saint-Nazaire. En 1981, avec Félix Guattari et Pierre Bourdieu, il soutient la candidature Coluche. Même si ce père tardif et cet ami des féministes, qui portait il y a encore quelques années son fils Béla dans un foulard sur son dos, en allant travailler, trouve l'artiste «détestable et macho». Lorsqu'il est adjoint au maire de Francfort, chargé des affaires multiculturelles d'une ville qui compte 25% d'étrangers, son Parlement des immigrés, qui voit le jour en 1992, fait à nouveau parler de lui. Il est invité à colloquer dans toute l'Europe, et même jusqu'à Harvard. L'an passé, il reçoit le titre de docteur honoris causa de l'université catholique de Tilburg. Il s'appête à publier chez Grasset Xénophobies, la traduction de son Heimat Babylon (1993) : «Il faut une politique de l'immigration qui ne soit pas une



politique de la naïveté. Je défends la politique de Jospin et de Patrick Weill, qui ont réussi à cicatrifier la plaie de l'immigration. Sur les sans-papiers, en revanche, Jospin a échoué. Il ne comprend pas l'émotion. » Chez les Grünen, auxquels il adhère en 1984, il est forcément du côté des «realos», derrière son ami Joshka. Il prédit dans le Spiegel que «si Oskar Lafontaine devient chancelier, Joshka sera ministre des affaires étrangères». Il a presque tout bon. Puisque l'impossible est possible, sa mission, du coup, devient plus claire : rallier à la raison tous ses copains, toute sa génération. «Dès 68, Dany, c'est le rationnel de la bande», dit Pierre-André Boutang. Sur la guerre du Golfe, il ne prend pas position, au grand dam des Verts français. Il est aussi l'un des premiers à s'engager et militer pour une intervention militaire en Bosnie - seul contre tous, ou presque, chez les écologistes allemands. «Dany a toujours joué ce rôle: semer le doute dans la militance d'extrême gauche», dit Romain Goupil, qu'il retrouve alors à ses côtés. «Y compris pour dire, comme en Algérie, que la réalité est complexe, quand ce mot avait toujours été l'alibi d'un pouvoir passéiste face à nos raisonnements manichéens.» Si, dans le débat entre «éradicateurs» et «dialoguistes», le député Grünen se retrouve plutôt dans le camp de ceux qui veulent tenter de faire entrer le FIS dans le jeu démocratique, il ne refuse jamais la contradiction. «Ce n'est pas un dogmatique», résume Olivier Mongin, qui l'a invité à s'expliquer au mois de mars dans la revue Esprit. «Il joue à merveille les tensions et se retrouve toujours en capacité quasi judiciaire de faire l'arbitre.» «Ma chance, c'est d'avoir été expulsé en 68, réfléchit la tête de liste des Verts. Sinon, j'aurais cherché où aller, qui étaient les plus puissants, des trotsks, des maos, des anars... J'ai été expulsé avant d'être ringardisé, comme une sorte de Jim Morrison en pleine gloire.» «Dany» peut à la fois réunir le parterre des inspecteurs des finances, en juin 1997, à la Fondation Saint-Simon, et discuter sans se faire chahuter avec les cinéastes pétitionnaires, en avril. «Il n'y a pas de politically correctness qui limite son analyse. Il est capable d'aller jusqu'au bout sans faire intervenir ses positions personnelles. Ensuite, bien sûr, il fait de la politique», confirme l'UDF Jean-Louis Bourlanges, qui a créé avec lui et quelques autres députés européens le lobby SOS-Europe. Convaincre, toujours. A Bruxelles, on peut l'apercevoir dans les couloirs avec le député d'extrême droite Jean-Claude Martinez. Pour sa campagne européenne, il a promu son frère «conseiller politique», malgré les dénégations des dirigeants de l'avenue Parmentier. Passé par Génération Ecologie, en 1988, ce militant arrivé chez les Verts sur le tard, avec Noël Mamère, traîne pourtant quelques casseroles sonores depuis que, en 1980, il a défendu (au côté d'Eric Delcroix, avocat de Robert Faurisson, aujourd'hui conseiller régional FN de Picardie), dans Intolérable intolérance, aux éditions de La Vieille Taupe, la liberté de recherche pour les historiens révisionnistes. «Mon frère a toujours été un libertaire radical. Quand on en arrive à un certain niveau de contradictions, on peut trébucher», justifie-t-il. L'Europe vaut aujourd'hui tous les efforts, toutes les messes : «Même si la cathédrale européenne est de Latex, même si elle ressemble à du Calder ou du Tinguely, il s'y est adossé», sourit Bourlanges. Elle vaut tous les pèlerinages dans les campagnes françaises depuis que «Dany» a découvert cet «arc du refus», qui court, dans l'Hexagone, de l'extrême droite aux communistes, mais aussi à l'extrême gauche. «Je suis peut-être un petit peu kitsch sur les bords, mais, moi, l'Europe me fait rêver», dit-il devant les auditoires quinquagénaires auquel il répète, habilement, sans cravate ni portable, qu'il est «un peu ringard.» «Il peut se planter s'il est trop provo ou trop libéral, convient Pierre Moscovici. Mais il connaît bien l'Europe. Il peut tenir un discours euro-enthousiate. A nous de ne pas mener une campagne grise.» Cohn-Bendit n'a peur de personne. «A Séguin qui dit : il faut une Constitution à l'Europe, je dis : Welcome sur notre bateau», lance ce fédéraliste effréné. A la radio, il décline aux auditeurs socialistes sa recette du space-cake au cannabis. «J'avais trouvé la proposition de Rocard sur les 35 heures que le PS avait refusée très intelligente», lance-t-il dans un meeting. Les dirigeants verts tremblent de l'entendre dire aux militants qu'il est favorable à des quotas d'immigration, au SMIC-jeunes, à l'indépendance de la Banque centrale, ou que, avant de défendre Vilvorde, il faut d'abord débattre «de la place de l'automobile dans notre société». Et, quand Alain Krivine l'accuse d'être un «Canada dry» de Mai 68, il répond, du tac au tac : «Il s'est trompé pendant trente ans. Sa dernière connerie, c'est de s'être marié avec Arlette». Discrètement, «Dany» consigne déjà buts marqués et buts encaissés dans un livre d'après-campagne, qui sortira fin 1999. Avec son maillot «68», il continue de jouer au foot tous les samedis avec Joshka, à Francfort, sur le petit stade au pied de la Bundesbank. Le 30 novembre, il déjeunera avec Robert Hue. Le 25, il dînera avec Pierre Bourdieu : les deux hommes réfléchissent à un débat sur ARTE, parce que «Bourdieu en a marre de passer pour un anti-européen, et moi pour un libéral», explique-t-il. Mais la plus belle consécration, ce ne sera pas celle-là. Si seulement Canal Plus pouvait lui offrir cette marionnette que la chaîne refuse encore à son ami Bernard Kouchner... «C'est ma grande revendication, lance-t-il sans rire. Je ne ferai un bon score que si j'ai ma marionnette aux Guignols.» Sans elle, il le sait bien, il ne sera jamais un vrai homme politique Français.

17 novembre 1998..... Enfin, il est revenu. Et le charme opère comme d'un acteur qui se serait fait trop rare. Dany le Rouge, le Vert, ou tout ce que l'on voudra dans l'avalanche commode des qualificatifs de convention, Daniel Cohn-Bendit est de retour. Et d'entrée, ce retour s'annonce explosif, de nature à dynamiter le conventionnel rite politique du pays. Mais qu'a donc ce type que cachent si bien les autres ? Du bagout, de la malice, de la vivacité d'esprit, de l'intelligence à revendre dans la prodigieuse effervescence d'un esprit touche-à-tout ? Peut-être bien en effet. Une présence aussi, celle de l'acteur souvent, du camelot aussi, d'un comédien du siècle, totalement dans son siècle. Daniel Cohn-Bendit est de retour. Et voici un fait qui nous arrange drôlement pour enfin mettre un terme aux tourments familiaux. Notre mémoire générationnelle commençait sérieusement à prendre de la gîte, moquée par une progéniture ingrate et lassée, à juste titre, des rhumatismes soixante-huitards. On avait beau dire, beau faire, les célébrations anniversaires récentes l'ont montré, nous n'arrivions plus à justifier



un passé, une pseudo-révolution, notre jeunesse. C'est cela papy, va yoyoter dans le bac à Gay-Lussac ! Et mets une laine! Pour toutes les moqueries, pour toutes les avanies subies, ne laissant d'autre choix qu'entre le reniement, le cynisme, la course au pouvoir ou le gâtisme babacool, il fallait bien qu'un jour sonne l'heure de la revanche. Qu'enfin vienne le moment où, si l'on voulait bien admettre s'être trompé sur tout, avec constance, du moins que justice soit faite. Cette réhabilitation-là est en marche : en tout cas, on ne s'était pas trompé sur un personnage ! Daniel Cohn-Bendit est vivant ! Alive, dirait-on, en rigolant doucement. Et il l'est tellement qu'on imagine volontiers, à l'avoir vu dimanche soir, sur TF1, crever l'écran gris fin de siècle de nos téléviseurs, que plus un politique, un peu expert, un peu sensé, ne devrait raisonnablement avoir un poil de sec. Surtout à gauche. Rouge, il fut. Vert, il débarque. Comme neuf ! Tout autre et le même. Capable de conjuguer le passé au futur. C'est une force, cela : avoir pris de la bouteille et, en même temps, pas une ride dans la tête. En observant le numéro télévisuel, - car c'en fut un aussi, avec les cabotinages, embrassons-nous Verteville, de la bête écologiste à deux têtes, Dany et Dominique -, en les regardant, un peu comme au spectacle, on a cherché à comprendre ce qui faisait le charme du revenant. En fait, c'est simple et redoutable : il est contemporain, Daniel Cohn-Bendit. Il parle contemporain. Il pense contemporain. Il vit contemporain. Il respire contemporain. Il s'exprime dans une langue de son temps, sur les problèmes de son temps, avec les mots et les idées de son temps. On comprend ce qu'il dit. Et il dit ce qu'il veut, sans précautions ni circonlocutions. On peut être d'accord, pas vraiment d'accord, pas d'accord du tout, il est intelligible, clair, provocateur et séduisant. Une bête de scène politique en somme. Voilà pour la forme, Reste à savoir, maintenant, l'effet produit sur le fond. Les Verts voulaient une tête de liste médiatique : ils l'ont. Avec tous les avantages et les risques du genre. Deux idées clés dominant depuis longtemps l'univers politique de Daniel Cohn-Bendit, Sa haine du communisme d'abord, sa méfiance à l'égard des socialistes ensuite. Avec lui, c'est sûr, la gauche plurielle doit attacher sa ceinture : turbulences en vue.

21 novembre 1998..... Extrait d'interview de François Hollande, Premier secrétaire du PS - Q: Nous observons des différences et des convergences dans la gauche sur l'Europe. N'est-ce pas paradoxal de chercher une synthèse à l'approche des élections européennes et, ensuite, de s'y affronter ? R: Je n'ai pas dit forcément une synthèse, mais qu'au moins sur un certain nombre de principes nous puissions marquer nos convergences. Les élections européennes provoquent la dispersion. La constitution de listes séparées n'est pas anormale même si l'union est toujours préférable. Mais il est nécessaire de faire apparaître des positions communes sur l'Europe et la croissance, l'Europe et l'emploi, l'Europe sociale. Si nous pensons la même chose, pourquoi ne pas le dire ? Q: Les élections européennes apportent une prime à l'atypisme et sont très difficiles pour les partis traditionnels. Comment allez-vous y faire face ? R: Le contexte est différent de tout ce qu'on a connu. La présence de chefs de gouvernement socialistes fait déjà que nos engagements ne seront pas seulement ceux de parlementaires européens voulant peser sur la Commission mais ceux de chefs de gouvernement pouvant eux-mêmes agir au niveau du conseil des ministres européens. L'enjeu va également être modifié car, pour la première fois sans doute, il va y avoir un clivage gauche-droite au sein du Parlement européen. Nous allons faire une campagne sur la base d'un programme commun européen. Tous les socialistes des quinze pays de l'Union vont défendre les mêmes engagements. C'est ainsi que nous pourrions donner un contenu et un enjeu politique à la campagne car nous n'entendons pas laisser un certain nombre de personnes utiliser le débat à des fins ou narcissiques ou de défoulement collectif. Car un scrutin n'est pas fait pour faire plaisir aux candidats mais pour être utile aux électeurs. Q: Les élections européennes ne serviront pas de jauge à la réalité politique des différentes composantes de la majorité plurielle ? R: Non. La seule conséquence de l'élection, c'est combien de députés européens en plus ou en moins pour les uns et pour les autres. Nous, nous espérons en avoir davantage mais cela ne peut pas aboutir à une modification des équilibres au sein du gouvernement, pas plus qu'à une réévaluation des prétentions de ceux qui pensent que ce scrutin a vocation à déterminer leurs exigences pour les élections municipales. Ne confondons pas tout. Q: Compte tenu d'un enjeu européen plus net, comment pourriez-vous ne pas tenir compte des préférences des électeurs entre les propositions des socialistes, des communistes, des Verts ou des Citoyens ? R: Pour renforcer la gauche européenne, je souhaite que l'ensemble des partis de la majorité aient les meilleurs résultats. L'erreur serait de construire une stratégie qui viserait à faire simplement les vase communicants. Ce que nous voulons, c'est déborder et donc prendre aux abstentionnistes et même à droite. Il faut créer une dynamique positive où chacun peut gagner au bénéfice de tous. Q: Si les Verts ont un écho plus important et que le PCF se trouve en déclin, est-ce que ce sera sans effet sur le gouvernement ? R: Un pacte majoritaire se définit au moment des élections législatives. On ne va pas donner à un scrutin un rôle qui n'est pas le sien. Ou alors cela s'appelle du saute-élections : je me présente à une élection pour préparer la prochaine.

21 novembre 1998..... Les ambiguïtés de l' «effet Cohn-Bendit ». Le constat est quasi unanime : le retour flamboyant de Daniel Cohn-Bendit dans le débat politique français constitue un événement réjouissant et vivifiant. Le quinquagénaire, doté d'une jeunesse sinon éternelle, du moins étonnamment résistante à l'épreuve des ans, manie toujours avec maestria l'insolence et l'art du contrepied face aux pouvoirs. Son parler-vrai, dénué de toutes les finasseries tactiques inhérentes à la pratique traditionnelle du discours politique, déconcerte ses adversaires comme ses amis. Cette rhétorique lui assure en revanche la sympathie de nombreux non-spécialistes de la politique, c'est-à-dire de la grande majorité du peuple et même de ceux qui ne partagent pas ses options. Il joue à la fois de l'effet de mémoire et de l'effet d'espoir. Daniel Cohn-Bendit est l'une des rares personnalités n'appartenant pas au monde du spectacle qui s'inscrit dans la mémoire collective de toute une génération. Il est le témoin vivant que l'on a été jeune naguère, dans une époque dont l'éloignement progressif a fait pâlir, comme sur une vieille photo, la plupart des visages, à l'exception du sien. En devenant tête de liste des Verts - la formation politique



française qui donne la plus grande place à l'utopie dans son discours et son action - pour l'élection au Parlement européen, il incarne l'espoir de tous ceux qui n'ont pas renoncé à l'idée de «changer la vie ». A cette double inscription dans le passé et dans l'avenir, phénomène insolite et exceptionnel dans le monde politique français - à l'exception, notable, de Charles de Gaulle -, il faut ajouter que les circonstances l'ont préservé de toute mise à l'épreuve par l'exercice du pouvoir. Même ses fonctions de «délégué aux affaires multiculturelles » de la municipalité de Francfort ne constituaient pas pour lui une prise de responsabilité politique au sens classique : Daniel Cohn-Bendit avait expressément tenu à exercer ces fonctions de manière bénévole, hors du collège des adjoints au maire, se réservant une sorte de laboratoire d'agitation d'idées en marge de la gestion quotidienne. Sa présence au Parlement de Strasbourg lui a permis de transposer dans une enceinte compassée les techniques rhétoriques éprouvées dans le feu des assemblées générales de mai 1968. Mais, là aussi, la question essentielle, celle du pouvoir et de son exercice, était exclue : le Parlement européen n'est pas - pas encore ? - le lieu où s'effectuent les choix déterminants concernant la politique continentale et les hommes qui doivent l'appliquer. En franchissant à nouveau le Rhin, et en se plaçant aux avant-postes de la vie politique française, Daniel Cohn-Bendit franchit une étape décisive et prend le risque d'être confronté à un nouveau défi : être mis en demeure d'appliquer dans le réel les termes de son discours. Et cela d'autant plus que la formation dont il est devenu le porte-drapeau participe à l'exercice du pouvoir. Avec comme handicap d'être par nature dans l'incapacité de pouvoir l'exercer. Si sympathique puisse être l'expression de son identité («Français de naissance, juif par hasard, Allemand par nonchalance »), celle-ci l'exclut de toute participation active à un exécutif français, tant que la législation demeurera ce qu'elle est aujourd'hui. Et c'est là que réside toute l'ambiguïté de l'art de la politique selon Daniel Cohn-Bendit. La noblesse de ce métier qu'il exerce depuis plus de trente ans ne consiste-telle pas à aspirer aux plus hautes fonctions ? A ne pas se dérober quand la démocratie a tranché ? Le choix de Daniel Cohn-Bendit de venir exercer dans l'Hexagone ses talents politiques n'est-il pas, dans une certaine mesure, une fuite devant la prise de responsabilités qui aurait pu lui échoir avec l'arrivée au pouvoir de ses amis Grünen allemands ? A moins que l'on estime que les Allemands, même Verts, se méfient de ceux qui revendiquent une germanité «nonchalante »... Au cours des mois à venir, Daniel Cohn-Bendit va être sollicité pour donner son avis sur tous les sujets qui font l'actualité : l'Europe, l'immigration, le football même, dont il se pique d'être expert. On peut lui faire confiance pour ne pas se dérober à ce questionnement. Ses prises de position pèseront dans le débat, susciteront enchantement ou irritation, en tout cas feront chaque jour un peu plus du leader vert un acteur majeur de la vie politique française. Avec le risque qu'il se retrouve dans la position du fameux castrat italien Farinelli, celui qui portait de sa voix sublime les dames vers l'extase, mais était contraint de se dérober au moment décisif.

22 novembre 1998..... Après des propos désobligeants de M. Rocard sur François Mitterrand, trois questions à Daniel Cohn-Bendit - Q: Tête de liste des Verts pour les prochaines élections européennes, comment réagissez-vous aux déclarations de Michel Rocard sur François Mitterrand ? R: Ses propos montrent que Michel Rocard est un homme blessé, et que sa blessure, qui est profonde, n'est pas cicatrisée. Je me souviens de l'avoir trouvé seul dans le hall d'un hôtel, au soir de la première réunion du nouveau Parlement européen, après la défaite sanglante qu'il avait subie comme tête de liste, en juin 1994. C'est cette solitude qui ressort de ses propos amers. Dans les sphères de pouvoir qu'il a connues, les coups sont très durs. Lui-même n'était pas un enfant de chœur. Cela étant, tout le monde connaissait la haine qui séparait François Mitterrand et Michel Rocard. C'est plutôt sain que cela ressorte aujourd'hui, même si on peut regretter qu'il ne l'ait pas dit avant. C'est une possibilité d'assumer un moment de l'Histoire. Q: Que pensez-vous des réactions qu'ont suscitées ces déclarations au sein du PS ? R: Chacun réagit en fonction de son affect et de sa libido. Les socialistes n'ont jamais fait un bilan collectif, sincère et ouvert des années Mitterrand. Pourquoi François de Grossouvre et Pierre 8érégovoy se sont-ils suicidés ? Comme bilan d'une époque des socialistes au pouvoir, c'est quand même dramatique ! Q: Quel souvenir gardez-vous de François Mitterrand ? R: Je ne l'ai pas connu personnellement, mais c'était un homme politique dont le style ne me plaisait pas beaucoup. Il avait une manière de faire de la politique basée sur les rapports de force, la sincérité passant toujours après le devoir d'efficacité. C'était un fonctionnement en clan, par réseaux d'amis, pas toujours transparent. Par ailleurs, à aucun moment, je n'ai eu le sentiment d'une explication de François Mitterrand sur toutes les histoires de son passé. Je comprends qu'un homme change, mais il faut expliquer comment on évolue.

22 novembre 1998..... Une première réunion du comité de campagne des Verts pour les élections européennes se déroule au secrétariat national. Ce comité, qui se réunira tous les mois, est composé des 15 membres du CE, des 10 premiers de la liste, des 6 députés, de deux ou trois membres de «Chiche ! », de Marie-Christine Blandin, Christian Brett, Daniel Filliol, Pierre Kermen, Raymond Pronier, Mychelle Rieu, d'un représentant Vert du ministère et des salariés du secrétariat national concernés. Jean-Luc Bennahmias assure la direction de la campagne. Jean Dessessard est directeur-adjoint. Gérard Galtier et Dominique Plancke suivent les questions financières. Trois groupes de travail : 1) programme ; 2) communication ; 3) organisation. Environ 400 réunions publiques sont prévues.

25 novembre 1998..... Invitée de LCI, Dominique Voynet met en garde Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, en indiquant qu'il est toujours dangereux de partir trop tôt en campagne électorale. Elle estime qu'il aura du mal à tenir la distance s'il prétend commenter jour après jour la vie politique française. Le même jour, sur RTL, Cohn-Bendit enfonce encore le clou sur les sans-papiers : il assure qu'il ne remet pas en cause la politique globale de l'immigration du gouvernement, mais il demande un infléchissement sur la politique des sans-papiers, pas sur l'ensemble de l'immigration.



26 novembre 1998..... Deux sondages sur les élections européennes, BVA pour «Paris-Match » et CSA pour « l'Evènement du jeudi », donnent respectivement **7% et 9% pour les Verts**, tandis que le PCF est à 8% et 8,5%. Selon les deux sondages, une alliance à droite (RPR-UDF-DL) l'emporterait devant la liste PS.

27 novembre 1998..... Lionel Jospin est critiqué par Daniel Cohn-Bendit. Daniel Cohn-Bendit, dont les appels à régulariser les sans-papiers ont provoqué une tension entre M. Jospin et les Verts, au premier rang desquels Dominique Voynet, multiplie les déclarations dans la presse, à la radio et à la télévision. Dans un entretien publié hier par Le Républicain lorrain, il déclare: «Nous sommes dans une période de gestation, au début d'un processus de déblocage.» La tête de liste des Verts aux élections européennes voit «les choses» bouger «très lentement », mais «parie toujours sur l'intelligence des gens et, donc, sur celle de Lionel Jospin ». Pour M. Cohn-Bendit, il faut «donner des papiers à des gens, pour qu'ils ne forment pas un vivier qui ne profite qu'aux esclavagistes du marché noir.» La veille, M. Cohn-Bendit avait assuré qu'il ne remettait pas «en cause la politique globale» de l'immigration du gouvernement. «Je demande un infléchissement sur la politique des sans-papiers, pas sur l'ensemble de l'immigration », avait-t-il souligné sur RTL. Puis, à nouveau interrogé sur LCI, la tête de liste des Verts a dit: «J'observe avec satisfaction que Lionel Jospin n'a pas influencé Dominique [Voynet] sur le nucléaire et les sans-papiers. »



29 novembre 1998..... Bien qu'absent, pour raison de santé, au Conseil national de son parti, le Mouvement des Citoyens (MDC), Jean-Pierre Chevènement adresse un message qui fait l'unanimité. Son thème essentiel est une charge à boulets rouges contre Daniel Cohn-Bendit et les Verts. Il ne cite pourtant personne mais dénonce certaines prises de position récentes qui nuisent à la compréhension par l'opinion et à l'application par l'administration de la politique gouvernementale pourtant délibérée en commun. Chacun comprend qu'il s'agit de l'affaire de la régularisation des sans-papiers. Le ministre ironise ensuite sur l'idéologie libéralo-libertaire, qui marie une alouette d'esprit libertaire et un cheval de libéralisme. Chacun reconnaît Cohn-Bendit, qualifié par la salle de «radis, rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur », de clown médiatique, de candidat de la commission de Bruxelles.

30 novembre 1998..... Robert Hue (PCF) et Daniel Cohn-Bendit (Verts) se rencontrent pour la première fois à Paris à l'initiative du deuxième. Lors de ce dîner, le secrétaire national du Parti Communiste rappelle à la tête de liste des Verts aux élections européennes que ses déclarations intempestives sont dangereuses pour la gauche plurielle. Les deux hommes devisent cependant avec beaucoup de cordialité et de bons mots. Quelques jours plus tard, Jean-Michel Baylet, président du groupe du Parti Radical de gauche, affirme qu'il n'a pas l'intention de bruncher avec Daniel Cohn-Bendit. « J'ai vraiment l'impression du retour d'un ancien combattant » indique-t-il sur Radio-Shalom à propos de la tête de liste des Verts.

Décembre 1998..... Dans «La lettre des écologistes », le mensuel du MEI, la critique est forte sur la ministre Voynet et les Verts: « L'écologie serait-elle devenu le compost de la gauche ? L'objectif des Verts, une fois parvenus au pouvoir, n'est-il donc que de s'y maintenir ? Le souhait de leur leader est de s'installer dans la durée et de préparer les échéances, on n'ose murmurer : électorales... Les Verts s'inscrivent dans la perspective politique la plus rétrograde : garder le pouvoir. Ces objectifs-là ne sont pas écologistes. (...) L'écologie domestiquée par les Verts et bridée par Jospin ne dérange en rien la logique qui conduit à l'épuisement de la planète et à l'écrasement d'une multitude d'êtres humains. » Et le journal de conclure que c'est au MEI de rendre audible une parole écologiste dans la campagne européenne.

**CH5: Dany et JP Chevènement**

1 décembre 1998..... La gauche se divise toujours sur Daniel Cohn-Bendit et sur les sans-papiers : Robert Hue réclame une régularisation générale des sans-papiers. "Dany" et les sans-papiers. Depuis que la tête de liste des Verts aux élections européennes de juin 1999, à peine adoubé, a demandé «un geste rassembleur» au premier ministre, la polémique ne faiblit pas. Elle provoque même de vifs débats internes : mardi 24 novembre, au bureau national du PCF, Robert Hue a dû rappeler que la ligne du parti était bien de régulariser tous les sans-papiers qui en ont fait la demande, et non une régularisation au cas par cas, comme il l'avait brusquement expliqué après le «sermon» de Lionel Jospin aux Verts, à l'Assemblée nationale. Soucieux de rectifier ce propos, M. Hue a ajusté son discours, devant les jeunes communistes, réunies en congrès, à Gennevilliers, du 27 au 29 novembre, puis, dimanche soir, sur France 3. «Je vois bien que, du côté de Lionel Jospin, il y a une certaine résistance. Honnêtement, j'ai du mal à comprendre. On va fêter le cinquantième anniversaire des droits de l'homme : on ne va pas recevoir des leçons tous les deux ou trois jours de Philippe Seguin ou de Charles Pasqua ». Le dirigeant du PCF a ensuite louvoyé, en expliquant à la fois qu'il y avait "la possibilité de réguler la quasi totalité " des 70 000 personnes ayant déposé des dossiers dans des préfectures, mais que sa démarche ne "visait pas à bousculer Lionel



Jospin". "J'hésite sur le mot 'geste' qui implique l'idée d'une contrainte (...). Je ne veux pas faire la démonstration que Lionel Jospin serait buté". a-t-il lancé à l'adresse de M. Cohn-Bendit. Dans un message lu au conseil national du Mouvement des citoyens, le 29 novembre, Jean-Pierre Chevènement s'est, pour la première fois depuis son accident, exprimé sur sa politique d'immigration. Comme M. Jospin, le ministre de l'intérieur a opposé une fin de non-recevoir aux demandes de ses partenaires de la gauche «plurielle» et a souhaité que, à la veille des élections européennes, «le débat à l'intérieur de la majorité conserve dignité et bonne foi (...), regrettant que le «bon sens» et «un débat honnête» soient «occultés par la perspective de bénéfices, supposés moraux, ou plus prosaïquement électoraux». Et M. Chevènement de dénoncer l'idéologie libéralo-libertaire » de M. Cohn-Bendit, tout à la fois «alouette d'esprit libertaire» et «cheval de libéralisme». «C'est un radis, rouge à l'extérieur, blanc à l'intérieur», a lancé Georges Sarre. Après avoir elle-même mis en garde M. Cohn-Bendit, le 25 novembre, contre les dangers de «partir trop tôt en campagne», Dominique Voynet a poursuivi l'analyse de ses relations avec son acolyte Vert, dimanche, dans «Arrêt sur images», sur la Cinquième. «Je le trouve fascinant, je le trouve émouvant, et d'autant plus dangereux quand même, parce qu'on se fait tous avoir par un tel talent», a-t-elle déclaré. «J'ai envie de continuer cette histoire-là, mais avec beaucoup de prudence». Et de résumer, en citant le Livre de la jungle: «On est tous [devant lui] dans la situation de Mowgli devant Kaa le pithon...

- 2 décembre 1998..... M. Hue et M. Cohn-Bendit mettent leurs désaccords sur la table, avant la campagne des européennes. Le secrétaire nationale du PCF a répondu à l'invitation du député écologiste. Robert Hue et Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, se sont rencontrés pour la première fois lundi 30 novembre à Paris. Lors de ce dîner, le secrétaire national du Parti communiste a rappelé à M. Cohn-Bendit que ses déclarations intempestives étaient dangereuses pour la gauche plurielle. Les deux hommes se sont cependant employés à établir une relation cordiale. Daniel Cohn-Bendit explique pourquoi il est pour l'indépendance de la Banque centrale européenne, Robert Hue pourquoi il est dangereux de «lâcher de la souveraineté». «Dany» reprend Robert quand ce dernier explique qu'il ne tient pas à prendre la tête de la liste communiste pour les élections européennes, puisqu'il lui serait difficile d'aller siéger à Strasbourg: «A Strasbourg ET à Bruxelles, Robert, ne fais pas comme tous les Français qui pensent que l'Europe est seulement en France!» Daniel Cohn-Bendit veut parler de tout. «Vraiment, c'est une bonne chose que la CGT rentre dans la CES», dit le Verts allemand, pour qui le paysage syndical français doit mûrir au plus vite. «Mais dis-moi, Robert, explique-moi comment le PCF est devenu favorable au PACS», demande le député européen. «C'est vrai qu'il y a trente ans, pour le Parti, les pédés étaient des malades», admet Robert Hue, qui met cette heureuse évolution sur le compte de sa «mutation». Et de se laisser aller à raconter qu'il est devenu secrétaire national «par hasard», qu'il n'était pas prévu... L'affaire a duré deux heures. «Il est vraiment très libéral», confie le secrétaire national: «Chaque fois qu'il opérait une dérive libérale verbale, je lui ai sorti une phrase de Marx dédogmatisée.» «Il est vraiment très sympathique», commente Daniel Cohn-Bendit: «Chaque fois qu'il m'a rappelé qu'il était révolutionnaire, je me suis félicité d'être réformiste.»
- 5-6 décembre 98..... A Nairobi, au Kenya, se tient la première conférence eurafricaine des Verts, organisée par la Fédération européenne des partis Verts et la Fédération des partis Verts d'Afrique. Des partis Verts et des ONG venus de vingt-trois pays africains, et plus de deux cent Verts européens et américains ont débattu de désertification, changements climatiques, démocratie, mondialisation, dette, sécurité alimentaire, accords de pêche, Convention de Lomé, etc.
- 6 décembre 1998..... Assemblée générale nationale du MEI à Paris: Elu par ses pairs, Antoine Waechter conduira la liste du MEI lors des élections européennes de juin 1999. Ancienne tête de liste écologiste en 1989, Waechter souhaite faire ticket commun avec l'écologiste Edouard (Teddy) Goldsmith, qu'il connaît depuis 25 ans.
- 10 décembre 1998..... Dany le Rouge vue de droite... L'opposition ne sait pas trop que penser de Cohn-Bendit (DCB). Indolente, insoumise, inquiète, incrédule, la droite ne sait absolument pas sur quel pied danser avec la cavalier vert. VGE regarde l'arrivée de DCB avec nonchalance et a confié à un député UDF: "Nous avons commencé notre carrière à la même époque. Lui dans la rue, moi au pouvoir..." Philippe Seguin ne se laisse pas impressionner par un personnage qu'il méprise: "Au moment où les Verts accèdent au pouvoir à Berlin, les Allemands le mettent à l'écart et c'est nous qui le récupérons. Pour eux les pommes de terre, pour nous les rutabagas! Alain Madelin, lui, éprouve de la sympathie pour "ce libertaire devenu libéral". Le centriste Pierre Méhaignerie prend peur: "Euro-enthousiaste, fédéraliste, anti-communiste primaire, il va attirer les voix de nos jeunes, surtout si Seguin se présente pour l'Alliance". En revanche, F Bayrou ne croit pas du tout au phénomène "Dany". Selon lui, la tête de liste des Verts n'occupera que l'espace électoral du PS. Il parie sur une percée de la liste LO et de la LCR: "les européennes de 1984 avaient donné son essor à l'extrême droite, celles de 1999 lanceront l'extrême gauche, qui constituera une vraie difficulté pour le gouvernement".
- 12 décembre 1998..... CNIR des Verts à Paris: A l'unanimité, les délégués du CNIR votent le texte déposé par le Conseil Exécutif qui synthétise, en les modérant, l'ensemble des motions consacrées au délicat sujet de l'ouverture de deux laboratoires d'enfouissement des déchets nucléaires, décidée trois jours plus tôt par le gouvernement. Conscients qu'on essaie leur faire avaler une couleuvre pas très bio et qu'on leur pose une peau de banane à six mois des élections européennes, les Verts refusent de réclamer la démission du gouvernement de Dominique Voynet. Le texte demande à Voynet d'user de son droit et de sa liberté de parole, comme elle l'a fait récemment avec brio pour les sans-papiers. Le CNIR réaffirme son soutien aux précaires et chômeurs en but à la violence d'Etat et à la judiciaireisation des actions légitimes qu'ils entreprennent, il réaffirme



qu'il est favorable à un revenu social minimum garanti de l'ordre de 75% du Smic, favorable à un revenu d'autonomie pour les moins de 25 ans. Le CNIR demande aux députés Verts de ne pas voter le projet de loi visant à la transposition en droit français de la directive européenne sur l'énergie qui n'est pas acceptable en l'état.

- 18 décembre 1998..... Comment compter les paroles du volubile Cohn-Bendit ? Il sème le trouble. Car la tête de liste des Vertes aux élections européennes pose un cas inédit au corpus réglementaire du CSA : comment décompter le temps de parole d'un député européen Grünen - les Verts allemands - qui n'est pas membre d'un parti politique français? L'affaire n'est pas simple. Hors période électorale, la règle dite des trois tiers veut en effet que le temps de parole des responsables politiques se répartisse équitablement entre majorité, gouvernement et opposition. Or la majorité est plurielle. Le CSA ne prévoit pas d'ultime partage en son sein, tout le monde est censé représenter tout le monde. D'où quelques énervements des plus petits membres de la coalition. Le PRG (Radicaux de gauche), le MDC (Mouvement des Citoyens), sont-ils à la même hauteur que PS, PCF ou Verts ? Et voilà qu'au printemps, Daniel Cohn-Bendit commence sa "réinsertion" dans le paysage politique français. «Dany» est bientôt partout à la télé ou ailleurs dans l'été. L'instance de régulation de l'audiovisuel réalise alors avec horreur que les bons mots et petites phrases de « Dany» n'ont pas été décomptés, puisque le député allemand n'est pas membre d'un parti politique français. Cinq mois à l'œil, en somme, pour «Dany» et ses camarades Verts. Soucieux de sortir discrètement de cette zone de non-droit, le CSA contacte le parti de Mme Voynet et décide que « Dany» est Vert, puisque les Grünen sont membres de la Fédération des partis verts européens. Depuis le 13 novembre, les vibrants plaidoyers de Daniel Cohn-Bendit pour l'Europe ou ses critiques contre le gouvernement sont donc bien décomptés dans le budget-temps de la majorité. Et pour un bon petit moment encore puisque, selon les règles du CSA, on n'entrera dans le régime du «temps lié à l'élection» que «deux ou trois mois» avant le scrutin du 17 juin 1999. Heureusement pour Lionel Jospin, «Dany» vient de partir trois semaines en vacances.
- 18 décembre 1998..... Pour le Congrès des Verts européens qui aura lieu fin février 1999, le CNIR a décidé : \* La délégation représentant la France sera composée de 10 membres du CNIR (5 hommes, 5 femmes, élus par le CNIR), \* + six responsables de commissions thématiques (3 hommes, 3 femmes adoptés par le CE), \* + quatre membres du CE désignés par le CE, \* + quatre membres de la liste aux élections européennes (2 hommes, 2 femmes, désignés parmi les 15 premiers). La liste des congressistes sera arrêtée au CNIR fin janvier.
- 24 décembre 1998..... Sondage BVA : 11% des sondés passeraient le réveillon avec Daniel Cohn-Bendit, 10% avec Dominique Voynet. Pour les européennes, liste LO-LCR à 6%, liste PCF à 9%, liste PS divers gauche à 26%, liste des **Verts à 8%**, une autre liste écolo à 2%, liste RPR-UDF à 30%, liste MPF (Pasqua-De Villiers) 9%, liste FN à 10%.
- 27 décembre 1998..... Sur Canal Plus, Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, continue de réclamer la régularisation de tous les immigrés clandestins qui ont déposé des demandes de régularisation dans les préfectures. Constat est fait en cette fin d'année que les médias s'arrachent le député des Grünen, qui voudrait débattre avec tout le monde, mais que les politiques le fuient pour sa verve et son départ prématuré en campagne électorale.
- 30 décembre 1998..... La gauche élabore son petit abécédaire de l'anti-Cohn-Bendit : Il est déjà devenu leur bête noire, parce qu'il est parti en campagne trop tôt, c'est-à-dire avant eux, parce qu'il parle trop "vert" des sujets qui fâchent ou de la rigidité du premier ministre. "A force d'avoir un avis sur tout, sauf sur l'Europe, on adopte vite la panoplie du donneur de leçon" a craqué François Hollande (premier secrétaire du PS). Moins l'on parle de Dany, mieux ça vaut pour le PS. Lionel Jospin, cependant, lui trouve "l'air plutôt sympathique, il a ce qu'on appelle le bagout". Jack Lang est d'accord et le "considère comme un allié, pas un adversaire". Mais au PS, on craint que les Verts prennent des voix à la liste officielle. Des journalistes de gauche trouvent que le rebelle est devenu "le candidat du journalisme de marché, des décideurs de la seule politique possible". Même son combat en faveur de la régularisation des sans-papiers ne lui vaut pas reconnaissance. A "Rouge", hebdomadaire de la LCR, on décortique longuement les livres de Dany. L'ancien 68tard est devenu "capitaliste" et veut privatiser les services (téléphone, rail, électricité). Même au sein des Verts, Cochet ou Lipietz le trouvent "incontrôlable". Dominique Voynet dit qu' "il est fascinant, émouvant et d'autant dangereux" et s'affirme jalouse de son talent.
- Janvier 1999..... La liste MEI (Mouvement Ecologiste Indépendant) menée par Antoine Waechter : C'est parti ! Notre liste a vocation à porter le message d'une écologie indépendante, libre de toutes les audaces, et notamment de briser le consensus qui consiste à faire de l'économie la seule lecture du monde. Face à la crise écologique planétaire, au recul de la nature sur notre continent densément peuplé, aux poussées de barbarie de part et d'autre de la Méditerranée... il nous appartient de proposer un sens et une perspective désirables à l'évolution contemporaine. L'Europe n'est pas une fin en soi. un rêve d'empire qui se réaliserait par la voie démocratique. La Communauté est le moyen de dépasser l'incapacité de chaque pays à relever isolément ces défis. Encore faut-il que cet outil serve cette ambition. Dans cette tâche, nous pouvons compter sur le soutien actif d'Edouard Goldsmith, une figure de proue de l'écologie internationale. Je connais Teddy depuis 25 ans, depuis ce jour de janvier 1973 où il vint présenter à Mulhouse son plan pour la survie et soutenir la naissance d'Écologie et Survie, le premier mouvement d'écologie politique, dont je conduisais la première campagne électorale. Il considère la mondialisation de l'économie comme la première cause d'un éventuel collapsus planétaire et plaide pour le développement d'économies locales. Ses nombreux voyages sur les cinq continents lui inspirent un diagnostic pessimiste de l'avenir de l'Humanité... si rien ne change. Depuis 30 ans, il se bat pour que les gouvernements agissent face aux changements



climatiques, à l'effondrement de la biodiversité et à la rupture des liens sociaux. Associant une vision planétaire et radicale à l'expérience du terrain local, mobilisant nos élus, nos réseaux et nos groupes, se faisant l'écho des associations avec lesquelles nous travaillons, nous donnerons aux électeurs la possibilité de voter pour la Terre et leur quotidien. Notre objectif est de bousculer le jeu politique, pour donner à l'Europe une ambition écologiste.

1 janvier 1999..... L'Euro devient la monnaie unique pour onze pays membres de l'Union européenne dont la RFA, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal. Le Royaume-Uni, la Suède, le Danemark n'ont pas voulu suivre.

4 janvier 1999..... Dany Cohn-Bendit : "Je suis pour des politiques de développement Nord/Sud et Est/Ouest, donc de régulation des flux migratoires pour que ces pays ne se vident pas de leurs élites au profit des pays du Nord. Q: Tu te dis "libéral". C'est pour draguer à droite ? R: Je ne drague personne ! Le mot "libéral" a plusieurs sens. Pour moi, c'est d'abord le contraire d' "autoritaire". J'ai reçu - et j'espère donner à mon fils - une éducation libérale, contre l'ordre moral des conservateurs, pour les libertés individuelles. C'est le sens de mes prises de position sur les drogues ou le Pacte civil de solidarité (PACS), par exemple. Second sens anti-autoritaire que j'utilise: le libéralisme politique. C'est une des bases de nos institutions démocratiques ; contre l'arbitraire des systèmes à parti unique, pour le parlementarisme, le multipartisme, l'Etat de droit et l'indépendance de la justice. Et quand ce libéralisme politique n'est pas jacobin, cela donne, pour l'Europe, nos propositions de fédéralisme. Q: Mais la droite française utilise le mot "libéral" pour prôner l'économie de marché ! R: Mais aujourd'hui, à part Arlette, tout le monde accepte l'économie de marché, la gauche traditionnelle comme Les Verts ! La différence avec les libéraux ne porte pas là-dessus ! Elle porte sur la régulation nécessaire pour structurer et organiser cette économie de marché : la régulation des marchés financiers par la taxe Tobin, la régulation des marchés du travail par les législations sociales, la régulation du marché des marchandises et des services par des sociotaxes et des écotaxes. Les libéraux sont contre toutes ces régulations, pas moi, pas nous ! Sur les drogues, les libéraux, de fait, sont pour laisser agir la Mafia. Pas moi : je défend une régulation du marché du "hasch" et une distribution médicalisée de l'héroïne ! Sur l'immigration, les libéraux, s'ils étaient logiques avec eux-mêmes, devraient être pour l'ouverture des frontières aux personnes comme aux marchandises; pas moi : je suis pour des politiques de codéveloppement Nord/Sud et Est/Ouest, donc de régulation des flux migratoires pour que ces pays ne se vident pas de leurs élites au profit des pays du Nord ! Or le seul espace réaliste pour édifier tout cela, ce n'est pas l'Etat-nation - trop petit et trop facilement contournable -, c'est l'Europe ! Q: Malgré tes explications, il y a un décalage entre ce que tu exprimes et la façon dont c'est perçu par les Verts, la gauche et, plus largement, la population. R: C'est la rançon d'un héritage jacobin qu'il nous faut réussir à surmonter ! En France, on a du mal à se défaire de l'idéologie de l'État-patron-planificateur. Chaque fois que j'avance quelque chose contre, qui ressemble à ce que dit la droite libérale, on me taxe de libéralisme ! Par exemple sur l'indépendance des banques centrales ou sur les services publics. Quand je dis que je suis pour qu'il y ait des secteurs où la puissance publique intervienne par un cahier des charges précis et contraignant, on m'applaudit. Si j'ajoute que je ne suis pas persuadé que l'Etat doit toujours gérer ces services lui-même, on m'accuse de libéralisme ! Et les régions, là-dessus, elles existent pour des prunes ? Q: On va glisser du libéralisme à la culture, tu abordes publiquement la culture et tiens à en faire un axe de campagne à part entière. R: Le projet européen que nous défendons a fondamentalement une dimension culturelle. Ce qui fait la richesse de l'Europe, c'est justement sa richesse culturelle, dans ses traditions et dans ses formes d'expression modernes. Le projet européen des Verts est à l'avant-garde. Nous défendons la multiculturalité européenne. Je crois que c'est quelque chose d'essentiel. Il s'agit bien de montrer que cette multiculturalité s'appuie aussi bien sur la diversité que sur l'unité qu'on appelle Europe. Oui, défendre le projet culturel européen, c'est défendre les différences à l'intérieur de l'Europe et en même temps l'unité dans ces différences. Concrètement, il faut poser le problème du cinéma aussi bien que celui de la musique ou de la littérature, des traductions, des langues majoritaires et minoritaires, etc. Cela peut se faire à travers des revendications comme, par exemple, la défense de l'exception culturelle européenne au niveau de l'Organisation mondiale du commerce. Car c'est bien la culture qui cimenterait l'unité européenne. Q: Si tout va bien, dans quelques mois, tu devrais être réélu député Vert européen, qu'est ce que ça changera pour toi, d'être élu par les Français après l'avoir été par les Allemands ? R: La différence, c'est que j'aurai encore davantage les deux pieds dans milieux différents. Je jouerai donc encore plus le rôle d'une passerelle. Je serai davantage présent en France, et toujours présent en Allemagne, pour justement permettre une articulation commune au niveau européen. Q: Et quels sont tes souhaits pour l'année qui vient ? R: À part un bon résultat pour Les Verts, mes vœux pour la nouvelle année, c'est qu'effectivement cette campagne européenne nous permette de faire vraiment avancer l'Europe vers le chemin de la sortie du nucléaire

5 et 6 janvier 99..... Le parquet de Francfort (Allemagne) avait l'intention de demander la levée de l'immunité parlementaire du député européen Daniel Cohn-Bendit. Une information judiciaire est en effet actuellement en cours contre lui pour avoir aidé financièrement Hans-Joachim Klein, un complice présumé du terroriste Carlos, arrêté en France début septembre. Finalement, le parquet de Francfort ne demandera la levée ou pas de l'immunité parlementaire de Cohn-Bendit qu'après l'extradition effective de la France vers l'Allemagne de l'ex-terroriste.

6 janvier 1999..... Dans un entretien accordé à Libération, la tête de liste des Verts aux élections européennes, Daniel Cohn-Bendit affirme que l'accusation d'être un libéral-libertaire ne le touche pas. « Au contraire, indique-t-il, je le revendique ». Evoquant le droit de grève, il estime qu'il faut trouver un équilibre entre la position légitime des salariés attachés au droit de



grève et celle, aussi légitime, des consommateurs. Il ajoute que, de prime abord, il serait pour moins de luttes corporatistes et sectorielles, et pour plus de revendications fondamentales. A propos de la flexibilité du travail, le député européen déplore que, étant donné la faiblesse syndicale en France, ce mot évoque tout de suite le terrorisme patronal, alors que, selon lui, une flexibilité contrôlée et négociée peut apporter aussi bien aux salariés qu'aux entreprises. Interrogé sur le gouvernement de Lionel Jospin, il déclare que l'audace face à l'urgence, voilà ce qui lui manque. L'urgence, c'est l'émotion.

- 8 janvier 1999..... Daniel Cohn-Bendit présente ses vœux à la presse, en compagnie de ses colistiers. Il se déclare, à propos de Jean-Pierre Chevènement convalescent, tout à fait favorable à une politique de la sécurité. «Je suis pour un ordre dans la société, dit-il, mais même l'intelligence immense et grandiose de Jean-Pierre Chevènement ne fera pas reculer l'insécurité si on n'a pas une approche globale ». «Il faut arrêter de se mentir : toute politique de changement dans les quartiers, c'est une politique de changement en matière de drogue », ajoute-il, soulignant l'intérêt du rapport remis à Lionel Jospin par Nicole Mastracci, présidente de la mission interministérielle de lutte contre la drogue. \* Un livre : Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux européennes, discute de son programme avec des jeunes dans un livre intitulé "Sois jeune et tais-toi !", à paraître en février dans la collection à 10 francs de L'Esprit frappeur, tiré à 30 000 exemplaires.
- 9 janvier 1999..... Marc Gicquel, ancien membre du Collège Exécutif des Verts et un des quatre premiers élus régionaux écologiste (en 1986), vient de démissionner avec une douzaine d'autres adhérents de la Sarthe (anciens d'Anjou Ecologie Autogestion) dont Monique Ballard, afin de dénoncer la dérive provoquée par la candidature de Cohn-Bendit aux élections européennes et par la présence de Dominique Voynet au gouvernement. Ils rallient les Alternatifs.
- 10 janvier 1999..... Invité de l'émission «Public » sur TF1, Jean-Pierre Chevènement se livre à une attaque en règle de Daniel Cohn-Bendit. Pour le président du MDC, le chef de file des Verts aux élections européennes vaut la peine d'être combattu et constitue un élément de déstabilisation pour la majorité gouvernementale. «Les Verts ont choisi d'aller chercher Cohn-Bendit en Allemagne pour essayer de faire des voix. C'est un aveu de faiblesse de leur part. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne chose pour Dominique Voynet. Enfin, ce sont ses affaires, ce ne sont pas les miennes. Et puis ensuite, ils voudront des députés, etc...Compte tenu de l'orientation de leur campagne, c'est quand même un élément de déstabilisation de la majorité. Ce qui m'exaspère chez Cohn-Bendit ? Son conformisme. Qu'est-ce que vous voulez, c'est quelqu'un qui est passé de l'anarchisme au libéralisme ». Le souhait de Chevènement est la réalisation d'une seule liste majoritaire pour les européennes alliant le PS, le PCF, le Parti radical de gauche et le MDC, donc sans les Verts. Quelques heures plus tard sur FR3, Dominique Voynet réagit en s'amusant des paroles de Chevènement : « Il m'arrive de le souhaiter : en termes d'arithmétique électorale, il n'y aurait pas de plus beau scénario ! Cette idée relève du TSCB, tout sauf Cohn-Bendit. Cela montre à quel point le souffle d'air frais qu'il apporte soulève l'enthousiasme, mais aussi suscite l'inquiétude et l'appréhension des autres forces politiques qui voient la campagne européenne comme un mauvais exercice. Pour certains, Cohn-Bendit est trop jeune, pour d'autres, c'est un revenant de Mai 1968. Pour certains, il est trop libéral, pour d'autres, trop gauchiste. Pour moi, il est juste bien ». A la fin, elle termine en affirmant qu'entre JP Chevènement et elle, tous deux franco-comtois, il y a peut-être un problème de culture politique et de génération.
- 11 janvier 1999..... Beaucoup de réactions aux propos de Jean-Pierre Chevènement de la veille. La proposition du leader du MDC de constituer une liste PS, PCF, MDC et MRG pour les élections européennes est accueillie à gauche avec beaucoup de scepticisme et peu d'intérêt. Mais ce sont surtout les critiques envers Daniel Cohn-Bendit qui sont estimées hors de propos et dérangeantes. Noël Mamère, sur France Inter, juge que Chevènement accable les Verts toujours des mêmes florilèges de mots un peu ringards. «Désormais, il en rajoute un peu plus : Dimanche, quand il a évoqué Daniel Cohn-Bendit, j'ai cru entendre Georges Marchais » dit-il, puis il met en garde les socialistes : «Si le PS veut se servir de Chevènement comme de son cheval de Troie pour régler son compte aux Verts, c'est un mauvais calcul. Cela risque de détourner un certain nombre d'électeurs socialistes vers Daniel Cohn-Bendit ».
- 14 janvier 1999..... Daniel Cohn-Bendit fait son premier meeting de la campagne européenne à Villepinte (Seine-St-Denis). Il règle ses comptes avec Jean-Pierre Chevènement : «Pour lui, l'Europe est un conglomerat des nations, et, pour moi, l'Europe, c'est autre chose, c'est la naissance d'une nouvelle institution politique capable de mieux protéger les citoyens des pays qui constituent l'Europe, un pas vers un type de fédéralisme ». Pour la tête de liste des Verts, l'Europe est une chance extraordinaire car elle va permettre de comparer l'efficacité des politiques sécuritaires. Il faut que les ministres français sortent de leurs donjons et aillent voir ce qui se passe ailleurs en Europe. Cohn-Bendit répond ensuite aux reproches sur son prétendu «libéralisme ». Il rappelle ses luttes en 1968 contre Madelin et d'autres libéraux. Au moment des questions du public, Cohn-Bendit se voit reprocher un discours qui manque de concret dans un département où le FN fait des scores de 30%. Le discours sur la dépénalisation de la drogue passe mal aussi dans un département où les quartiers sont gangrénés par les fournisseurs.
- 19 janvier 1999..... Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes, est mal accueilli à la Hague et à Cherbourg. Accompagné de Noël Mamère, Didier Anger et Marie-Anne Isler-Béguin, il est injurié, conspué, bousculé et des œufs et de la terre sont jetés sur le groupe par des ouvriers de La Hague inquiets pour leurs emplois après les décisions allemandes. La réunion publique du soir à Cherbourg est annulée après des menaces de coupures d'électricité. Aucune désapprobation de la part des autres composantes de la gauche plurielle. La CFDT de Basse-Normandie parle de pratiques inadmissibles, de climat de violence inacceptable dans une démocratie moderne. Krivine et la LCR soutiennent Daniel



Cohn-Bendit dans cette épreuve. Pour sa part, la CGT Cogéma préfère parler de non-événement.

- 21-25 janvier 99..... La polémique entre Daniel Cohn-Bendit (Verts) et Jean-Pierre Chevènement (MDC) fait rage. Daniel Cohn-Bendit évoque le passé de dirigeant du club socialiste-patrotique «Patrie et Progrès » de la part de Chevènement, sous-entendant que celui-ci était partisan de l'Algérie française dans sa jeunesse. Chevènement aurait ranimé de vieux relents de la France profonde reposant sur l'antisémitisme et la xénophobie en faisant des phrases douteuses sur une chaîne privée de télévision. Bruno Mégret (FN) promet de faire disparaître les mauvais jeux de mots dans le jeu politique, puis il ajoute avec humour «**Cohn-Bendit était rouge en 68, s'il est vert aujourd'hui, une chose est sûre, ses électeurs seront marrons demain** ».
- 23 janvier 1999..... Daniel Cohn-Bendit apostrophe le ministre de l'intérieur : Après les affrontements de la Hague (Manche), mardi 19 janvier, Daniel Cohn-Bendit a repris, jeudi 21 à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), le cours d'une campagne électorale dont le programme, à six mois du scrutin, est déjà chargé. Saint-Nazaire est la ville de Gabriel Cohn-Bendit, que tout le monde ici appelle "Gaby", le frère aîné qui s'est battu pendant deux ans pour «réintroduire dans la vie politique française» son cadet et qui le conseille dans sa campagne. «Vieux libertaire anar» reconnaissant avoir «évolué vers le réformisme », «Gaby» se heurte localement aux mêmes réactions que son frère, dont il partage le regard vif, le verbe haut et la parole sans fard. Ses relations avec Joël Batteux, le maire de Saint-Nazaire, proche de Jean-Pierre Chevènement, sont «épouvantables depuis tout le temps, car nous sommes vraiment aux deux extrêmes de la gauche plurielle.» Les copains syndicalistes des Chantiers de l'Atlantique n'ont pas osé franchir le mur médiatique pour recevoir celui qui, en mai 1968, avait déjà trouvé porte close devant la grande entreprise nazairienne. En revanche, pour montrer que «Dany» peut parfaitement s'entendre avec un syndicaliste CGT, son frère avait l'homme de la situation en la personne de Gilles Denigot. Secrétaire du syndicat des dockers de Saint-Nazaire. M. Denigot prône un «syndicalisme de proposition », en totale rupture - jusqu'ici - avec sa confédération. Habitué, lui aussi, aux confrontations musclées, M. Denigot n'a d'ailleurs pas caché son admiration en accueillant Daniel Cohn-Bendit : «Nous, à Saint-Nazaire, on en a pris plein la gueule, lui a-t-il dit, mais alors toi, à la Hague, chapeau ! Je ne sais pas comment tu as fait pour garder ton calme. » Souriant comme toujours, Daniel Cohn-Bendit ne s'en dit pas moins «furieux contre les responsables politiques qui instrumentalisent une peur compréhensible des restructurations pour mettre sur le même pied les risques de fermeture de l'industrie nucléaire et ceux des autres industries, alors qu'ils savent parfaitement qu'on ne peut fermer une centrale nucléaire ou la Hague comme ça.» Même fermé, le soir en meeting, face aux attaques nationalistes subies ces derniers jours: «jouer la carte de la xénophobie anti-boche à l'occasion d'une élection européenne est un scandale et une honte. Je demande une fois pour toutes au ministre de l'intérieur de choisir s'il rejoint Pasqua et Villiers ou s'il reste dans le camp de la gauche plurielle. »
- 27 janvier 1999..... Daniel Cohn-Bendit sous le feu des chasseurs et des chevènementistes : Sur un petit bristol aux armes de Saint-Amand-les-Eaux, Alain Bocquet (PCF) avait laissé un mot à «mon cher Dany». Tenu d'assister à une réunion à Paris, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale ne pouvait pas, lundi 25 janvier, accueillir la tête de liste des Verts aux élections européennes dans sa «bonne ville». La délégation a été reçue dans un club-bouse de la forêt de Saint-Amand par un adjoint du maire pour un «pot de l'amitié ». Daniel Cohn-Bendit en est reparti avec un panier plein de gaufres flamandes, de tripes du Valenciennois et les «amitiés » d'Alain Bocquet. Le soir, à Valenciennes, M. Cohn-Bendit «faisait » sa première fac. Depuis les incidents de la Hague (19 janvier), le candidat des Verts est entouré de policiers en civil et de vigiles privés. A l'entrée de l'amphithéâtre, des militants du parti de Jean-Pierre Chevènement ont déposé des tracts : «Le MDC, courageuse avant-garde républicaine, maintient, dans la mêlée confuse qui résulte du règne de l'instant et de l'émotion-spectacle, une conception de la politique fondée sur le débat argumenté et la rectitude des comportements », dit le dépliant. Le député européen va prendre la parole devant six cents étudiants et leurs parents quand des chasseurs se mettent à hurler et à siffler. Une centaine d'entre eux s'étaient massés à la porte de la faculté, avec des sacs de plastique plein d'œufs et d'avocats pourris. Les gendarmes mobiles ont laissé passer les «meneurs ». «Je suis français, je ne veux pas d'un Allemand qui vienne m'emmerder, prévient Alex Barbeau, adjoint au maire d'Arleux et président de la Société de chasse des hutteurs de la vallée de la Sensée. C'est un personnage indésirable en France. » Par terre, des tracts d'un «comité des chasseurs en colère» dénoncent l'«escroc» qui «n'a pas de nationalité, celui qui a été refoulé d'Allemagne, celui qui n'a toujours pas choisi sa patrie ». «Allez, dit M. Cohn-Bendit, prenez le micro pour qu'enfin nous puissions vous comprendre et qu'avec mes humbles moyens je puisse vous répondre ;» Max Ruis, président des chasseurs côtiers du domaine public maritime du Nord, se fait le porte-voix des chasseurs en colère. «La migration ne se fait pas au mois de février comme vous, Messieurs les écolos, vous le prétendez, explique-t-il. En 1968, il a foutu le bordel en France. Et il recommence !» M. Cohn-Bendit : «Le problème que nous avons ensemble, camarades chasseurs, c'est que tous les hommes politiques qui ont voté pour la loi du juillet 1998 sur la chasse savaient qu'ils étaient des opportunistes, que cette loi n'avait aucune valeur face aux directives européennes. » Après le départ des chasseurs, le député européen commente la situation à gauche. «C'est normal que, dans une majorité, il y ait des bisbilles », dit-il. «Mais M. Chevènement ? », demande une spectatrice. «Ah! si M. Jospin a besoin de M. Chevènement... je laisse les partouzes se faire entre qui veut. » Au premier rang, Guy Hascoët, député (Verts) du Nord, pâlit. Le lendemain, à Paris, c'est lui qui retrouvera ses collègues pour la traditionnelle réunion du groupe Radical, Citoyen et Vert.
- 28 janvier 1999..... Sondage Européennes «Paris-Match - BVA » : La liste LO-LCR est estimée à 5,5%, la liste PCF à 9%, la



liste PS-divers gauche à 27%, la **liste Verte conduite par D. Cohn-Bendit est à 8,5%**, une autre liste écologiste éventuelle plus indépendante à 2%, la liste RPR-UDF à 25%, la liste Pasqua-De Villiers à 9,5%, une liste FN Bruno Mégret à 4,5%, une liste FN JM Le Pen à 9%.

29 janvier 1999..... Marie-Anne Isler-Béguin, deuxième de la liste européenne, est en campagne sur le littoral picard. Les chasseurs au gibier d'eau ont publié la veille un communiqué annonçant en substance qu'ils ne répondent pas de ce qui risque de se produire. La délégation des Verts, composée d'une douzaine de personnes, entourée par trente gardes mobiles, se retrouve face à deux cent chasseurs en colère. Jets d'œufs, de galets, menaces, injures racistes et sexistes, bosses, saignements... Tous les locaux réservés pour des réunions se sont retrouvés fermés, mais les meetings se sont tenus sur des parkings extérieurs.

30-31 janvier 99..... CNIR des Verts à Paris : Le secrétaire national des Verts, Jean-Luc Bennahmias, réitère son souhait de rencontres régulières entre les formations de la majorité, tout en constatant que sa démarche reste sans succès, sans doute parce que certains ne veulent pas voir les Verts prendre la même place que d'autres partenaires de la majorité. Bennahmias indique aussi que les Verts sont disponibles pour des réunions sur l'Europe, souhaitées dès juillet par le PS, mais qui ne semblent curieusement plus d'actualité sans doute parce qu'y planerait l'ombre de Dany. La veille, lors d'une rencontre avec le numéro 2 du PS, Bennahmias avait rappelé le souhait des Verts de la mise en place d'une forte dose de proportionnelle pour les élections législatives de 2002, ainsi que des listes uniques de la gauche aux élections municipales de 2001. Les Verts revendiquent la tête de liste dans une quinzaine de villes de plus de 20.000 habitants. Le CNIR adopte à l'unanimité le programme des Verts pour les élections européennes, puis il organise la liste européenne, son ordonnancement et ses postes d'ouverture. Enfin, les délégués officiels au prochain Congrès des Verts européens à Paris sont élus.

4 février 1999..... Point de vue de Daniel Cohn-Bendit : "Changer la France pour construire l'Europe". Mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit s'est achevée sur un formidable espoir : l'euro. Les campagnes de publicité gouvernementales et bancaires nous l'annonçaient le 1er janvier, un cap historique allait être franchi. Bien sûr, on avait quelques appréhensions quant à la capacité des uns et des autres à s'adapter. Mais on touchait du doigt l'unification de l'Europe : une seule monnaie allait nous permettre de passer d'un pays à l'autre avec les mêmes billets et la même visibilité des prix. Jamais, dans l'Histoire, autant de pays ne s'étaient unis de leur plein gré pour opérer un tel bouleversement. Et puis, dès le lundi suivant, il a bien fallu constater que rien n'avait changé. Nous vivions toujours en francs. Rajouter les prix en euros n'avait servi à rien. Quelques jours avaient suffi pour ne voir que les francs sur les étiquettes des grands magasins. Excepté les cours de la Bourse sur France-Info et les «X francs, Y euros» du Monde, l'euro n'était qu'un mirage ou la mauvaise plaisanterie d'un 1er avril en avance. La nouvelle Europe serait-elle une illusion ? L'Europe unie, unifiée par sa monnaie, une plaisanterie ? Pas de grand dessein pour le quotidien des Européens ? Bref, retour à la case départ. Le chômage ? Ça va mieux : moins 150 000 chômeurs en 1998. A ce rythme, plus que vingt ans pour passer sous la barre du million ! L'école ? Après la réforme des lycées, après celle des collèges, on nous présente la réforme des écoles primaires. Dans dix ans, ce sera génial, on aura même envie d'y retourner ! En attendant, les enseignants ont toutes les raisons de faire grève., Mais qu'est-ce qu'on fait de nos gosses pendant ce temps-là ? Retour aux limites de l'Hexagone. Retour à l'étroit, au gris, retour au connu. L'euro, l'Europe, ce n'est pas pour nous. C'est pour les happy few que la télé nous montre en coup de vent dans les salles de marché. C'est pour ceux d'en haut, ceux qui vivent comme s'ils étaient américains. Pas pour les lambda. Quelle tristesse ! Décevoir à ce point en ayant appâté, inquiété mais aussi proposé enfin quelque chose de nouveau, qui vienne de l'Europe et nous touche dans la vie quotidienne, nous oblige à nous réveiller, à nous ébrouer après des années d'engourdissement, à nous sentir pour la première fois européens. Les leçons à tirer de cette mauvaise farce ? Tout d'abord, on s'est aperçu que c'étaient les dirigeants qui étaient en retard et non pas les citoyens. Ensuite, on a ressenti pour la première fois qu'on avait besoin d'Europe pour retrouver moral et dynamisme. Enfin, il est apparu clairement que seule une Europe unifiée peut donner de l'oxygène aux pays qui, chacun de leur côté, s'essouffent depuis des années. Chaque Européen - ou presque - sent bien que son pays tourne en rond dans son coin, de malaise en réforme avortée. Chaque Européen sent bien qu'il est désormais impossible de réformer les pays indépendamment les uns des autres, surtout sous l'emprise d'un «pacte de stabilité» qui vise à empêcher le retour de la fièvre inflationniste alors que nous sommes en hypothermie déflationniste. Que faire ? Ou nous inventons un modèle de réforme européen ou nous appliquons celui des Etats-Unis, celui de l'époque Reagan-Thatcher. Et là, ce seront encore les lambda qui en pâtiront... ! Et si, en attendant l'euro de 2002, nous nous lançons dans l'unification européenne par quelques chantiers volontaristes et



ambitieux qui changeraient notre vie ? Un réseau européen de trains à grande vitesse pour passagers et pour fret. Une politique d'aménagement des zones urbaines qui, au travers de la réorganisation des implantations des logements sociaux et des infrastructures des transports en commun, nous évite la constitution de ghettos à l'américaine et le développement d'une sécurité des personnes reposant sur une police de choc. Enfin, l'unification territoriale de l'Europe, celle-ci passant par l'adhésion des pays de l'autre côté du mur, qui, comme les anciennes dictatures (Espagne, Portugal, Grèce), n'ont d'avenir démocratique, et nous avec, que dans l'Europe unie. Et qu'on ne nous fasse pas le coup du «comment allez-vous financer tout cela ? ». Rappelez-nous donc combien nous coûte et, surtout, combien va nous coûter une politique nucléaire sans avenir ? Un pays qui entendrait mener seul cette politique ambitieuse se heurterait rapidement aux contraintes du «pacte de stabilité». Mais le lancement réussi de la monnaie unique crée les conditions adéquates pour contourner cette disposition du traité d'Amsterdam. Le choix des banques centrales des cinq continents de convertir une part importante de leurs réserves monétaires en euros signifie que la prime de risque est faible et permet donc d'emprunter en euros à bon marché. Parallèlement, la solidité de l'Euroland, attestée durant la crise internationale de l'été dernier, et la force de ses réserves en devises (cinq fois supérieures à celles des Etats-Unis d'Amérique) permettent à l'Union européenne d'adosser facilement des emprunts à sa nouvelle monnaie. L'Europe est dans la meilleure des positions: celle d'emprunter à long terme à bon marché. Cet emprunt européen, visant à financer des grands travaux qui épauleront une croissance trop molle, doit obéir à trois règles d'équité : - les générations futures doivent profiter d'équipements qu'elles contribueront à rembourser; - les pays d'Europe orientale (l'Europe de demain) doivent bénéficier d'infrastructures puisque leur entrée dans l'Union entraînera leur participation au remboursement des intérêts; - les institutions européennes, devant les limites des Etats-nations, doivent reprendre à leur compte le modèle social européen et inventer un développement durable. La nouvelle donne politique en Europe, le cœur de l'Euroland étant dorénavant dirigé par une gauche renouvelée, place ses responsables politiques devant la nécessité historique d'utiliser l'accélération de l'unification européenne pour répondre aux crises sociales et écologiques. Les élections simultanées dans ces pays sont l'occasion d'un débat avec tous les citoyens européens pour qu'ils pèsent sur ces choix et enclenchent une dynamique à l'échelle du continent. La création d'un réseau d'EuroTGV sera, comme la relance de l'habitat social, fortement créatrice d'emplois. Emplois qualifiés pour les activités liées à la haute technologie, moyennement qualifiés en ce qui concerne les travaux publics, sans oublier tous les métiers liés à la fabrication des motrices et des rames où l'industrie française est en pointe. Ce programme de grands travaux doit être discuté. Des autoroutes polluantes ou des TGV ? Des sites touristiques ou de l'habitat social ? Ce débat, s'il n'est pas abandonné aux seuls décideurs, peut être l'occasion d'enraciner une écologie citoyenne à l'échelle européenne. La circulaire Bianco, en ce qui concerne la France, est une première remise en question des décisions confinées aux experts à condition, naturellement, d'être systématiquement mise en oeuvre. Aussi, il est, par exemple, tout à fait regrettable que le projet d'autoroute Grenoble-Sisteron n'ait pas encore fait l'objet d'un vaste débat public. Faudrait-il tenir cachés les déficits d'exploitation attendus et l'aggravation de la pollution atmosphérique de la cuvette grenobloise ? De même que la Cour de justice européenne est devenue une référence suprême en ce qui concerne le droit des individus, le droit à la citoyenneté environnementale peut progresser si les institutions européennes acceptent de soumettre le financement de l'Euro-TGV à un débat public dans les Etats nationaux. Dans cette logique, l'Europe peut être le moteur d'une nouvelle politique en favorisant les échanges et en subventionnant l'imagination et l'innovation écologique et sociale. «Jusqu'à présent, il s'agissait d'intégrer les pays du continent, il s'agit dorénavant de les unifier », a dit Bronislaw Geremek. Les communications sont essentielles, à condition qu'elles permettent une interaction positive entre nos différents modèles sociaux. L'avenir de la protection sociale doit aussi être fondé sur les principes d'une solidarité européenne et inter-générationnelle. Les pays qui vont rejoindre l'Union dans les années à venir n'ont pas les moyens de mutualiser leur politique de la santé, ni de mettre en place un système de retraite par répartition. Sans intervention de la puissance publique européenne, l'Est connaîtra un séisme social qui s'étendra jusqu'ici et ébranlera demain les principes de mutualisation de nos systèmes de protection sociale. Profiter de financements européens pour autoriser et encourager les mutuelles françaises, ainsi que celles des pays environnants, à étendre dès maintenant leurs activités chez les futurs adhérents, c'est commencer la construction d'un système européen mutualiste. Alors que l'euro scepticisme se contorsionne en battant de l'aile, on ne peut que partager l'espoir de revivre les «trente glorieuses» à l'échelle européenne. Mais nous ne saurions nous satisfaire d'un New Deal européen sans y ajouter une dimension culturelle. Il nous faut relever le formidable défi que nous impose le dynamisme de l'industrie culturelle américaine. Si l'Europe est un kaléidoscope, un patchwork d'identités, je suis convaincu que ce pluralisme et cette diversité sont une richesse pour nous, Européens, et que la multiplicité des goûts, des modes de vie et des langues nous oblige à nous écouter et à nous regarder attentivement pour nous comprendre. Dans cet espace culturel, le cinéma est un enjeu économique, social et identitaire. L'UE doit enfin renforcer l'espace cinématographique commun et soutenir un cinéma sans frontières. C'est en favorisant ce développement que nous sauverons le pluralisme de nos images, de nos rêves et de nos désirs. Le chantier est ouvert : quotas de diffusion, création d'un fonds de soutien à la production, renforcement de l'aide à la distribution. N'oublions pas non plus de défendre l'idée qu'un film est la propriété de son auteur et non celle du producteur ou du financier. Puisque nous avons joyeusement enterré l'AMI, inventons un bel AMI qui réglemente les marchés, taxe la spéculation financière et respecte les hommes. Seule l'Europe peut nous défendre et nous protéger contre les folies et les risques d'une globalisation qui part à la dérive. Maîtriser la mondialisation, ce n'est pas la refuser; c'est lui donner un nouveau sens avec l'Europe pour modèle. C'est favoriser une



évolution durable au service d'un bien-être équitable et solidaire.

- 4 février 1999..... Daniel Cohn-Bendit est en meeting à Orange (Vaucluse) : Il est content de voir les partis français envoyer leurs grands responsables à Strasbourg et à Bruxelles (Hue, Hollande, Séguin, Pasqua) pour le Parlement européen. Mais puisqu'ils sont contre le cumul des mandats, il faudra qu'ils y siègent vraiment. Il égratigne son vieil ennemi Chevènement qui dit des grosses bêtises sur le hash et le cannabis, puis attaque sur la chasse et ses soutiens : « Ces hommes politiques trouillards, ces faux-culs, qui font semblant de soutenir les chasseurs en votant une loi dont ils savent qu'elle ne s'appliquera pas, ils me font penser à ces bons pères de famille qui vont au bordel tout en disant que c'est dégueulasse ». Dans cette ville d'Orange tenue par le FN, aucune confrontation "directe" n'a eu lieu entre le visiteur et les militants du FN. Celui-ci était venu soutenir les Orangeois qui combattent au quotidien les idées d'extrême-droite. Demain matin, Daniel Cohn-Bendit doit se rendre sur le plateau d'Albion, où devrait l'attendre une délégation de chasseurs.
- 6 février 1999..... Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des "Verts" pour les prochaines élections européennes, était hier sur le plateau d'Albion, dans le sud du Vaucluse, pour évoquer la reconversion de la base militaire de Saint-Christol. Fraîchement accueilli à Sault par des chasseurs, il a pu ensuite présenter à Apt, son idée de remplacer le Premier Groupement des Missiles Stratégiques par un "centre européen d'intervention civile pour la protection des conflits".
- 6 février 1999..... Alain Krivine (LCR) à la Mutualité (Paris) : « Lorsque Cohn-Bendit est attaqué par des chasseurs d'immigrés comme Chevènement ou par certains chasseurs fasciste, qui le traitent de juif ou d'Allemand, c'est une question de principe, on est du côté du gibier. Mais mille regrets, à part sur les sans-papiers et le nucléaire, le programme de Daniel Cohn-Bendit, c'est celui de Jospin, et parfois même un peu plus à droite ».
- 11 février 1999..... Dans une entretien au journal « Le Monde », la ministre de l'environnement Dominique Voynet déclare qu'elle est une cible très commode pour une bonne partie de l'opposition, qui essaie de diviser la majorité plurielle. « Quand on ne fait rien, dit-elle, on n'a pas d'ennuis. Que les Verts irritent un certain nombre d'intérêts privés – l'industrie nucléaire, les chasseurs, les gros céréaliers – c'est un fait ». Elle dénonce la France d'hier, revancharde, aigrie qui supporte mal ceux qui ont des choses à dire. Pour la chef de file des Verts, des lobbys sont déstabilisés du simple fait que l'on pose des questions. Par exemple, quand on s'attaque à la sacro-sainte référence à l'indépendance énergétique de la France, ou lorsque l'on tente de mettre en cause les privilèges de la politique agricole commune. Voynet souligne que « les petits paysans, eux, ne manifestent pas ». Elle se félicite du soutien apporté par le Premier ministre et souligne que les Verts constituent désormais un pôle incontournable de la gauche et que celui-ci ne se réduira plus jamais au face-à-face PS-PCF. Elle souhaite que les partis de la majorité adoptent un code de bonne conduite pour les élections européennes.
- 16 février 1999..... L'écologiste Edward Goldsmith, frère du milliardaire décédé Jimmy Goldsmith, qui devait participer à la liste MEI pour les élections européennes et contribuer à son financement, annonce finalement que ce projet n'est plus dans ses intentions.
- 18 février 1999..... Daniel Cohn-Bendit est en campagne en Bretagne. L'événement est qu'aucun incident ne vient perturber sa visite. Pas d'éleveurs en colère, pas de dockers excités, pas de chasseurs exacerbés. Evoquant le démarrage pour le moins chahuté de sa campagne, le chef de file des Verts aux européennes se donne le beau rôle : « Ce qui a dérangé, c'est une méthode politique qui n'est pas traditionnelle », « A La Hague, les gens ont dit non ». Le climat a donc changé, s'est réjoui Cohn-Bendit en se faisant moins polémique et plus pédagogue. Il développe longuement sa vision de l'Europe, aborde la parité en politique puis le PACS et enfin l'immigration. Evoquant, quand même, le saccage du bureau de Dominique Voynet au ministère de l'Environnement, il décerne un « bilan globalement négatif » au ministre de l'Intérieur Chevènement et s'étonne qu'une personne qui donne des leçons de civisme à tout le monde ne soit pas capable d'organiser ses services pour défendre les locaux de la République.
- 22 février 1999..... A Paris, Daniel Cohn-Bendit rencontre des responsables français de la chasse afin d'évoquer les violences dont il a été victime lors de ses meetings, mais aussi pour aborder le problème de la chasse aux oiseaux migrateurs. Les divergences politiques n'ont pas été réglées mais tous ont prouvé que l'on peut discuter autour d'une table sans heurts, le dialogue semble même plus facile avec les Verts qu'avec le ministre de tutelle des chasseurs (agriculture).
- 25 février 1999..... Sondage « Paris-Match-BVA » : la **liste Verte conduite par D. Cohn-Bendit est estimée à 7%**. En baisse de 1,5% par rapport au mois précédent. Le MEI est à 3%. Le CPNT (Chasse Pêche Nature et Tradition) est à 3,5%.
- 26 février 1999..... Les soutiens d'intellectuels s'organisent autour de Daniel Cohn-Bendit : Edgar Morin lui a fait part de ses "affinités". Le président de l'Association pour la pensée complexe, Edgar Morin, l'accueille d'une bourrade affectueuse et paternelle. Mercredi 24 février, le sociologue a choisi de faire venir Daniel Cohn-Bendit devant un petit auditoire polyglotte et sérieux, pour quelques questions très personnelles. Non sans dissimuler, d'emblée, un a priori favorable. « Tu nous arrives comme un aérolithe. Tu as gardé la langue vivace et - même si tu t'inhibes un peu - le débit des années écoulées », lui lance-t-il. Pour confirmer cette « impression agréable », l'auteur de Penser l'Europe (Gallimard, 1987) a quand même trois questions à poser à la tête de liste des Verts. « Peut-on réduire la politique à l'écologie ? Est-ce que, à un moment, le mot ne sera pas trop limité ? Ne faudra-t-il pas le provincialiser ? Jusqu'à quel point peut-on maintenir cette bannière verte ? », commence Edgar Morin. « Les Verts ne font pas partie des grandes familles de la social-démocratie, dans lesquelles je range les socialistes, les communistes, l'extrême gauche. Les écologistes pensent leur alternative comme un projet de civilisation », répond le député des Grünen. Le maître sourit à l'ancien étudiant de « socio » de Nanterre. Il semble satisfait. « Dany, tu es



européen. Mais dans quelle mesure le chancre technologique n'a-t-il pas fait déjà beaucoup de dommages ? », s'inquiète encore l'auteur de La Méthode (Seuil). « Bien sûr, Edgar, que si on ne donne pas à l'Europe une dimension sociale et culturelle, elle sera castratrice. Mais je prends l'Europe - celle de la monnaie unique - telle qu'elle est, parce qu'elle me place dans un champ de l'histoire et que cela me permettra peut-être, de replacer l'Europe dans son champ de civilisation. » Le sociologue acquiesce. « Je suis tout à fait d'accord avec tout ce que tu as dit. » Edgar Morin pose enfin la question qui lui brûle les lèvres. « Ton fameux "libéral-libertaire", que tu opposes assez souvent aux promoteurs de l'anti-pensée unique, qui est elle-même unique, suffit-il comme drapeau à ton programme ? Ne faut-il pas quelque chose de plus fraternaliste, de plus solidariste ? » « Libéral-libertaire, ce n'est pas ma seule bannière, répond Daniel Cohn-Bendit, Libertaire, ça veut dire que je place l'individu au centre des préoccupations. Libéral - et je le maintiens, même si on me dit que ce n'est pas compris dans mon électorat -, c'est à cause de ma critique du totalitarisme. Je suis contre la planification dirigiste, et à partir de là, je suis pour les marchés. Je suis pour des institutions politiques qui garantissent la démocratie quand les hommes deviennent fous. » « J'avais oublié que tu étais si bon », dit l'hôte à l'invité, en quittant la tribune. « On ne se voit pas beaucoup, mais, entre nous, c'est bien une affaire d'affinité. Je suis avec toi », ajoute-t-il. Avant de prendre congé, il lui promet aussi, pour très bientôt, sa contribution originale sur l'Europe pour le très chic Numéro unique - textes, dessins, photos - concocté par les amis de « Dany » pour sa campagne. Alain Touraine, Julia Kristeva, André Glucksmann, Adam Michnik, Jean Nouvel, Philippe Sollers et Annie Emaux ont déjà envoyé leurs textes. Avant une cinquantaine d'autres.

### CH6 : Congrès des Verts européens à Paris

26-28 février 99.....Deuxième Congrès des Verts européens à la cité des sciences de la Villette à Paris : 213 délégués venus de 30 pays pour un parti qui compte aujourd'hui onze ministres en Europe. Le ministre allemand des Affaires Etrangères Jochka Fischer constate la diversité des positions et les contradictions des différents partis écologistes quant aux positions sur la Bosnie, les Kurdes ou le nucléaire. La plateforme de programme commun pour les élections européennes se retrouve ainsi plutôt affaiblie. Des messages communs sont quand même passés sur la Politique Agricole Commune (PAC), sur les déchets nucléaires et sur les Kurdes ou le Kosovo. Pour aider Cohn-Bendit en baisse dans les sondages, Fischer salue le courage des Verts français qui ont établi une liste européenne dépassant les frontières en choisissant l'ex-adjoint au maire de Francfort comme chef de file. \* Pour ce congrès, 213 délégués se félicitent que les Verts européens comptent onze ministres en Europe dont trois en Allemagne.

27 février 1999..... Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts aux élections européennes : « Il y a, au niveau européen, un manque de volontarisme évident ». Q: Comment jugez-vous la position de Gerhard Schröder sur la réforme de la politique agricole commune et la contribution allemande au budget de l'union ? R: La rhétorique du chancelier Schröder, qui réduit le problème de l'Agenda 2000 et de la réforme de la PAC à celui de la contribution allemande, peut être fatale à l'élan européen. On ne pourra assurer à long terme l'élargissement de l'Europe en gelant ses dépenses. L'Allemagne s'honorerait en prenant l'initiative de maintenir le niveau de sa contribution, tout en revendiquant la nécessité de réformer le budget européen. Au lieu de raisonner sur la base d'un égoïsme national, elle devrait faire le choix stratégique d'un intérêt économique européen, dont on ne parle plus beaucoup ces derniers jours. Q: Les Verts européens se réunissent à Paris ce week-end pour mettre au point leur programme. Comment définissez-vous l'Europe verte ? R: Les Verts ont fait le choix radical de renforcer les institutions européennes et l'Europe politique. Nous sommes aussi pour une harmonisation par le haut des politiques de l'environnement et des politiques sociales. L'Europe verte, c'est définir le "vivre ensemble". La difficulté que nous avons tous, c'est de créer une citoyenneté européenne. Q: "Pour une Europe démocratique et sociale"... C'est aussi le programme des socialistes ? R: Non. Quand Pierre Moscovici déclare que la plupart des décisions resteront prises au Conseil des ministres européens, il renforce une Europe-confédération des nations, mais pas les institutions communautaires : la Commission, le Parlement, la Cour de justice européenne. Pourquoi les socialistes, qui tiennent tous les ministères de l'intérieur, ont-ils choisi de ne pas laisser aux policiers qui se baladent en Europe leur immunité - une ineptie, dès lors qu'on est favorable au droit européen ? Les socialistes sont-ils prêts à adapter leur politique des drogues ? A harmoniser leur politique de l'immigration avec les Grecs ou les Italiens, qui viennent de régulariser leurs sans-papiers ? Non, les socialistes ne font pas le choix des institutions européennes. Q: Vous êtes favorable à une politique de grands travaux européens. Comme Jacques Delors ? R: Il faut préciser à quels grands travaux chacun pense... C'est vrai que Delors l'avait proposé, que Romano Prodi l'a repris à son compte, et que le gouvernement français se montre maintenant d'une prudence totale. il y a, au niveau européen, un manque de volontarisme évident. Q: Pourquoi avoir choisi Romano Prodi, un démocrate-chrétien, connue votre candidat pour la présidence de la Commission, lors de son renouvellement, en juin ? R: A l'heure où on s'apprête à élargir l'Europe, je suis pour un président du Sud, plutôt qu'autrichien ou allemand. Prodi me paraît le meilleur : il a très bien géré sa majorité, il a l'intelligence d'un fonctionnement non hégémonique, il a fait de son gouvernement une vraie structure de dialogue, à la différence de l'Allemagne ou de la France, où la pratique de Lionel Jospin s'apparente plus à la traditionnelle union de la gauche. Q: Vous vous moquez des dirigeants français qui conduisent la liste de leurs partis aux élections du 13 juin. Et si c'était enfin la preuve de l'intérêt des responsables politiques pour l'Europe ? R:



A condition de siéger ! Ce qui me fascine dans le débat actuel sur la chasse et qu'on ne dit pas, c'est que, lors de ce fameux vote par le Parlement européen, le 16 février 1996, si tous les communistes avaient été présents, si le FN et les amis de Philippe de Villiers avaient été présents, cette résolution du Parlement européen aurait été battue ! C'est hypocrite : on dénonce le "manque de démocratie européenne", mais il y avait la possibilité de combattre démocratiquement cette proposition. Elle n'a pas été utilisée. Les députés qui dénoncent ce texte n'ont pas fait leur travail. Si l'on adopte une réforme de la Constitution qui définit une nouvelle souveraineté européenne, il faut être présent pour lui donner forme. Q: Quelle analyse faites-vous des derniers différends franco-allemands sur le nucléaire ? R: La majorité réunie autour de Gerhard Schröder a eu du mal à définir la façon de sortir du nucléaire, bien qu'elle soit très unie sur le principe de cette sortie. Le ministre de l'environnement, le Vert Jürgen Trittin, a très mal géré les conséquences internationales de la décision allemande. Il n'a eu aucune stratégie de coordination au niveau européen. On ne peut pas avoir un discours pro-européen et l'oublier dans les actes. La sortie du nucléaire doit être coordonnée. Et sortir du nucléaire, c'est aussi compliqué que de passer du socialisme réel à une économie de marché. Q: La réaction française vous a-t-elle paru légitime ? R: - Elle s'explique par la connivence entre une grande partie des forces politiques françaises et les entreprises nucléaires. Mais la France n'échappera pas au débat sur sa politique de l'énergie en 2010-2015, quand on commencera à fermer les centrales. Ce débat se posera au niveau européen. Q: Lors des élections régionales dans le land de Hesse le 7 février, les Grünen doivent en partie leur revers à une perte des voix des jeunes. Sont-ils démodés ? R: Pour une partie de la jeunesse urbaine, qui a été fascinée par le discours des Verts, les thèmes écologistes n'ont plus le même impact. Les jeunes veulent un discours sur une société capable de solidarité, mais qui leur propose aussi une perspective individuelle. Par exemple, ils sentent très bien qu'ils n'auront plus un seul métier toute leur vie, mais plusieurs. Ils veulent qu'on leur offre cette flexibilité des formations. En fait les Verts ont le même problème que la presse écrite. Retrouver des lecteurs jeunes, ce n'est pas simple. Trouver des représentants politiques capables d'exprimer cette évolution non plus. Q: En Europe, les partis verts pourront-ils sortir de la marginalité ? R: Alors qu'ils étaient des partis protestataires, les Verts ont à se bâtir comme parti de gestion et de pouvoir. Leur avenir dépendra de leurs capacités, des personnalités politiques capables de gérer ces nouvelles obligations. Je serais heureux s'ils arrivaient à se stabiliser en Europe dans la gamme des 10%, comme étape historique transitoire.

28-29 février 1999..... Les "Verts européens en campagne : Daniel Cohn-Bendit a défendu la notion "d'histoire commune". Les Verts européens, réunis en congrès pour lancer leur campagne en vue des élections européennes, ont surtout affiché hier leurs diversités, et exposé les difficultés que pose l'exercice des responsabilités à ceux d'entre eux qui sont au pouvoir. Un millier de militants, dont quelque 300 délégués représentant 30 partis Verts dans 28 pays européens, sont rassemblés depuis vendredi pour trois jours à la cité des Sciences à la Villette à Paris, pour le deuxième congrès de leur histoire. Le ministre vert allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a observé que les Verts se trouvaient "pour la première fois dans une réelle campagne européenne". Il a relevé en même temps qu'il n'était "pas évident de nous retrouver malgré toutes nos contradictions". Qu'il s'agisse de la Bosnie, du problème kurde, de leur opposition au nucléaire, le congrès a mis en lumière la multiplicité des positions des différents partis. D'où la faiblesse du contenu de la plateforme commune que les Verts européens s'approprient à adopter aujourd'hui. M. Fischer a souligné le "courage" des Verts français qui les premiers ont dépassé les frontières en choisissant comme tête de liste l'Allemand Daniel Cohn-Bendit. "Nous avons tous à apprendre de cette leçon", a-t-il dit. Le ministre allemand s'est efforcé d'expliquer qu'il n'était "pas facile" de passer d'une culture de protestation à celle de l'exercice du pouvoir, comme l'a récemment démontré le recul du gouvernement allemand dans le domaine de l'énergie nucléaire. L'objectif pourtant, a-t-il assuré, reste "d'abandonner le nucléaire en Allemagne". Avant de conclure avec humilité: "Vous constaterez que tout gouvernement au départ fait des erreurs mais il ne faut pas commettre deux fois la même erreur". Même modestie de la part du ministre finlandais de l'Environnement, Pekka Haavisto, qui a invité les Verts à "apprendre à être heureux avec de petits pas". Les Verts doivent aussi apprendre à "vendre leurs idées à d'autres groupes politiques" et pour ce faire ils doivent être "bons en négociations et savoir faire des compromis". "Quelles que soient les difficultés de l'apprentissage de l'art de gouverner et la diversité des positions sur de nombreux sujets", les Verts, a promis Daniel Cohn-Bendit, "vont se battre pour une nouvelle majorité plurielle écologique et démocratique au parlement européen". "Il y a des histoires différentes, des cultures différentes, c'est en avançant ensemble, surtout au parlement européen, qu'on arrive lentement à avoir une histoire commune et nous sommes dans la période de balbutiement de cette histoire commune", a estimé le député européen. Du Kosovo au Kurdistan, du retraitement des combustibles nucléaires aux organismes génétiquement modifiés, tous les sujets ont été abordés, dans la perspective d'une longue liste de motions sur lequel le congrès devait voter aujourd'hui. \* L'Europe des Verts en marche : "Si nous sommes là, c'est parce que nous croyons à l'Europe". C'est par ses mots que la ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement Dominique Voynet a clôturé le deuxième congrès des partis des Verts européens qui se tenait à la Cité des Sciences à la Villette. La ministre de l'Environnement de Géorgie Nino Chkhobadze a recueilli les plus forts applaudissements en rappelant que la Géorgie, "petit pays de l'Est avec de grands problèmes", fier de son écosystème, avait mis hors-la-loi les centrales nucléaires bien que les habitants depuis six ans n'ont de l'électricité que quatre heures par jour.

2 mars 1999..... Joschka Fischer vient en aide à Daniel Cohn-Bendit : C'est dans l'épreuve que l'on reconnaît ses véritables amis. Et Joschka Fischer est bien un véritable ami de Daniel Cohn-Bendit. En visite expresse, samedi 27 février, au deuxième congrès des Verts européens, organisé du 26 au 28 février à la Cité des sciences de La Villette, à Paris, le ministre



des affaires étrangères d'Allemagne a salué le «courage» des Verts français, qui «ont établi une liste dépassant les frontières» en choisissant l'ex-adjoint au maire de Francfort comme chef de file. «C'est une leçon pour tout le monde », a-t-il ajouté, avant de se lancer dans un long plaidoyer sur la difficulté de passer d'une culture protestataire à une culture de gouvernement, expliquant que cela ne signifie pas «le passage de l'arrogance à l'ennui ». De quoi mettre du baume au cœur de la tête de liste des Verts français, en chute dans les sondages sur les intentions de vote pour les élections européennes. M. Cohn-Bendit a déclaré les sondages «contradictoires », rappelant que leurs résultats varient grandement d'un institut à l'autre, mais il a concédé qu'il y a peut-être un «problème d'image à régler ». Invité de France 3, dimanche soir, le chef de file a amorcé un début d'autocritique. «Mon image de 1968, qui reste quand même dans une partie de la France, est une image de provocateur », at-il admis, alors que «je suis devenu, par l'expérience politique, un médiateur politique ». Paradoxalement, c'est en Allemagne, où il a été rappelé d'urgence pour jouer les médiateurs dans la crise kurde, que cette image est le mieux perçue, tandis qu'en France, sa «volonté de dialogue» laisse de marbre, voire méfiants, les chasseurs comme les partisans de l'énergie nucléaire. Dans ces conditions, le chef de file des Verts a opéré un virage sensible. Dans son discours à La Villette, samedi, il a un peu plus puisé dans le programme du parti dont il conduit la liste et il a eu un peu moins recours à ses idées personnelles. «A ceux qui opposent Europe et nation, je veux dire qu'au nom de la nation, refuser l'Europe, c'est mettre en danger son peuple », a-t-il expliqué. Si le fond s'infléchit, la forme reste flamboyante. «Dire que l'on va siéger à Strasbourg, cela ne veut pas dire que l'on est un député européen. Un député européen siège à Strasbourg et travaille à Bruxelles », a-t-il poursuivi, fustigeant l'hypocrisie d'une grande partie des élus politiques français. Enfin, il a terminé sa harangue par la nécessaire ouverture d'un «débat constitutionnel» en Europe. «Pas d'élargissement sans une résolution des droits fondamentaux des citoyens européens », a-t-il conclu, reprenant à son compte, pour la première fois, une exigence contenue dans le chapitre un du programme des Verts, désormais édité en plaquette, avec comme titre Réinventer l'Europe... et comme sous-titre : Et si le vert était la couleur du 21e siècle ? Par un infléchissement naturel, la campagne des européennes pourrait devenir un peu moins celle de «Dany » et un peu plus celle des Verts. Le candidat devrait d'ailleurs, dans ses prochains déplacements, commencer des débats thématiques, ce qui lui permettra d'exposer les idées de la formation de Dominique Voynet. Invitée de France 3, dimanche, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement s'est félicitée d'«avoir choisi une tête de liste très europhile » et s'est déclarée «très confiante pour la suite ». Un peu plus tôt dans la journée, elle avait conclu le congrès des Verts européens en indiquant que c'est aux citoyens qu'il revient «de construire l'Europe, et pas aux fonctionnaires européens ». Mme Voynet n'a pas eu, à La Villette, la chance de M. Cohn-Bendit, Son alter ego allemand, son ami Jürgen Trittin, ministre de l'environnement, lui a fait faux bond, le 26 février, et c'est sans lui qu'elle a débattu, au congrès, du rôle de l'Europe dans le monde. \* Dans la presse, on lit qu'à la bourse des élections européennes, Daniel Cohn-Bendit est à la baisse. Il en est convenu lui-même sportivement. Le diagnostic qu'il a fait de son action est d'une parfaite lucidité : il se voulait médiateur, entre la France et l'Allemagne, entre la France et l'Europe, entre l'Europe et le monde, et les Français ont continué à le ressentir comme un provocateur. Orateur confirmé, amateur de joutes verbales, il comptait au surplus sur les débats télévisés. pour triompher des autres têtes de liste, qu'il pensait pulvériser sans difficulté. Mais adversaires de droite ou amis-ennemis de la gauche plurielle ont senti le danger et refusé le combat, préférant laisser le nouveau venu sur la scène politique française monologuer sur les tréteaux. On attendait de Dany le Rouge qu'il bouleverse, à l'occasion de la campagne européenne, les données politiques françaises. Rien de tel pour le moment. Comme si Cohn Bendit était une fois pour toutes figé dans la mémoire collective, aux journées de mai 68 : trop vieux pour ceux qui n'étaient pas nés en 1968, il est resté pour les plus âgés l'étudiant impertinent qui provoquait les CRS.

3 mars 1999..... Daniel Cohn-Bendit, en campagne à Bayonne, se déclare pour une eurorégion basque : Devant un auditoire de trois cent personnes, il distille quelques-unes de ses vérités. «Si le département Pays Basque est aujourd'hui légitime en tant qu'échelon administratif français, le département est est une formule obsolète. Faisons plutôt de vraies régions, mieux que la fausse décentralisation actuelle » et il plaide « pour une eurorégion regroupant nord et sud du Pays Basque. Cette perspective m'intéresse, car elle dépasse les vieilles préoccupations nationalistes ». Il trouve juste de demander le rapprochement des prisonniers basques incarcérés loin de leur famille, en Espagne, comme en France. Il termine en lançant un appel au plus intelligent, le premier qui fera le geste pour dénouer le conflit, à la manière de Yasser Arafat reconnaissant l'Etat d'Israël.

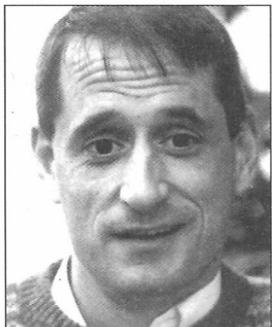
11 mars 1999..... Daniel Cohn-Bendit dénonce à Sèvres (Hauts-de-Seine) les mensonges permanents, dus à la peur, des socialistes qui n'osent pas dire la vérité sur l'Europe. En présence de Yves Cochet, vice-président de l'Assemblée nationale, la tête de liste des Verts aux élections européennes se réfère au texte, signé le 8 mars, par le PS et le MDC, qui s'accordent pour maintenir la règle de l'unanimité, et non de la majorité qualifiée, chaque fois qu'est en jeu un intérêt vital pour la gauche plurielle.

16 mars 1999..... Sérieusement mise en cause par le rapport du comité d'experts indépendants chargés d'enquêter sur des cas de fraude, de mauvaise gestion ou de népotisme, la Commission Européenne annonce sa démission collective le 15 mars. La Commissaire européenne Edith Cresson est particulièrement visée. Les Verts affirment que ce n'est pas un échec mais une chance pour l'Europe. C'est l'occasion d'en finir avec un centralisme, une bureaucratie et un manque de transparence que les Verts ont toujours dénoncé. La démission de la Commission est le révélateur de la montée en puissance du Parlement Européen qui a mis en place l'enquête indépendante. «Cette formidable opportunité doit être saisie pour approfondir la démocratisation des institutions européennes, donner au Parlement européen un véritable pouvoir législatif et de contrôle de



la Commission, et d'engager la rédaction d'une Constitution européenne » affirme Dany Cohn-Bendit à Bruxelles.

- 18 mars 1999..... Comment sortir de la crise européenne ? Question à Daniel Cohn-Bendit : La Commission européenne, démissionnaire, expédie les affaires courantes. Estimez-vous que les chefs d'Etat et de gouvernement doivent choisir rapidement le successeur de Jacques Santer comme président, ainsi que les autres membres de la Commission? Ou bien, doivent-ils attendre l'élection du nouveau Parlement, le 13 juin ? Et, dans ce cas, les partis qui se présentent à cette élection devraient-ils annoncer auparavant quel candidat à la présidence de la Commission aura leur préférence ? Réponse de Dany : Il faut savoir que nous sommes dans une situation constitutionnelle complexe, car le traité d'Amsterdam, ratifié maintenant par les Quinze, n'entre en vigueur que le 1er janvier ou le 1er juin : il y a un débat, sur ce point, chez les juristes. Dans le traité, les prérogatives du Parlement pour la nomination d'un président ont été élargies. D'un autre côté, si l'on attend mai ou juin pour former une nouvelle Commission, on maintient celle-ci sous perfusion. La meilleure solution serait qu'à Berlin, les chefs de gouvernement des Quinze proposent un nouveau président de la Commission, par exemple Romano Prodi ; que celui-ci soit élu en juillet par le Parlement, qu'il dispose de deux à trois mois pour former sa Commission avec les Etats membres, que celle-ci soit ratifiée par le Parlement, en septembre, jusqu'à la fin de l'année - condition décrite par les traités - et qu'elle soit confirmée en janvier 2000. Toute cette opération constitutionnelle compliquée a pour but de renforcer l'aura de la Commission par un candidat fort, symbolisant la Commission de l'an 2000 et capable de mener les réformes nécessaires pour la bonne gouvernance de l'Union européenne.
- 20-21 mars 99..... Conseil national du MEI : Un débat sur les attaques contre Antoine Waechter accusé de « dérive brune » par les siens amène aux décisions suivantes : vote de confiance au secrétaire national pour la gestion de la crise, exclusion du Mouvement de Bruno Duval, suspension pour six mois de Hugues Geiger. Après ces décisions, Alexandre Jurado présente sa démission du poste de vice-président. Le Conseil adopte les grandes lignes du programme européen, en affirmant son attachement au principe de subsidiarité et son opposition à tout centralisme qu'il soit national ou européen, et en proposant le projet d'une constitution européenne renforçant le rôle des régions, instituant un véritable bicamérisme (création d'un sénat des régions d'Europe, remplaçant le Conseil des ministres actuel), prévoyant la désignation d'un gouvernement responsable devant le Parlement (remplaçant la Commission), instituant le droit de saisine directe de la Cour de justice européenne. Le Conseil national adopte aussi le principe d'une liste paritaire hommes/femmes pour ses candidats ainsi qu'une large ouverture à des candidats de la société civile. Voici les 15 premiers candidats de la liste européenne : 1 – Antoine WAECHTER (député européen de 1989 à 1991, Alsace) 2 – Claude ROBERTSON-FORCIOLI (présidente association environnement, Corse) 3 – Georges BROUSSALIAN (médecin homéopathe) 4 – Jean BORDAT (maire de Foucherans dans le Jura) 5 – Thierry JACCAUD (ingénieur en gestion environnement) 6 – Laure SCHNEITER (conseillère de Paris) 7 – Jean-Marie MORA (médecin, président Ligue nationale pour la liberté de vaccination) 8 – Magali MANUS (militante associative) 9 – Serge GRASS (secrétaire national adjoint) 10 – Annick HUGON (militante associative) 11 – Jean-François BLOCK (médecin spécialiste) 12 – Véronique MULLER (infirmière, conseillère municipale) 13 – Jean-Luc DUMESNIL (chargé de mission) 14 – Jacqueline HUBERDEAU (retraîtée) 15 – Khaldoun HAMADE (cadre commercial)
- 22 mars 1999..... Daniel Cohn-Bendit, dans un entretien au journal Libération, juge que son début de campagne était plus lié à un fantasme qu'au réel et qu'il faut qu'il arrive à solder positivement mai 1968. «J'ai changé politiquement. Ma manière d'être adjoint au maire de Francfort ou député européen, ce n'est pas la manière dont je faisais de la politique en 68 » conclut-il.
- 25 mars 1999..... Sondage «Paris – Match - BVA » : **la liste Verte conduite par Daniel Cohn-Bendit est estimée à 7,5%. En hausse de 0,5%** par rapport au mois précédent. Le MEI est à 2%. Le CPNT (Chasse Pêche Nature et Tradition) est à 2%.
- Avril 1999..... La liste Verte aux Européennes (44 femmes et 43 hommes) : 1: Dany COHN-BENDIT, 53 ans, député européen. 2: Marie-Anne ISLER-BEGUIN, 42 ans, ancienne vice-présidente du Parlement européen, porte parole nationale des verts (57). 3 : Alain LIPIETZ, 52 ans, économiste (94). 4 : Hélène FLAUTRE, 40 ans, chargée de mission (62). 5 : Gérard ONESTA, 38 ans, architecte, ancien député européen (81). 6 : Danielle AUROI, 55 ans, professeur d'histoire-géographie, conseillère régionale d'Auvergne (63). 7 : Didier Claude ROD, 48 ans, médecin (75). 8 : Alima BOUMEDIENE-THIERY, 42 ans, juriste internationale, conseillère municipale d'Argenteuil (95). 9 : Yves PIETRASANTA, 59 ans, professeur d'université, maire de de Mèze, président de la FEDEL(34). 10 : Marie-Françoise DUTHU, 52 ans, économiste (92). 11 : Didier CHEREL, 42 ans, ingénieur spécialisé en maîtrise de l'énergie (06) 12 : Catherine GREZE, 38 ans, responsable de la Fédération des partis Verts européens (31). 13 : Eric QUIQUET, 30 ans animateur associatif secteur agricole (59). 14 : Janick MORICEAU, 47 ans, ingénieur agronome spécialiste de la pêche, conseillère municipale de Plomeur-Lanvern (29). 15 : Michel BOCK, 55 ans, ingénieur syndicaliste EDF/GDF, maire-adjoint de Guyancourt (78). 16 : Catherine BOURGAIN, 23 ans, étudiante, responsable de "Chiche !" (75). 17 : Pierre KERMEN, 43 ans, communication scientifique, conseiller municipal de Grenoble (38). 18 : Françoise BEGUETRAMONI,



Gérard Onesta, 5<sup>e</sup> de liste



47 ans, professeur adaptation et intégration scolaire, conseillère municipale de Sartène (20). 19 : Serge JULIEN, 39 ans, fondateur d' "Alerte Orange", syndicaliste enseignant (84) 20 : Dominique NIEDERKORN, 49 ans, enseignante, responsable associative, conseillère municipale au Mans, (72). 21 : Michel DAVERAT, 54 ans, enseignant en lycée professionnel, responsable d'associations environnementales (33). 22 : Nicole COMBREDT, 42 ans, géologue (41). 23 : Philippe THIEFAINE, 46 ans, psychanalyste, responsable d'une association environnementale (39). 24 : Marie LEGRAND, 51 ans, enseignante, responsable d'une association de défense de consommateurs, maire-adjointe de Poitiers (86). 25 : Jean-Pierre GALLAND. 48 ans, écrivain, militant antiprohibitionniste (34). 26 : Véronique JULIEN, 43 ans, documentaliste d'entreprise, syndicaliste (27). 27 : Paul LOWY, 52 ans, documentaliste géographe, syndicaliste (14). 28 : Karine ANSART, 28 ans, enseignante, syndicaliste, animatrice d'un collectif de lutte contre l'extrême droite (02). 29 : Jacques FERNIQUE-MARTIN, 38 ans, professeur en lycée professionnel, syndicaliste (67). 30 : Gabrielle MARIE, salariée des collectivités territoriales, Île de la Réunion (97). 31 : Christophe GIRARD, 43 ans, cadre dirigeant, engagé dans la lutte contre le Sida, membre de l'association des "Parents Gays" (75). 32 : Josiane SCHEPPLER-DUBEAU, 47 ans, formatrice pour adultes (74). 33 : Marcel EDELIN, 54 ans, employé, militant syndical et associatif, conseiller municipal de Journac (87). 34 : Marie MEUNIER, 46 ans, directrice d'une mission locale d'insertion (34). 35 : Jean-Jacques BERNARD, 49 ans, éducateur spécialisé (21). 36 : Hermeline MALHERBE-LAURENT, chargée d'insertion (77). 37 : Musa KAVALL, 44 ans, représentant du parlement Kurde en exil (78). 38 : Anne COLIN (01). 39 : Fabrice WOWAK, 40 ans, professeur en collège, fondateur d'un collectif Haut-marnais contre l'enfouissement des déchets radioactifs (52). 40 : Nicole JUYOUX-PAVILLON, 46 ans, professeur d'école, responsable d'une association de protection de la nature (64). 41 : Goulven THOMIN, 45 ans, agriculteur bio, président d'un groupement d'agriculteurs bio (29). d'agriculteurs bios (29). 42 : Martine BEURAERT, 46 ans, formatrice, présidente d'une association de protection de l'environnement (62). 43 : Michel DURANT, 62 ans, instituteur à la retraite (03). 44 : Marie-Hélène MAINGUY BRIOLAY, 47 ans, agent administratif (44). 45 : Jean-François BAILLON, 51 ans, principal de collège, conseiller municipal de Sevran (93). 46 : Christine ROUGEMONT, 36 ans, institutrice psychologue (83). 47 : Jean AUBERIC CHARLES, "Alliance guyanaise", chef coutumier. 48 : Anne PIANTANIDA, 41 ans, ingénieur écologue (68). 49 : Joël CROTTE, 40 ans, animateur, dirigeant sportif (18). 50 : Laure LEQUIER LANDAIS, 43 ans, institutrice (61). 51 : Sylvain GAREL, 42 ans, critique de cinéma (75). 52 : Christine DURNERIN, 38 ans, infirmière syndicaliste (21). 53 : Jacky BRYANT, Polynésie. 54 : Martine BISAUTA, 48 ans, infirmière, conseillère municipale de Bayonne (64). 55 : René SORET, 52 ans, agent qualifié du patrimoine, défenseur du droit à l'intégration des personnes handicapées en milieu ordinaire de vie (76). 56 : Marie-Lyne PIRBAKAS, 39 ans, paysagiste, technicienne en horticulture, membre fondateur de "Femmes actives de Guadeloupe" (97). 57 : Didier BARRY, 42 ans, sapeur pompier (69). 58 : Chantal DUCHENE, 49 ans, agent de l'Etat, conseillère municipale d'Ivry-sur-Seine (94). 59 : Marc LECOURT, 52 ans, gérant de société (74). 60 : Murriel PADOVANI, 49 ans, agricultrice biologique, membre de réseaux d'animation en milieu rural (19). 61 : Hervé GRIMAL, 45 ans, enseignant, responsable d'une coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, adjoint au maire de Seynes (30). 62 : Liliana MOYANO, 34 ans, intermittente du spectacle vivant (08). 63 : Dominique LIOT, 43 ans, monteur électricien EDF-GDF, conseiller municipal de Plaisance-du-Touch (31). 64 : Jeanne MONORAL, responsable associative Martiniquaise. 65 : Claude GOURVIL, 40 ans, instituteur spécialisé, syndicaliste (53). 66 : Eliane MARCHAND, 53 ans, directrice d'école maternelle (90). 67 : Ghjuvan-Marcellu VUILLAMIER, 41 ans, instituteur (20). 68 : Maryse ARDITI, 60 ans, docteur en physique nucléaire (11). 69 : Norbert BEALU, 61 ans, retraité, maire adjoint de Bressuire (79). 70 : Marie-Paule BOYER, 36 ans, infirmière, conseillère municipale de Neufchâteau (88). 71 : Emmanuel MOREAU, 30 ans, étudiant, animateur d'une association de personnes handicapées (78). 72 : Anne ZELI NSKY, 63 ans, professeur agrégé, féministe (75). 73 : Nabil M'RAD, 38 ans, formateur, animateur d'un réseau euro-méditerranéen (13). 74 : Monique SENE, 63 ans, retraitée, présidente du groupe scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire (75). 75 : Thierry BONTE, 42 ans, journaliste (80). 76 : Solange FERNEX, 65 ans, députée européenne honoraire, féministe, responsable d'associations non-violentes, conseillère municipale de Biederthal (68). 77 : Philippe DAMPERAT, 40 ans, vétérinaire, responsable d'une association pour l'emploi dans les Cévennes (48). 78 : Virginie ALMEDIA PIRES, 46 ans, avocate, association "France-Portugal", vice-présidente de l'association des Portugais de France actifs et solidaires (75). 79 : Didier ANGER, 60 ans, enseignant, ancien député européen, membre de la Commission spéciale d'information sur l'usine de retraitement de la Hague, conseiller régional de Basse-Normandie (50). 80 : Colette GOEURIOT, 59 ans, députée honoraire, maire honoraire de Joëuf, présidente d'un collectif de défense des communes minières de Lorraine (54). 81 : Simone PARIS DE BOLLARDIERE, 77 ans, retraitée, militante non-violente (56). 82 : Théodore MONOD, 97 ans, membre de l'Institut, Académie des sciences, professeur honoraire du Muséum d'histoire naturelle (75). 83 : Suzan GEORGE, écrivain (91). 84 : Albert JACQUART, 72 ans, généticien (75). 85 : Marie-Christine BLANDIN, 46 ans, conseillère régionale du Nord - Pas-de-Calais (59). 86 : René DUMONT, agronome (94). 87 : Dominique VOYNET, 40 ans, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, conseillère municipale de Dole (39).

Avril 1999..... Elections européennes : Le manifeste, projet commun des partis Verts d'Europe. Avec plus de 60 propositions, le Manifeste des Verts pour les futures élections européennes était "l'événement" du deuxième Congrès la fédération des partis Verts européens, fin février dernier, à Paris. Aucun autre parti ne peut s'appuyer ainsi sur une telle plateforme construite de manière transnationale. Car il ne s'agit pas d'un accord ponctuel et sectoriel, mais bien d'un vrai projet



politique, ratifié par l'ensemble des partis Verts de l'Union et qui pourrait devenir une base de négociation au sein de la future majorité européenne. Une refonte des institutions est aujourd'hui vitale. Pour Les Verts, elle s'appuie sur un pouvoir fédéral, le renforcement des rôles du Parlement, une démocratie participative. Le Manifeste rappelle que «le respect du droit des personnes doit être la pierre angulaire d'une Europe démocratique ». Aussi, l'adoption d'une charte garantissant les droits fondamentaux des individus est la proposition la plus importante du texte adopté. Certes, elle n'est pas une fin en soi, mais, depuis le traité de Rome, les ambitions européennes se sont par trop émoussées : les dimensions humaines (sociale, culturelle, citoyenne), la sécurité commune, etc. sont restées en rade. Aujourd'hui de nouveaux enjeux sont apparus. Aussi, dans ce monde plus que jamais en quête de son humanité, n'est-il pas enfin temps d'aller à l'essentiel ? (Janick Moriceau, 14e sur la liste des Verts).

3 avril 1999..... Dans un article du journal «Le Monde », Daniel Cohn-Bendit se prononce pour la mise du Kosovo sous protectorat européen. Il faut une force d'interposition européenne sur le terrain plutôt qu'un «bombing » américain. (...) "Il faut - et il fallait dès le début - envisager une force d'interposition. Cette force entrerait dans un pays où l'immense majorité de la population l'attendait, comme on attend des libérateurs. Ce sont les troupes du gouvernement serbe qui sont vécues comme des occupants barbares. La population, qui connaît le terrain, aurait aidé les troupes européennes. Non, il ne faut pas 250 000 hommes; des généraux parlent de 50 000 hommes soutenus par une aviation qui aurait la maîtrise des airs. Je regrette que l'Europe se soit soumise à la stratégie américaine d'intimidation par les bombes. En cela, elle a eu tort. Une fois de plus, c'est la faiblesse européenne qui nous accule à cette situation. Il faut que l'Europe se donne des institutions capables de définir une stratégie européenne mise en œuvre par une force européenne. Dans ce contexte, une politique de prévention des conflits, intervenant en amont, doit s'appuyer sur un corps civil de paix qu'il est urgent de constituer. S'il avait existé, il aurait pu soutenir la stratégie de résistance pacifique de Rugova et donner ainsi une substance réelle à l'idée d'autonomie. Comme disait Gorbatchev : «Qui arrive trop tard est châtié par l'histoire. » Je hais la guerre comme le pacifiste le plus intransigeant la hait, mais j'ai horreur de rester impuissant devant des massacres. Or les massacres au Kosovo n'ont pas attendu l'intervention de l'OTAN. Au contraire, c'est parce que les troupes serbes massacraient, parce qu'en pleine négociation Milosevic entrerait avec ses troupes au Kosovo, que l'action de l'OTAN a été déclenchée. Nous avons le devoir d'ingérence humanitaire. Nous devons démontrer que, pour nous, les droits de l'être humain sont indivisibles et valent aussi bien pour les musulmans que pour les juifs ou les chrétiens. Comme pour la Bosnie, nous défendons l'idée d'une société multiculturelle fondée sur le respect réciproque. Telle est notre conception de l'Europe. (...) Nous ne devons pas nous laisser aller à une stratégie du tout ou rien, poussant le Kosovo à une indépendance explosive. Il faut maintenir l'idée d'une autonomie substantielle, négociable avec un gouvernement serbe prêt à une solution humaine et démocratique. C'est pour cela que je propose de mettre le Kosovo sous protectorat européen. A chacun de prendre ses responsabilités.

17 avril 1999..... Guerre du Kosovo : Après bientôt un mois de frappes aériennes en Yougoslavie, où en sommes-nous? La "catastrophe humanitaire" - le cauchemar des Kosovars albanais dû aux agissements d'un dictateur criminel - n'a toujours pas été arrêtée et connaît une ampleur sans précédent. Les démocrates serbes sont muselés, Ibrahim Rugova et ses amis pris en otage, menacés et impuissants. Milosevic est soutenu comme jamais par les Serbes et n'a rien cédé. Tous les pays voisins sont déstabilisés, la Russie, déjà très fragilisée, tempête et gronde. Mais l'OTAN (exit l'ONU et l'OSCE) apparaît comme le Zorro des Balkans. À se demander si ce n'était pas là l'objectif essentiel de cette opération... Pourquoi en est-on arrivé là ? Parce que pendant des années, rien n'a été fait par la Communauté européenne et internationale pour soutenir les démocrates et les mouvements sociaux progressistes dans ces pays, pour leur proposer des partenariats de développement conséquents et une intégration rapide dans l'Union européenne. Voilà qui aurait fait un meilleur usage des 100 milliards de francs (militaires et humanitaires) consacrés aujourd'hui à ce conflit armé. Comparés au mini-budget européen (1% du PNB) et aux 12 milliards de francs affectés cette année à l'Europe de l'Est et à la Russie, il y a de quoi rager ! Fallait-il néanmoins intervenir face à la barbarie de Milosevic ? Oui, bien sûr, et par le rapport de forces, sans doute. Y avait-il alors une alternative aux frappes aériennes, décidées en France sans aucun débat? Oui, peut-être. Les moyens de l'OSCE (les observateurs ne suffisant pas) auraient pu être peu à peu renforcés sur le terrain, par la volonté européenne, jusqu'à obtenir cette force d'interposition au sol, de police internationale, que nous réclamons tous aujourd'hui parce qu'elle est seule garante d'efficacité pour protéger les Kosovars, en attendant un règlement politique global dans les Balkans. Il est grand temps que l'Union européenne et la France, qui préside le Conseil de sécurité de l'ONU pendant tout le mois d'avril, reprennent des initiatives politiques en ce sens pour sortir de l'impasse actuelle. C'est parce que Les Verts ont toujours soutenu ce type de démarche, fondamentalement non-violente, mais lucide et pragmatique, que je les ai rejoints, il y a dix ans. Je persiste et signe. Entre casque bleu et vert kaki, pour nous, écologistes, il n'y a pas photo. (Marie-Hélène Aubert)

20 avril 1999..... En campagne électorale à Chamonix (Savoie), Daniel Cohn-Bendit déclare que la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc doit inciter à opérer un changement radical en matière de transport routier. « Avec le temps, vous allez oublier. Et comme personne ne trouvera de solution immédiate, on reprendra en transit la circulation des poids-lourds dans le tunnel. Une fois qu'elle sera là, vous ne l'arrêterez plus jamais ! » harangue-t-il avec justesse pour une foule acquise à sa cause. Et Dany de poursuivre sa démonstration : « On a construit le vingtième siècle autour de l'automobile, mais c'est le transport en commun qui devra devenir le défi du vingt-et-unième siècle ». Il s'étonne du nombre de kilomètres d'autoroute contenu dans un pot de yaourt (produit loin de sa consommation). Si on taxe les transports routiers, on peut développer les transports en



commun. Nouvelle politique européenne des transports : On crée des TGV marchandises. On interdit tous les tunnels routiers au transport par fret pour éviter le retour de telles catastrophes.

20 avril 1999..... En campagne électorale à Chamonix (Savoie), Daniel Cohn-Bendit déclare que la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc doit inciter à opérer un changement radical en matière de transport routier. « Avec le temps, vous allez oublier. Et comme personne ne trouvera de solution immédiate, on reprendra en transit la circulation des poids-lourds dans le tunnel. Une fois qu'elle sera là, vous ne l'arrêterez plus jamais ! » harangue-t-il avec justesse pour une foule acquise à sa cause. Et Dany de poursuivre sa démonstration : « On a construit le vingtième siècle autour de l'automobile, mais c'est le transport en commun qui devra devenir le défi du vingt-et-unième siècle ». Il s'étonne du nombre de kilomètres d'autoroute contenu dans un pot de yaourt (produit loin de sa consommation). Si on taxe les transports routiers, on peut développer les transports en commun. Nouvelle politique européenne des transports : On crée des TGV marchandises. On interdit tous les tunnels routiers au transport par fret pour éviter le retour de telles catastrophes.

# Réinventons l'Europe



## Daniel Cohn-Bendit et Dominique Voynet

Madame, Monsieur,

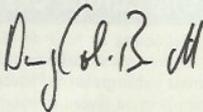
Le 13 juin prochain, vous choisirez l'Europe du 21<sup>e</sup> siècle. Si l'Union européenne a prouvé son utilité, elle se heurte aujourd'hui à ses propres limites. Réduite à un grand marché doté d'une monnaie unique, elle ne sait pas faire face aux défis du chômage et de la pauvreté croissante. Les désastres écologiques tels que la vache folle, la pollution de l'air et de l'eau ou les déchets nucléaires se multiplient.

Nous voulons donner à l'Europe plus de poids dans les grandes négociations internationales pour contrebalancer le modèle américain et la mondialisation néolibérale. Plus de poids politique aussi pour éviter d'autres guerres comme celle du Kosovo. L'Europe de paix à construire doit s'élargir à l'Est, privilégier la prévention des conflits, créer un corps civil de paix et élaborer une politique de défense commune.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'une Europe plus forte et plus démocratique. Pour cela, nous défendons l'Europe fédérale, avec un parlement doté de vrais pouvoirs, une Commission responsable, une transparence accrue du fonctionnement de ses institutions...

Notre projet pour l'Europe tient en quelques mots : une Europe plus généreuse dans un monde solidaire, une Europe sociale, une Europe écologique. Pour nous, l'Europe est un projet de civilisation. Ni eurobéats, ni eurosceptiques, nous voulons réinventer l'Europe. Commençons par la rendre aux citoyens !

Le 13 juin, à vous de choisir l'Europe de demain. Le vert sera la couleur du 21<sup>e</sup> siècle.



dominique VOYNET

Daniel Cohn-Bendit et Dominique Voynet



### L'ÉCOLOGIE LES VERTS

ÉLECTIONS EUROPÉENNES  
13 JUIN 1999



- 22 avril 1999..... Sondages sur les élections européennes : Extrême gauche 4%, PCF 7%, PS 25%, **Verts 8 ou 9%**, Pasqua-Villiers 13%, FN Le Pen 7%, FN Mégret 4%, Ecolos Indépendants 2%, CPNT 4 ou 5%.
- 26 avril 1999..... En campagne à Corbeil-Essonnes, Daniel Cohn-Bendit propose au PS et au PCF un meeting commun. « Je trouve que la majorité plurielle devrait donner à la droite une leçon de démocratie. Nous avons des listes différentes mais nous ne sommes pas des adversaires. Nous dialoguerons entre amis. » argumente-il. Et Dany d'imaginer les leaders du PS ou du PCF expliquer leurs positions européennes parfois ambiguës. Deux jours plus tard, les deux partis de gauche refusent catégoriquement ce meeting en commun.
- 29 avril 1999..... Sondage « Paris-Match-BVA » : la **liste Verte conduite par D. Cohn-Bendit est estimée à 9,5%**. En hausse de 2% par rapport au mois précédent. Le MEI est stable à 2%. Le CPNT (Chasse Pêche Nature et Tradition) est à 2%.
- 29-30 avril 99..... Réunis à Bonn, en Allemagne, les Verts des sept pays européens adoptent un texte sur la situation au Kosovo. Ils expriment leur ferme soutien à la proposition du ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, pour la mise en œuvre des cinq points du plan de paix du secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. Ils condamnent avec horreur la politique d'épuration ethnique du régime de Slobodan Milosevic. Ils demandent le retrait des troupes militaires et paramilitaires serbes du Kosovo, le retour des déportés, la mise en place d'une force d'interposition sous mandat de l'ONU, le lancement d'une conférence pour une paix durable dans les Balkans avec négociations sur le statut d'autonomie du Kosovo. Dès que le pouvoir serbe aura manifesté l'intention de retirer ses troupes, pourraient être suspendus les bombardements de l'OTAN pour 24h reconductibles.
- Mai 1999..... Petit zoom sur notre voisin : la campagne européenne du Green Party (les Verts de Grande-Bretagne). Un petit retour en arrière s'impose : on se souvient du score choc de 15% atteint en 1989, aux élections européennes, par nos amis d'outre-Manche. Mais on se souvient aussi que malgré ce succès, Les Verts britanniques ne sont pas entrés au Parlement européen ! Et pour cause : depuis de longues années, le bipartisme (conservateurs - travaillistes) - renforcé par un scrutin de type majoritaire - mine la vie politique anglaise. Le contexte financier est lui aussi plus que rude : seuls les partis déjà en place à Westminster peuvent espérer une forme de financement public. Tony Blair a malgré tout tenu en partie ses promesses électorales et instauré une dose de proportionnelle pour les échéances européennes, divisant la Grande-Bretagne en onze grandes régions. Le Green Party a bon espoir d'entrer au Parlement européen en juin prochain, même si le "seuil" à atteindre est parfois, comme dans le Nord-Est, de 20%. Avec un seuil beaucoup plus raisonnable et une envergure nationale, Caroline Lucas (seuil : 8,3%), Jean Lambert (9%) et John Whitelegg (9,1 %) seront peut-être les premiers députés(e)s Verts européens anglais. Les grands axes la campagne du Green Party sont les organismes génétiquement modifiés (OGM), la lutte contre le clonage, la demande sans cesse renouvelée par les Greens d'une politique de qualité en matière de nourriture et d'agriculture (création de labels de qualité, etc) et le développement de l'économie à l'échelle régionale. Sans oublier le dossier sensible des transports routiers. Avec un taux de sympathie de l'ordre de 16%, des élections locales en mai, qui leur permettront certainement de faire leur entrée au Parlement écossais, les candidats ou plutôt les candidates (eh oui, camarades français : sur onze têtes de liste, sept sont des femmes) ont entrepris de toutes leurs forces de convaincre l'électorat que le vote Vert est utile.
- Mai 1999..... Programme écologiste : Liste Dany Cohn Bendit Les Verts (Extraits) : Nous voulons bâtir une Europe efficace contre les exclusions, les inégalités, le chômage, les crimes écologiques. Une Europe de la culture, de la jeunesse, de la solidarité et du développement soutenable. En choisissant à près de 80% comme tête de liste aux élections européennes de juin 1999, Dany Cohn-Bendit, natif de Montauban, citoyen allemand, membre des Grünen et pro-européen militant, les Verts français ont décidé d'afficher sans ambiguïté leur désir de voir l'Europe faire un nouveau bond en avant. • Seules des institutions fédérales permettraient de concilier enfin la démocratie avec la constitution d'un gouvernement européen. • L'égalité des droits pour les homosexuels. Reconnaissance sociale et légale du couple homosexuel. • Les Verts pronent une dépenalisation de l'usage des drogues et un cadre d'accès légal suivant des modalités différenciées (vente réglementée du cannabis, médicalisation de l'héroïne ... ). • Rompre avec le productivisme agricole. Promouvoir l'agriculture biologique. Mieux gérer les ressources halieutiques. • Les dépenses de santé augmentent, mais la politique de santé est accaparée par les lobbies industriels et pharmaceutiques qui ont mis le monde médical sous influence. • Pour limiter l'émission de gaz à effet de serre, il est vital d'agir sur la cause principale, c'est-à-dire les transports routiers. • Préserver la forêt, la nature et la biodiversité. Réussir Natura 2000. Protéger les espèces menacées par la chasse. • Remplacer progressivement l'énergie nucléaire par les énergies renouvelables, tout en promouvant les économies d'énergie. • Transfert du poids de la fiscalité sur le travail vers le capital et les ressources non renouvelables. • Réduction massive du temps de travail avec redistribution des revenus et des richesses. • Un programme de grands travaux écologiques. En ville. Pour l'Énergie. Pour le Transport. • Réforme fiscale taxant la spéculation financière et immobilière et les hauts revenus. • Créer un revenu minimum au moins égal au seuil de pauvreté (la moitié du revenu médian par habitant), ouvert à tous les résidents majeurs en situation régulière, sans distinction d'âge ni de nationalité. • Généralisation d'un revenu minimum garanti pour les jeunes (du type RMI), étudiants compris, lorsqu'ils sont fiscalement autonomes. Ce programme s'appelle «Réinventer l'Europe ».
- Mai 1999..... Programme écologiste : Liste Antoine Waechter Mouvement Ecologiste Indépendant (Extraits). L'écologie, c'est le choix de la paix, de la solidarité, et d'une relation harmonieuse avec la nature, contre la violence, la guerre économique mondiale et le tout béton. C'est vouloir que la Terre soit encore capable d'émerveiller nos enfants et les enfants



de nos enfants. Conçue comme un moyen de conquérir le monde et livrée aux seuls intérêts des marchands et des spéculateurs, l'Europe nous met toujours plus de camions sur les routes, la vache folle dans nos assiettes, et le hamburger à la place de nos produits de pays. Mais l'Europe peut aussi être un formidable moyen de garantir la paix, de relocaliser l'économie, d'innover socialement, de sauver la planète, de conserver la maîtrise de notre destin. (Antoine Waechter). • Pour une Europe des Régions. Un parlement qui nomme et contrôle l'exécutif. Une assemblée des Régions. Une justice que tout citoyen pourrait saisir. • Agriculture. La réforme de la politique agricole réservera ses subventions aux agriculteurs qui s'engagent contractuellement à produire des aliments de qualité et à respecter les ressources naturelles. L'agriculture biologique et paysanne sera privilégiée. La mise en culture d'organismes génétiquement modifiés sera arrêtée. • L'Europe développera sur son continent une stratégie de prévention des conflits en s'appuyant sur une diplomatie autonome, sur la cour de justice européenne, et sur une "police" chargée d'en appliquer les décisions. Parmi ses priorités, l'application des accords de Rio (1992). • L'Europe doit avoir l'ambition de retrouver la beauté de ses paysages, de valoriser son patrimoine, de conserver des espaces de nature vierge. • Relocaliser l'économie. Réduire la distance entre le producteur et le consommateur, réduire les distorsions de concurrence par une TVA sociale et environnementale. • Santé. Liberté du choix thérapeutique : les médecines alternatives, dès lors qu'elles sont pratiquées par des praticiens formés, doivent être reconnues et encouragées. • La très forte croissance du transport routier est le principal effet pervers du marché unique : des dizaines de milliers de morts par an, la déstabilisation du climat, le cloisonnement du territoire, le bruit, la pollution... en sont les coûts. L'Europe transférera les subventions accordées aux réseaux autoroutiers sur le rail et le ferroutage. • La croissance ne résorbe pas le chômage. Le chômage est la conséquence de l'automatisation, de la délocalisation de nombreux secteurs industriels. Ce n'est pas l'économie mais bien le type de société qui est responsable du chômage. • Sortir du nucléaire, entrer dans l'ère des énergies douces. L'enfouissement des déchets nucléaires sera abandonné.

- 5 mai 1999..... Antoine Waechter (MEI) présente la liste qu'il conduira pour les élections européennes devant Claude Robertson-Forcioli, membre du conseil économique, social et culturel de la Corse et Georges Broussalian, médecin homéopathe. Endetté depuis les élections législatives, le MEI indique qu'il financera sa campagne par des emprunts.
- 12 mai 1999..... Cohn-Bendit fait son numéro : Numéros de stars pour un... «Numéro unique». Ainsi s'intitule une revue entièrement consacrée à Daniel Cohn-Bendit, en kiosque depuis le 5 mai. Au sommaire, les contributions gracieuses des nombreux amis («et enfants d'amis d'amis », selon l'éditrice Betty Mialet) de la tête de liste des Verts. Ils sont 145 à signer mots doux, dessins, photos, poèmes, nouvelles, professions de foi en tous genres, au fil des 168 pages de ce numéro très spécial... Tous connus - ou presque ! Une sorte de comité de soutien sur papier glacé à faire pâlir d'envie un certain ex-ministre de la Culture. Comédiens, musiciens, dessinateurs, photographes, écrivains et même Prix Nobel, ces auteurs hors série s'appellent Jane Birkin, Dieudonné ou Piccoli, Charlélie Couture ou Philippe Djian, Jérôme Charyn, Tahar Ben Jelloun, Amin Maalouf, Gotlieb, Christian Lacroix, Vaclav Havel, Théodore Monod, Jean-Baptiste Mondino, Jean-Loup Sieff, Martin Veyron... Tous apportent leur écot, sur l'Europe thème imposé du «Numéro» - et sur Dany, leur copain, leur espoir, leur candidat. Un vrai numéro d'artistes, en vente jusqu'au 5 juillet.
- 15 mai 1999..... La première écolo-parade des jeunes écologistes de «Chiche ! » ne réunit, à Paris, que 2000 personnes. Sept à huit chars fleuris, décorés et sonorisés, symbolisent les thèmes chers aux écologistes. Un concert clôt la journée. Ni Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts pour les élections européennes, ni Dominique Voynet, ministre de l'environnement, ne sont présents. C'est un échec.
- 17 mai 1999..... Le secrétaire national des Verts, JL Bennaïm, estime que ce serait une bonne chose que la majorité plurielle obtienne un score de 42 à 43% aux élections européennes. Il ajoute que, pour la liste des Verts, un score au-dessus de 8% serait une bonne surprise. Quant au fait qu'elle arrive devant ou derrière celle du PCF, cela n'a strictement aucune importance.
- 21 mai 1999..... Européennes: les intentions de vote restent très incertaines. A quatre semaines des élections européennes du 13 juin, les sondages d'intentions de vote qui se multiplient témoignent de l'intérêt encore faible des Français pour ce scrutin. Ce n'est pas une surprise. Lors des européennes de 1994, l'opinion s'était vraiment cristallisée dans les deux dernières semaines de campagne. Le conflit du Kosovo n'a pu que contribuer, depuis deux mois, à éclipser ce rendez-vous électoral. Ainsi, pour l'IFOP (sondage auprès de 1956 personnes réalisé les 14 et 15 mai pour Le Figaro, France 2, Europe 1 et Le Nouvel Observateur), 50% des personnes interrogées sont, aujourd'hui, sûres de leur choix, contre 48% qui disent pouvoir encore changer d'avis. De même, pour Ipsos (823 personnes interrogées les 6 et 7 mai pour Le Point), 61% des d'entre elles se déclarent certaines d'aller voter, mais 23% n'ont pas encore fait leur choix. Pour CSA enfin (1005 personnes interrogées les 14 et 15 mai pour Le Parisien, France 3 et France Inter), 43% envisagent de s'abstenir, contre 40% au mois d'avril. Les incertitudes de l'opinion sont également flagrantes en matière d'intentions de vote. Pour la Sofres (1000 personnes interrogées du 10 au 12 mai pour LCI et Politique opinion), la gauche de gouvernement est en hausse de 2,5 points à 41,5% (avec les listes Hollande à 26%, Hue à 8,5% et **Cohn-Bendit à 7%**) alors que l'opposition de droite est en recul de 2 points à 37% (16% pour la liste Sarkozy, 11% pour Pasqua et 10% pour Bayrou). Pour CSA, la gauche est stable à 40% (avec **Cohn-Bendit à 8,5%** devançant Hue d'un point), tandis que les trois listes de droite s'effritent à 36,5% (et, notamment, 7,5% pour la liste Pasqua). Au contraire, l'IFOP assure que, pour la première fois depuis le début de l'année, la droite progresse de 3 points à 41,5% (avec 17% pour Sarkozy, 13,5% pour Pasqua et 11% pour Bayrou) et devance la gauche



de gouvernement, créditée de 38,5 % (avec Hollande à 22 %, Hue à 8,5 % et les Verts à 8 %). Des flottements similaires sont perceptibles à l'extrême droite: la liste Le Pen progresse de 2 points (8,5%) quand celle de Mégret recule de 2 points (à %) selon CSA; pour l'IFOp, au contraire, Le Pen régresse de 1,5 point (à 6,5%) et Mégret progresse d'un point (à 4%).

23 mai 1999..... Daniel Cohn-Bendit reproche au PS sa friolanté sur l'Europe. La tête de liste des Verts pour le scrutin du 13 juin s'en prend vivement aux responsables politiques français. "Je ne connais pas la conception européenne de François Hollande" déplore le candidat écologiste. Q: C'est une drôle de campagne européenne. On dirait qu'elle n'existe pas, qu'elle est invisible. R: Ce n'est pas vrai. Dans les meetings, je suis frappé par la soif d'information et l'envie de comprendre. L'Europe a fait irruption avec les problèmes de l'Agenda 2000, la réforme de la PAC, la crise de la Commission de Bruxelles et, maintenant, la guerre du Kosovo. La difficulté, c'est que, d'un côté, on a un espace politique européen qui naît; de l'autre, on a des candidats français qui sont des chefs de parti et qui voient les élections européennes comme un marche-pied pour se construire un destin national. L'Europe n'est qu'un prétexte pour réinvestir le débat franco-français. Voilà pourquoi cette campagne a l'air de ne pas partir. La meilleure preuve est que les principales têtes de liste n'iront pas siéger à Strasbourg. Q: Les candidats affirment le contraire... R: Je suis frappé par l'hypocrisie d'un Alain Madelin qui m'a dit publiquement, sur France 2, qu'il serait bien sûr député à l'Assemblée nationale, maire de Redon et député au Parlement européen. C'est une insanité. Robert Hue délaissera aussi son siège. Pareil pour François Hollande : on ne peut pas être numéro un d'un parti et député européen à temps plein, ou alors on déménage le siège du PS de la rue de Solferino à la rue Wiretz, le siège du Parlement européen à Bruxelles ! Q: Vous déplorez que la campagne soit franco-française. Pourtant, à gauche, personne ne se parle et personne ne se répond. R: C'est aussi le cas à droite. A gauche, on ne débat pas parce qu'on ne veut pas mettre à nu ses contradictions. Il n'est pas possible de vouloir l'harmonisation fiscale et de soutenir - dès lors que les intérêts d'un des Quinze sont en jeu - qu'il faut conserver le principe du vote à l'unanimité, comme le PS le fait dans l'accord passé avec le petit groupe MDC. Allez expliquer à vos électeurs qu'en raison des paradis fiscaux le Luxembourg demande un vote à l'unanimité sur l'harmonisation fiscale. Le vote à l'unanimité, c'est le blocage de la construction européenne. Comment arriver à la réduction du temps de travail, comment arriver à l'Europe sociale avec un tel vote ? C'est cette attitude opaque qui rend l'Europe si étrange. Q: Le ministre délégué aux affaires européennes, Pierre Moscovici, vient d'expliquer que «le fédéralisme n'est pas la solution» pour l'Europe. Qu'en pensez-vous ? R: C'est scandaleux ! Dans la pratique, la majorité des députés socialistes français au Parlement européen sont fédéralistes ! Dire que le PS n'est pas, aujourd'hui, fédéraliste et envoyer des députés qui le sont en majorité, c'est se rallier à Jean-Pierre Chevènement. C'est de l'opportunisme politique, car je suis persuadé que Pierre Moscovici est fédéraliste, contrairement, je crois, au premier ministre. Q: Que vous n'avez jamais rencontré... R: C'est exact. Alors que j'ai rencontré plusieurs fois Gerhard Schröder et, il y a quelques jours, Massimo D'Alema ! Cela fait partie d'un des mystères de cette campagne. Il fut un temps, au PS, où l'on ne prononçait pas mon nom. Je n'étais pas «le machin », mais c'était tout comme. Les socialistes ayant décidé de s'allier avec Jean-Pierre Chevènement, tout contact ne pourrait, en effet, que semer la zizanie dans leur accord de façade. C'est une ligne Maginot de protection. Jusqu'au 13 juin, il faut éviter qu'une position fédéraliste de gauche pour le renforcement des institutions communautaires, partagée par pas mal de gens à l'intérieur du PS, vienne miner cet accord électoral. Q: Il ne semble pourtant pas que l'écart soit insurmontable entre votre conception de l'Europe et celle de Lionel Jospin ou François Hollande... R: Je ne connais pas la conception européenne de François Hollande, mais, comme il dit qu'il a la même que celle de Lionel Jospin, je le crois. François Hollande, par exemple, n'a pas de discours sur le Kosovo. Il est le reflet de Jospin. Or la politique de Lionel Jospin dans le conflit kosovar est très brouillée. Dommage, car il a une carte extraordinaire à jouer. Non pas en prenant des initiatives bilatérales, mais plutôt en utilisant leurs grand-messes européennes pour proposer une stratégie européenne sur le Kosovo : avec quatre chefs d'Etat, ils ont là une arme extraordinaire, mais ils n'en font rien. Ils restent attentistes et passifs. Or le Kosovo pose fondamentalement le problème de l'Europe. Tout le monde sait que la seule proposition valable est européenne pour définir des alternatives à la stratégie américaine. Le Kosovo fait la démonstration des erreurs du passé et montre la limite dramatique de l'Europe des nations. Derrière le Kosovo, on ne sent pas l'Europe, car la plupart des chefs d'Etat essaient de tirer leur épingle du jeu, alors qu'ils savent pertinemment qu'au niveau national ils ne peuvent rien. Q: Quel regard portez-vous sur la France, après huit mois de campagne ? R: J'aime beaucoup cette campagne. Elle est dure, c'est vrai. Mais la France n'est pas une et indivisible. Il y a une France généreuse et une France peureuse. Ces quatre cent cinquante mille Français qui se disent, en trois jours, prêts à accepter des réfugiés kosovars, celle qui dit que l'accueil de soixante mille sans-papiers n'est pas un problème pour elle, c'est la France qui me fascine. Cette France-là n'est pas seulement une France de gauche. Cette France-là aime le dialogue. La France rigide, qui se referme ou qui agresse, celle que j'ai vue à la Hague ou celle des chasseurs, est plus difficile à approcher.

23 mai 1999..... Des sondages à nouveau encourageants pour les écolos : La liste des Verts, conduite par Daniel Cohn-Bendit, avait déboulé en fanfare à l'automne 1998. Les premiers sondages la créditaient, en effet, de 9% à 10% des intentions de vote en novembre et décembre, soit un score suffisant pour espérer devancer la liste communiste et bousculer le paysage politique à gauche. Le creux de l'hiver a ramené les espoirs des Verts à des niveaux moins flamboyants. En février, la Sofres ramène brutalement les intentions de vote en leur faveur à 5%. Depuis, tous les instituts situent la liste Cohn-Bendit entre 6% et 8%, un des derniers sondages en date, réalisé par CSA les 14 et 15 mai, lui redonnant même l'avantage sur le PCF, avec 8,5% contre 7% à la liste de Robert Hue. Quant à la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine, qui avait



semblé, en février-mars, en mesure de talonner celle des Verts, elle semble désormais distancée (avec 4% d'intentions de vote pour la Sofres, 7% pour CSA, 5% pour l'IFOP et 5,5% pour Ipsos).

**CH7 : Multiplication des listes**

28 mai 1999..... Ce sont vingt listes qui se présentent au premier tour des élections européennes dont trois à tendance écologiste : les Verts, le MEI et le Parti de la Loi naturelle (mené par Bruno Frappé).

1 juin 1999..... Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts, au Grand Jury RTL-"Le Monde"-LCI. «Nous nous battons pour une majorité sociale au Parlement européen». Q: La défense européenne peut-elle se construire dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale, qui compte des pays plus attachés à l'alliance avec les Etats-Unis qu'à l'émergence d'une Europe de la défense ? R: Une politique étrangère commune, ce n'est pas, simplement, une politique de défense commune. La première étape, c'est de définir l'intérêt commun. Dans le Parlement européen sortant, j'étais membre d'une commission dite de prévention des conflits, dont tous les participants s'accordaient à dire que la difficulté, c'est que les Quinze se mettent d'accord sur l'intérêt commun de l'Europe. Les gouvernements ont tendance à réduire l'intérêt de l'Europe à leurs intérêts nationaux. C'est pourquoi "M. PESCE" ne devrait pas être un représentant des gouvernements, mais un commissaire, soumis au contrôle du Parlement. Il faut pousser plus loin la parlementarisation des processus de décision de l'Union européenne. Q: Vous êtes de ceux qui croient à l'émergence d'une nouvelle entité politique, d'un pouvoir politique européen. Face à vous, dans cette campagne, il y a ceux qui défendent la nation et puis, aussi, ceux qui disent: "La réalité de l'Europe, c'est qu'elle se fait par coopération entre les gouvernements, elle ne se fera jamais autrement"... R: Ce n'est pas vrai. Exemple : c'est le Parlement européen qui a imposé une commission d'enquête sur la "vache folle". Si, aujourd'hui, il y a une vraie réflexion sur la qualité de la nourriture, si l'on arrive à une institution européenne de contrôle et de protection des consommateurs, ce sera grâce aux parlementaires européens, alors que les gouvernements ont refusé, pendant des années, de poser le problème de la maladie de la "vache folle". Q: L'Europe que vous proposez passe-t-elle donc par l'abaissement des pouvoirs nationaux ? R: Cela dépend pour quoi... Il faut faire très attention. Vouloir décentraliser, en France, ce n'est pas nier l'Etat, mais dire que cet Etat peut fonctionner d'une manière beaucoup plus efficace s'il y a décentralisation. Aujourd'hui, il y a des problèmes dont la solution se trouve au niveau européen: par exemple, la pollution, le nucléaire... Je ne veux pas abaisser la nation ! Je demande que l'on discute ensemble, que l'on élabore une Constitution européenne, une déclaration des droits fondamentaux, afin de définir ce qui doit être décidé au niveau européen, ce qui doit l'être au niveau des Etats, ce qui doit l'être au niveau des régions. Il faut définir l'espace souverain de l'Europe. Q: Cet espace européen a des contours en perpétuelle mutation... R: L'Europe d'aujourd'hui, c'est le rêve d'il y a cinquante ans qui est en train de se réaliser, avec l'intégration prochaine de la Hongrie, de la Tchéquie, de la Pologne. Maintenant nous devons de nouveau nous projeter dans cinquante ans, et c'est un débat compliqué. Jacques Attali dit: "Il faut intégrer la Russie." Moi, je dis qu'il faut intégrer la Turquie. Il faut que le Parlement européen, les institutions communautaires, lancent ce débat, pour arriver, un jour, à un référendum européen. Q: Une partie des Français ont le sentiment que leurs acquis sociaux sont menacés par l'Europe : le service public, la Sécurité sociale... R: Le problème est de savoir comment on peut protéger ces acquis, qui n'existent pas seulement en France. La lutte de classes, qui a permis ces acquis sociaux, elle a existé aussi en Allemagne, en Italie... Le grand débat sur la défense des salariés a lieu dans toute l'Europe. Ce que je veux, moi, c'est qu'il y ait une harmonisation sociale, s'alignant sur le "mieux-faisant". Q: Dans votre livre, "Une envie de politique (éditions La Découverte)", vous dites que les services comme le téléphone, les chemins de fer, l'électricité n'ont pas à rester dans les mains de l'Etat... R: Le problème, ce n'est pas la propriété financière de ces services, mais leurs cahiers des charges. Il y a donc un minimum social à définir, que l'entreprise soit privatisée ou pas. Ce que je trouve scandaleux, par exemple, c'est que TF1, société privée, et RTL, et d'autres n'aient pas des cahiers des charges rigides, garantissant un minimum politique et culturel nécessaire, et que, justement, l'exception culturelle française ne soit pas imposée dans de tels cahiers des charges. Q: L'Europe est-elle une protection contre la mondialisation, contre l'aggravation de la concurrence économique qui menace les plus fragiles, ou est-ce bien la porte ouverte à la loi du plus fort ? R: L'Europe peut être ceci ou cela, cela dépend des majorités. A partir du moment où dans onze pays il y a eu un vote des électeurs pour refuser le libéralisme, c'est que les citoyens européens veulent que l'Europe défende une idée du social face au processus de mondialisation dérégulé. Donc ils veulent une régulation, par exemple, du commerce mondial. Et ils ont raison : l'Europe doit intervenir, au niveau de l'Organisation mondiale du commerce, en tant que pouvoir politique. Q: A l'intérieur de l'Europe, beaucoup de gens ont le sentiment qu'il y a une prime au moins-disant social... R: Mais qui a décidé cela ? La majorité des quinze gouvernements du Conseil. Aujourd'hui, nous avons une autre majorité. Aujourd'hui, nous nous battons pour une majorité sociale au Parlement européen. Eh bien, nous devons imposer de nouvelles lois, de nouveaux règlements. Cela s'appelle des directives. Il faut, comme le demande Droit au logement, une directive sur le minimum vital pour tout le monde, et les taudis que j'ai vus à Paris doivent être interdits. L'Europe doit être la possibilité d'élever, par l'idée du "mieux-faisant", le niveau social de tout le monde. Alors, les gens comprendront l'intérêt de la souveraineté européenne.

3 juin 1999..... Dans le journal «Le Monde», le chanteur et compositeur d'origine grecque Georges Moustaki s'adresse à Daniel Cohn-Bendit à propos du conflit du Kosovo. Il ne pensait pas, un seul instant, que la tête de liste des Verts tolérerait



la voix des bellicistes, des va-t-en guerre de la classe politique et des intellectuels bien-pensants blottis sous l'aile protectrice de l'Oncle Sam. Accepter comme seule solution pour la crise du Kosovo, les bombardements à outrance, approuver la guerre menée contre le peuple serbe, c'est admettre un désastre écologique incommensurable. Ne serait-ce que pour cette dernière raison, cette position paraît à Moustaki absolument incompatible avec l'idéologie des Verts.

3 juin 1999..... Sondage « Paris-Match-BVA » : la **liste Verte conduite par D. Cohn-Bendit est estimée à 8%**. En baisse de 1,5% par rapport au mois précédent. Le MEI est stable à 2%. Le CPNT (Chasse Pêche Nature et Tradition) monte à 3%.

9 juin 1999..... Appuyés sur des alliances avec la gauche, les Verts européens sont en phase ascendante : La guerre du Kosovo a créé une ligne de partage quant à la nécessité de l'intervention. Les écologistes européens sont en expansion et acquièrent, par leur présence dans divers gouvernements et Parlements nationaux, une réelle culture de pouvoir. Ils ont généralement fait le choix de s'allier avec la gauche. Sans doute plus réellement unis que ne le sont les autres courants politiques, ils développent des thèses communes sur un nouveau mode de développement économique et une politique plus ouverte à l'égard des immigrés. En revanche, la guerre du Kosovo a créé une ligne de partage au sein de la famille politique des Verts, très divisée sur la nécessité de l'intervention. Si les Grünen allemands sont arrivés au pouvoir, en septembre 998, avec 6,69% des voix, leur permettant d'obtenir trois portefeuilles ministériels (affaires étrangères, environnement, santé) dans la coalition menée par le social-démocrate Gerhard Schröder, ils sont paradoxalement en perte de vitesse, du fait d'une déchirure jamais cicatrisée entre «réalistes» et «fondamentalistes ». Les débuts difficiles de l'aventure gouvernementale semblent cependant compensés par la bonne prestation de Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères, depuis le début de la guerre du Kosovo. En Autriche, les écologistes ont conquis 9 sièges au Parlement national avec 6,81% des voix en décembre 1995. Très opposés à l'OTAN, actifs contre le nucléaire en Europe de l'Est, leur position reste cependant secondaire face à la montée de l'extrême droite dans le pays. Aux Pays-Bas, en revanche, Gron Links est en progression; il a obtenu 7,3% des voix et onze députés lors des législatives de mai 1998. Très actif contre les OGM (organismes génétiquement modifiés), sensible à la thématique Nord-Sud, il soutient l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. En Belgique, la coupure flamand-wallon se retrouve dans l'identité écologiste : alors qu'Agalev (6,42% des voix et 5 députés aux législatives de 1995), en pays flamand, ne progresse guère et observe l'inquiétante montée de l'extrême droite, les francophones d'Ecolo (9,23% et 6 députés en 1995) ont tiré parti de leur engagement lors de la «Marche blanche» qui a secoué le pays en 1996. Au Luxembourg, Déi Gréng a recueilli en 1994 10% des voix. Les écologistes sont les grandes victimes du système électoral de Grande-Bretagne: en 1989, ils n'avaient obtenu aucun élu malgré 15% des voix. C'est dire que leur représentation reste très en deçà de leur influence, qui se mesure par exemple à la sensibilité du public britannique à la question des OGM. The Green Party a adopté une stratégie d'implantation locale, qui lui permet d'obtenir, ponctuellement, jusqu'à 45% des voix. En Irlande, le mode de scrutin n'est pas plus favorable à Comhaontas Glas, qui compte cependant deux députés au Parlement. En revanche, les écologistes finlandais sont mieux lotis, avec 7% des voix et 11 députés gagnés en mars sous l'étiquette Vihrea Liitto, ainsi qu'un poste ministériel. Au Danemark, si les écologistes sont très faibles, c'est surtout parce que les communistes du Socialistisk Folkeparti, très sensibles à l'environnement, leur prennent des voix. En Suède, 4,5% de voix aux élections de septembre 1998 ont valu 16 députés aux Verts (Miljöpartiet de Crôna). Du côté méditerranéen, les Verdi italiens, malgré un maigre 2,5% aux législatives de 1996, comptent deux ministres, à l'environnement et à l'égalité des chances, du fait de leur accord avec les socialistes. Ils sont très actifs sur le dossier des sans-papiers et opposés à l'intervention au Kosovo. Leurs camarades espagnols, eux aussi opposés à la guerre, semblent en phase ascendante: la Confederazione de Los Verdes s'est créée en novembre 1998 et vient de s'allier à quatre grands partis régionalistes de gauche, ce qui devrait lui permettre d'accéder à l'Hémicycle de Strasbourg. Au Portugal, Os Verdes poursuivent leur stratégie d'alliance avec le Parti communiste. Selon Catherine Grèze, chargée chez les Verts français des relations avec leurs homologues européens, «le fait qu'il y ait un ministre Vert en France donne du sérieux à l'écologie dans les pays méditerranéens ». Il est donc probable que le centre de gravité écologiste, jusqu'à présent situé en Allemagne, se déplacera vers le Sud. En France, les Verts sont dopés par la plate-forme électorale conclue avec le Parti socialiste en janvier 1997, mais ils connaissent, à l'instar des partis traditionnels français, un décalage certain entre leur représentation nationale (un ministre, six députés, 68 conseillers régionaux) et la faiblesse de leurs effectifs : 7500 adhérents au 31 décembre 1998, 10 000 prévus pour la fin 1999. Désormais soudés autour d'un axe majoritaire qui recueille deux tiers des suffrages lors des conseils nationaux interrégionaux (CNIR), les Verts français n'ont été déstabilisés ni par l'arrivée de Noël Mamère et de ses amis en janvier 1998, ni par le départ de Philippe Boursier, de l'aile gauche du parti, à l'automne 1998, ni même par le choix de Daniel Cohn-Bendit comme tête de liste pour les élections européennes du 13 juin. Député sortant des Grünen, M. Cohn-Bendit sert même de tête de pont pour les Verts français qui entretiennent des relations étroites avec les Ecolos belges, les Gron Links néerlandais et les Grünen allemands. Le 18 avril, lors de l'assemblée de leurs CNIR, les Verts se sont prononcés nettement (72%) pour l'intervention militaire de l'OTAN, afin d'éviter «la continuation de la purification ethnique », rompant ainsi avec leur traditionnel pacifisme. Alors que les Verts constituent une composante essentielle de la gauche plurielle, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement, peut protester avec une certaine légitimité quand le PS rend public un bilan de deux ans de l'action gouvernementale avec ses seuls colistiers radicaux et «citoyens ».

10 juin 1999..... Les électeurs du Danemark, des Pays-Bas et du Royaume-Uni désignent leurs députés européens. Aux Pays-Bas, les Verts obtiennent 11,9% des voix et quatre élus (+3).



11 juin 1999..... Les électeurs de la République d'Irlande désignent à leur tour leurs députés européens : les Verts conservent leurs deux députés avec 6,7% des voix.

11 juin 1999..... Cohn-Bendit : une jeunesse retrouvée. Le leader de la liste des Verts a mené une campagne tambour battant pendant près de sept mois. Il termine moderato. "Je ne crois pas à cette idée de partir trop tôt. Si on n'a pas d'idées, il faut partir tard, si on veut faire campagne pour l'Europe, on peut tenir six mois", clamait volontiers Daniel Cohn-Bendit en novembre dernier. Force est de reconnaître que la tête de liste des Verts aura tenu plus d'un semestre. Avec une crainte aujourd'hui chevillée au corps : ne pas réaliser un score supérieur à celui dont le créditaient les sondages à l'annonce de sa candidature, quand, un tantinet fanfaron, il avait promis de dépasser celui de Robert Hue. Piqué au vif, le chef de file des communistes n'avait pas aimé la bravade et espère bien aujourd'hui être tout près de sa revanche. Non pas que le PCF se soit envolé dans les dernières estimations, mais l'engouement pour "DCB" s'est émoussé. Lequel affiche volontiers sa distance. Et de fait, sa différence. Passé dimanche, il s'éloignera des Verts et de l'échiquier de la majorité plurielle. "Je suis député de hase au Parlement européen, je ne vois pas pourquoi je changerais pour autre chose", dit-il volontiers en laissant habilement savoir que la télévision suisse l'a sollicité pour qu'il reprenne son émission littéraire. L'essentiel pour l'ancien maire-adjoint de Francfort n'est pas tant d'avoir effectué un retour en fanfare sur la scène nationale que d'y avoir délivré un message pro-européen, et bousculé la pensée unique et "l'hypocrisie" de ses apôtres. Et de ce point de vu, il a déjà gagné. Car à chacun de ses déplacements en province, il a fait un tabac. Notamment auprès des jeunes qui ont apprécié Je look et la parole de ce prêcheur décontracté, formé aux débats endiablés de la fac de Nanterre. Considérant qu'il a ainsi "soldé positivement Mai 68" - il est "parti pour les européennes" au moment où la France venait de fêter sans grande conviction le trentenaire de la révolte estudiantine - il se dit "fier des leçons essaimées" çà et là pendant sa campagne. Heureux par exemple d'avoir expliqué à ce jeune beur d'Orange qui se sentait abandonné dans la ville dirigée par le maire FN Jacques Bompard, et redoutait de l'être davantage à l'échelon de l'Europe, que seul le fédéralisme lui permettrait de profiter des bienfaits de l'Union sans "le barrage de la structure administrative française". Fier encore d'avoir contribué à "abattre les forteresses", "l'intégrisme républicain de Jean-Pierre Chevènement" et "l'idée gaullienne de la nation". Fier aussi d'avoir pu assurer que seuls tous les élus de sa liste seraient "présents au Parlement et dans les commissions, là où se fait le travail". Pour ce faire, il a "mis le paquet". Jamais pressé de regagner Paris après ses meetings comme bon nombre de ses homologues têtes de liste, Dany a sillonné les bistrotts des villes et des campagnes. Eclats de rire bruyants, mèches rousses en bataille (mais tempes grisonnantes assagies), polo (col roulé en hiver) ouvert, il a décoiffé le paysage partout où il est passé. En buvant de la tequila, en dansant quand la musique le prenait aux tripes, en avouant sur scène qu'il n'y avait pas de mal à "fumer un joint", en soutenant qu'être "libéral", c'était justement "respecter les libertés" et non pas "s'enfermer dans l'économie de marché", en demandant publiquement "pardon à Dominique [Voynet]" le 4 mai lors d'une fête de son comité de soutien en présence de la ministre de l'Environnement. Ne lui avait-il pas reproché au moment de la présidentielle de 1995 de "ne pas savoir faire de la politique" ? Ce qui ne veut pas dire que ce "postgauchiste" mué en fervent écologiste, n'ait pas subi quelques sérieux revers. Une violente journée à La Hague, une réunion publique annulée à Bordeaux le 1er juin pour cause de chasseurs en colère, resteront parmi ses plus mauvais souvenirs. De telles déconvenues l'auront contraint de modérer ses ardeurs. Et ses foucades contre la majorité plurielle. Lors de son grand meeting hier soir au Zénith où il a tôt fait de chauffer une salle de 4000 personnes, il n'a quand même pas résisté au plaisir de demander à Lionel Jospin d'être "enfin humain" (à l'égard des sans-papiers) avant de lancer en conclusion: "Voter pour les Verts, c'est donner une leçon d'Europe au PS". Gageons que le Premier ministre a dû apprécier.

**CH8 : Opération réussie avec huit eurodéputés**

13 juin 1999..... Les élections européennes sont marquées dans toute l'Europe par un fort taux d'abstention (53% en France). Contrairement à l'ensemble des autres pays européens, où les partis démocrates-chrétiens et les formations de droite l'emportent sur leurs adversaires, en France la gauche obtient plus de suffrages (38,4% pour PS+PCF+Verts) que la droite (35,09% pour RPR+UDF+Divers). Les Verts (9,72%) deviennent la deuxième force de la gauche plurielle devant le PCF (6,78%). Noël Mamère enfonce le clou : «il faut rééquilibrer la majorité plurielle ». Et Voynet d'ajouter : «De nouvelles attentes doivent être prises en compte ». Les Verts nationaux font la fête toute la nuit. Ils ont neuf élus : Cohn-Bendit, Marie-Anne Isler-Béguin, A Lipietz, Hélène Flautre, G Onesta, Danielle Auroi, Didier Claude, Alima Boumédiène-Thierry, Y Piétrasanta. Quelques scores exceptionnels : Rennes (17,43%), Grenoble (17,19%), Paris (17,01%), Strasbourg (16,79%), Besançon (15,96%). Après deux tentatives infructueuses en 1989 et en 1994, les chasseurs de CPNT font leur entrée au Parlement européen avec six élus. 38 députés écologistes vont siéger au Parlement européen.

ELECTIONS EUROPEENNES		UN SEUL TOUR		Date : 13 JUIN 1999
INSCRITS	40144816			
VOTANTS	18766582	46,75%		
ABSTENTIONS	21378234	53,25%		
BLANCS/NULS	1115222			



parti politique	SUFF EXPRIMES nom ou liste	17651360 voix	43,97% % des exprimés	% des inscrits	rang	Siège(s)
INDEPENDANTS	PASQUA	2304106	13,05%	5,74%	2	13
RPR	SARKOZY	2263415	12,82%	5,64%	3	12
UDF	BAYROU	1638557	9,28%	4,08%	5	9
PS	HOLLANDE	3873728	21,95%	9,65%	1	22
<b>LES VERTS</b>	<b>COHN-BENDIT</b>	<b>1715284</b>	<b>9,72%</b>	<b>4,27%</b>	<b>4</b>	<b>9</b>
PCF	HUE	1196156	6,78%	2,98%	6	6
FN	LE PEN	1005113	5,69%	2,50%	8	5
EXTREME DROITE	MEGRET	578747	3,28%	1,44%	10	
LO/LCR	LAGUILLER	914657	5,18%	2,28%	9	5
CPNT	SAINT-JOSSE	1195500	6,77%	2,98%	7	6
MOINS D'IMPOTS	MIGUET	312460	1,77%	0,78%	11	
<b>MEI</b>	<b>WAECHTER</b>	<b>268259</b>	<b>1,52%</b>	<b>0,67%</b>	<b>12</b>	
EMPLOI	LARROUTOUROU	178012	1,01%	0,44%	13	
VIVANT ENERGIE	MAUDRUX	124725	0,71%	0,31%	14	
LOI NATURELLE	FRAPPE	71564	0,41%	0,18%	15	
MI OU, MI MWEN	JOS	5041	0,03%	0,01%	16	
ASSOCIAT CITOYENNE	COTTEN	2643	0,01%	0,01%	17	
HUMANISTES	CHANUT-SAPIN	2476	0,01%	0,01%	18	
LIGUE NATIONALE	GUERRIN	1100	0,01%	0,00%	19	
FEDERALISME	ALLENBACH	17	0,00%	0,00%	20	

- 13 juin 1999..... Elections européennes : En Allemagne, les Verts sont en recul avec 6,4% des suffrages et sept députés (-5). En Autriche, les Verts obtiennent 9,2% des voix et obtiennent de sièges. En Belgique, dans le collège francophone, les Verts progressent avec 8,4% des voix et trois députés (+2). Dans le collège néerlandophone, les écologistes améliorent leur situation avec 7,4% des voix et deux élus (+1). En Finlande, les Verts qui sont membres de la coalition gouvernementale remportent un second siège avec 13,4% des suffrages. Au Luxembourg, les Verts obtiennent 10,7% des suffrages et un élu. Au Portugal, la liste regroupant les communistes et les Verts obtient 10,3% des suffrages et deux sièges (-1). En Suède, les Verts, antieuropéens, subissent un revers avec 9,4% des suffrages et deux députés (-2).
- 14 juin 1999..... Les Verts français savourent leur victoire et affichent des ambitions : Pour Dominique Voynet, sur un plateau de télévision, « de nouvelles attentes se sont exprimées lors de ce scrutin, il faut qu'elles soient prises en compte ». Mais redevenue prudente, elle déclare ensuite, sur France-Inter, « ce n'est pas le moment de faire du chantage » au premier ministre. Pour Noël Mamère, Voynet doit demander un plus grand ministère. D'autres souhaitent maintenant plusieurs ministres Verts. Alain Lipietz analyse que Cohn-Bendit a clairement ramené la deuxième gauche (le Nouvel Obs, Alain Touraine, etc...). La tête de liste européenne interpelle le premier ministre : « Nous avons beaucoup de choses à nous dire, Lionel Jospin et moi. Il en a plus à nous dire qu'à Jean-Pierre Chevènement ». Et de réclamer la régularisation des sans-papiers, un vrai débat sur le nucléaire et un moratoire sur les OGM.
- 14 juin 1999..... Dans le reste de l'Europe, les Verts sont plutôt en progression. Le groupe Vert au Parlement européen va passer de 27 à 38 députés, devenant la quatrième force politique en Europe, derrière les démocrates-chrétiens, les socialistes et les centristes. Les Verts britanniques arrivent enfin au Parlement, les Verts des Pays-Bas passent de un à quatre sièges, les Finlandais et les Autrichiens atteignent des scores inédits. Les Français font un retour fracassant. Onze pays représenté aujourd'hui contre huit précédemment. Seule ombre au tableau, le sud de l'Europe est sous-représenté (Portugal, Espagne et Italie). Les Verts allemands passent de 12 sièges à 7 sièges.
- 15 juin 1999..... Les chasseurs français s'appêtent à faire leur entrée au Parlement européen : Après deux tentatives infructueuses aux scrutins de 1989 et 1994, où ils avaient recueilli 4,13% et 3,97% des voix, les chasseurs français s'appêtent à faire leur entrée au Parlement européen, décidés à en découdre. « Toutes les têtes de liste qui ne siégeront pas à Strasbourg, je vais leur tirer dessus car ce sont des menteurs », a déjà annoncé, dimanche 13 juin, Jean Saint-Josse, président du mouvement Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), dont la liste a créé la surprise en obtenant un score spectaculaire de 6,77% des voix, à 6000 bulletins du Parti communiste. Avec 26,57% des voix dans la Somme, plus de 16% en Charente-Maritime, dans la Manche et dans les Landes, et plus de 10% dans dix-huit autres départements du Sud-Ouest rural et des Pyrénées, la liste CPNT a bénéficié d'une exceptionnelle mobilisation des amateurs de gibier, qui n'ont pas hésité à « faire voter » leurs familles pour défendre un « art de vivre » menacé par les « intégristes verts ». Si les écologistes ont pu bénéficier d'un « effet dioxine », les chasseurs ont quant à eux gagné des points au cours de la campagne avec l'interdiction de la chasse nocturne au gibier d'eau - décidée en mai par le Conseil d'Etat - et la condamnation par la Cour



européenne des droits de l'homme, à la fin du mois d'avril, de la «loi Verdeille» permettant aux chasseurs d'exercer leur «passion» sur les propriétés privées de moins de 20 hectares. Avec la restriction de la chasse à la tourterelle et l'avancement au 1er janvier de la fermeture de la chasse dans certains départements, les raisons ne manquaient pas, pour les 1,5 million de chasseurs français, de soutenir ceux qui se présentaient comme les «défenseurs de la ruralité », farouchement opposés aux «mondains parisiens ou bruxellois ». comme aux fonctionnaires «payés pour nous emmerder ». Novices en politique, corporatistes, les six parlementaires de CPNT auront désormais la tâche de réussir là où les «débris de partis politiques» ont échoué. Au Parlement de Strasbourg, il s'agira de défendre la chasse et de «mettre un peu d'oxygène dans le débat politique pouilleux ». D'ici là, M. Saint-Josse compte créer un «vaste mouvement populaire de la ruralité, dont les deux candidats au second tour de la prochaine présidentielle devront tenir compte ». Une force politique serait-elle née ?

15 juin 1999..... Les Verts savourent leur victoire et affichent déjà leurs ambitions : Daniel Cohn-Bendit a rallié à lui la "deuxième gauche". Avec 9,76% des suffrages exprimés, les Verts devancent largement le PCF et affirment leur place au sein de la majorité plurielle, lundi 14 juin, sur France Inter, Dominique Voynet, ministre de l'environnement, a toutefois estimé que ce n'était pas "le moment de faire du chantage" au premier ministre. Il y a des hasards heureux. Lundi 14 juin, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, devait rencontrer Lionel Jospin pour évoquer le budget de son ministère. Dimanche soir, au cinéma L'Entrepôt, dans le 14e arrondissement de Paris, QG choisi par les Verts pour leur soirée électorale, Mme Voynet a d'abord très sagement indiqué qu'un remaniement ministériel ne l'intéressait pas: «Le choix qu'on a fait, c'est de construire les Verts dans la majorité. C'est pas d'emmerder nos voisins» de la gauche «plurielle ». Avec 9,76% des voix, les Verts, pourtant, triplent quasiment le score de Mme Voynet à l'élection présidentielle de 1995 (3,32%) et font presque autant qu'en 1989 (10,59%). Nul doute que la tentation sera forte pour la ministre écologiste de faire valoir ce bon score. Avec 6,8%, le Parti communiste a deux ministres et un secrétaire d'Etat; avec trois points de plus, Mme Voynet est la seule représentante de son mouvement au gouvernement. Un peu plus tard, sur les plateaux de télévision, la ministre a adopté un ton plus vindicatif. «De nouvelles attentes se sont exprimées lors de ce scrutin. Il faut qu'elles soient prises en compte », a-t-elle dit. Redevenue prudente, la ministre a toutefois déclaré, lundi matin sur France Inter, que ce n'était pas «le moment de faire du chantage» au premier ministre. «Dominique Voynet doit demander le plus grand ministère », estime pour sa part le député Noël Mamère. Avec des hausses sensibles dans plusieurs pays de l'Union européenne, en particulier aux Pays-Bas, en Belgique et en Finlande, les Verts - qui devraient passer de 27 à 36 députés au Parlement de Strasbourg se sentent pousser des ailes. «Et un, et deux, et trois ministres ! », scandent l'assistance, alors que les premiers sondages donnent aux Verts un score compris entre 9% et 12%. L'ambiance est à l'euphorie, à l'Entrepôt. Collés devant les écrans de télé, les militants raillent le score d'Antoine Waechter (1,55%) et s'apitoient sur celui de Robert Hue (6,83%). «Nous hésitons entre l'allégresse et la joie pure », s'enthousiasme Yves Cochet. «Dès l'aube, à l'heure où blanchit la campagne électorale, je partirai rue de Solferino... », poursuit le vice-président de l'Assemblée nationale, qui entend peser avant tout sur le contenu de la deuxième loi sur les 35 heures. Depuis quinze jours, les sondages étaient sur une pente favorable. L'actualité leur a été particulièrement propice. De l'effet "poulet à la dioxine" en Belgique à l'intervention au sol au Kosovo, le discours des Verts s'est trouvé conforté. Au grand dam de leurs détracteurs de la gauche «plurielle », du Mouvement des citoyens au PCF. Les Verts ont dû aussi bénéficier d'un contre-effet, dans les rangs socialistes, de la déclaration de Tony Blair et de Gerhard Schröder en faveur d'une «Europe sociale-libérale ». «Si les élections avaient eu lieu quelques jours plus tard, 'on aurait encore fait plus... », assure Alain Lipietz, numéro trois sur la liste Cohn-Bendit, Il y a aussi l'effet «Dany ». «Il nous a clairement ramené la deuxième gauche. Le Nouvel Ob' a quitté le PS pour nous. On a Alain Touraine sans perdre tout Pierre Bourdieu », résume M. Lipietz. Monté à la tribune, «Dany » se félicite du score «assez extraordinaire» de sa liste et interpelle le premier ministre. «Nous avons beaucoup de choses à nous dire, Lionel Jospin et moi. Il en a plus à nous dire qu'à Jean-Pierre Chevènement.» Et de réclamer la «régularisation» des sans-papiers, un «vrai débat» sur le nucléaire et un «moratoire» sur les organismes génétiquement modifiés. Las !, les Verts restent un petit parti. Avec 7500 adhérents et 10 000 escomptés pour la fin de l'année, ils sont loin d'avoir les effectifs de leur ambition. Déjà, dans le cadre de la campagne électorale, Mme Voynet a esquissé les contours «d'un parti vert renouvé» doté d'une vraie «assise populaire ». La formation écologiste entend donc mettre sur pied des «états généraux de l'écologie politique », à partir d'août, lors de ses journées d'été, et qui devraient s'achever en novembre 2000. Pour cela, il va falloir, à la fois, «continuer un travail à long terme avec les amis de Dany » et «sortir de l'image d'un parti monothématique », explique très doctement Denis Baupin, porte-parole des Verts et responsable de ces futurs états généraux. Ces résultats devraient aussi aiguïser leur appétit pour les élections municipales de mars 2001. Avec 17% des voix à Paris et à Grenoble, 14% à Nantes et 22,63%... à Chamonix, la liste Cohn-Bendit dépasse dans trois arrondissements celle conduite par François Hollande (PS). Pour la première fois, les Verts ont les moyens de peser sur l'élection des maires de plusieurs grandes villes.

17 juin 1999..... Dans un entretien au journal «Libération », Daniel Cohn-Bendit, élu le 13 juin député européen, affirme que son rôle politique en France est de continuer à mobiliser, à structurer le débat sur l'Europe. « Ma circonscription, maintenant, c'est la France. Mon référent politique, pendant cinq ans, ce sera les électeurs », dit-il, et il ajoute : « Je veux jouer mon rôle dans les états-généraux que veulent organiser les Verts, mais je ne vais pas me changer en un homme politique voulant un destin national ». Il veut structurer une troisième gauche, une gauche qui refuse le néolibéralisme sans buter sur un néotraditionalisme.



- 19-20 juin 1999..... CNIR des Verts à Paris : Les Verts affirment avec force que le bon score enregistré aux élections européennes devrait désormais se traduire par plus de reconnaissance et de respect de la part de leurs partenaires au sein de la majorité, en particulier de la part du PS. Devant le CNIR de son parti, qui vient de voter une motion demandant un rééquilibrage des forces de la majorité plurielle au sein du gouvernement, la ministre Voynet affirme que les Verts ne doivent pas se comporter comme une petite troupe d'épiciers qui veulent négocier. Ce qu'ils veulent, c'est plus de reconnaissance de la part de leurs partenaires, qui ont tout à gagner eux-mêmes du renforcement des Verts. «Lorsque viendra l'heure du remaniement, je ne doute pas que Lionel Jospin pensera à des Verts comme à des non-Verts » assure la ministre. Dans le «Journal du dimanche », elle se déclare même capable de prendre la place de JP Chevènement au ministère de l'Intérieur. Ultérieurement, elle tente ensuite de minimiser la portée de ses déclarations au JDD parlant d' « une façon d'illustrer le fait qu'il n'y a pas de fatalité à ce que les Verts se voient proposer l'environnement et seulement l'environnement ». Le CNIR prépare les élections municipales de 2001. «On va discuter d'égal à égal avec nos partenaires de la majorité plurielle, si on veut gagner les élections municipales, on les gagnera ensemble, cela veut dire que chacun doit être reconnu pour ce qu'il peut apporter à la dynamique commune » déclare à ce sujet la ministre qui ne veut plus se voir proposer des voix non éligibles de secours et n'être qu'un réservoir de voix.
- 23 juin 1999..... Pour Lionel Jospin, comme pour François Hollande, leaders du PS, il n'a pas à gauche de nouvelle donne politique après les élections européennes. De vives réactions apparaissent chez les Verts après ce constat dressé par Jospin devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Yves Cochet critique cet immobilisme, tandis que Noël Mamère trouve que Jospin pratique la politique de l'autruche. Il ajoute que la majorité n'est pas une masse vitrifiée depuis juin 1997 et que le Premier ministre sera obligé de payer l'addition à un moment ou à un autre. Daniel Cohn-Bendit, lui aussi, est agacé et trouve que Jospin n'a pas joué sport : «Dans les autres pays, le Premier ministre prend son téléphone et dit bravo ! c'est bien pour la majorité plurielle ! ». Les communistes, pour leur part, trouvent que les Verts ont les chevilles qui enflent. Le MDC regrette que les provocations constantes des Verts éveillent à rebours une montée protestataire issue des campagnes, comme le vote pour la liste CPNT. Les chevémentistes diagnostiquent que l'effet Cohn-Bendit aura abouti à pousser des dizaines de milliers d'électeurs hors de la majorité. Selon eux, le vote pour les Verts est celui d'une petite bourgeoisie des villes, qui vote habituellement socialiste ou libéral, flattée par un certain irrationalisme qui cultive la grand-peur de l'an 2000 et qui va de pair avec la tentation de repli malthusien et la critique de la croissance.
- 24 juin 1999..... Dans «L'événement du Jeudi », Daniel Cohn-Bendit, libéré par son bon score aux élections européennes et affranchi de tout engagement dans la majorité plurielle française, dit son fait au ministre de l'Intérieur, JP Chevènement : «Après son dramatique accident d'anesthésie, il a droit à une retraite anticipée méritée. (...) Il démontre, depuis quand même un certain temps, son incapacité à décrypter la réalité. Il a voulu être aveugle face aux crimes contre l'humanité commis au Kosovo et, maintenant, il intervient en faveur des Serbes. (...) Il est un idéologue. Et c'est pour cela que sa politique est globalement un échec », argumente Cohn-Bendit, exprimant sa pitié. Le ministre de l'Intérieur répond que Cohn-Bendit est un semeur d'embrouilles et demande l'intervention de Lionel Jospin pour l'établissement d'un armistice avec les Verts et particulièrement avec Daniel Cohn-Bendit. Quelques jours plus tard, François Hollande, premier secrétaire du PS, affirme sur Europe 1 qu'il trouve que Daniel Cohn-Bendit est un responsable qui peut quelquefois avoir des propos irresponsables.
- 8 juillet 1999..... Le député européen Cohn-Bendit, qui a réuni sous son nom 17% des voix à Paris pour la liste européenne Verte, est donné dans les meilleurs candidats de la gauche pour les élections municipales dans la capitale, dans un sondage IFOP-L'événement du Jeudi. Il affirme qu'il n'est pas candidat et les Verts parisiens ne sont pas amateurs de parachutages. Cependant, décidé de jouer jusqu'au bout l'affreux jojo de la politique, puisqu'on ne prend pas ses dénégations au sérieux, il s'amuse à semer le doute : il va demander la nationalité française en septembre, puisqu'il est aujourd'hui allemand. Il prendra en tout cas la tête du collectif d'animation de la campagne parisienne des Verts en 2001 et soutiendra les candidats de chaque arrondissement. Quelques jours plus tard, Yves Cochet souhaite personnellement que Cohn-Bendit s'implique dans la campagne municipale à Paris, mais JL Bennaïmias, lui, souligne que faire un plein temps à l'Europe est incompatible avec une candidature aux municipales.
- 8 juillet 1999..... Jean Saint-Josse, député européen et président de CPNT, annonce la création d'un «mouvement politique de la ruralité » ouvert à toutes les sensibilités républicaines sans les extrêmes. Fort de ses six députés élus au Parlement européen, CPNT va réorganiser ses structures dirigeantes afin de poursuivre le tissage d'une toile d'araignée en province. «Nous nous présentons comme les acteurs de la ruralité, nous devons donc mener une politique de proximité » commente M. Saint-Josse. Il s'en prend ensuite à Dominique Voynet, ministre de l'environnement, en indiquant qu'il refuse de discuter avec la ministre chargée de la chasse au sein du gouvernement Jospin, et demandant même sa démission. Fort du score obtenu par sa liste aux élections européennes (6,77%), il écarte tout compromis sur le dossier controversé de la chasse, alors que le

Chasse

Pêche

Nature

Traditions



gouvernement prépare un projet de loi.

- 9 juillet 1999..... Le vice-président Vert de l'Assemblée nationale, Yves Cochet, s'inquiète de voir les socialistes tentés de flatter les chasseurs. «Les chasseurs (de CPNT) ont fait trois points de moins que les Verts aux élections européennes » justifie-t-il sur LCI. Il juge légitime que la représentation des Verts soit renforcée au sein du gouvernement, faisant acte de candidature si Dominique Voynet devait partir vers une autre fonction et laisser le ministère de l'environnement. Lionel Jospin est quelque peu pris en tenaille entre les écologistes qui veulent plus de représentation ministérielle et les chasseurs qui font pression pour un assouplissement des lois sur la chasse.
- 28 juillet 1999..... Les Verts sont déçus par le remaniement technique du gouvernement : Ils souhaitaient que le Premier ministre tienne compte du résultat des élections européennes dans la composition du gouvernement, mais ils n'ont rien obtenu. «C'est une occasion ratée » affirme leur porte-parole Denis Baupin, qui explique que Dominique Voynet aurait refusé des propositions de Jospin lui confiant un grand ministère de la santé, de la ville avec, en prime, un secrétaire d'Etat en plus. Mais Voynet n'aurait pas voulu quitter l'environnement. Le lendemain, Noël Mamère s'en prend à Lionel Jospin pour ce qu'il appelle un camouflet, un bras d'honneur, une couleuvre de plus : «Lionel Jospin est charmant avec ses alliés qui ne lui font pas d'ombre et qui ont le doigt sur la couture du pantalon (...). Les Verts sont sanctionnés parce qu'ils dérangent ».
- 5 août 1999..... Dans un entretien au journal «Le Monde », Daniel Cohn-Bendit appelle les Verts à changer le rapport de forces au sein de la gauche. «L'essai des européennes doit être transformé. Il n'y a que si les Verts s'imposent à une autre échéance électorale qu'ils pourront obtenir un rééquilibrage du contenu de la politique gouvernementale » déclare le député européen. «Le seul langage que comprend Lionel Jospin, c'est celui, classique, du rapport de forces » ajoute-t-il, reprochant au Premier ministre de «s'arc-bouter sur une situation dépassée » depuis le résultat des élections européennes. Cohn-Bendit défend la présence, au premier tour des élections municipales de 2001, de candidats Verts sur des listes autonomes. «Les municipales sont le terrain de prédilection des écologistes », indique-t-il, en ajoutant qu'une alliance avec le Parti Socialiste, dès le premier tour, comme le souhaite le premier secrétaire du PS François Hollande, ferait courir aux Verts « le risque, à terme, de disparaître de la carte politique ». Il dénonce aussi l'erreur de Jospin en faveur du nucléaire. «La seule force anti-nucléaire au sein de la majorité plurielle, ce sont les Verts », dit-il, observant que Voynet ne peut changer les choses sur ce problème.
- 20 octobre 1999..... Dans une tribune du journal «Le Monde », Alima Boumédiène-Thiery et Daniel Cohn-Bendit, députés Verts au Parlement européen, dénoncent le renforcement du mandat et des compétences d'Europol, la police européenne. Un texte du conseil des ministres de l'union européenne, qu'ils estiment dangereux, permet l'élaboration d'un fichier de données sur les personnes, données afférentes à l'origine raciale, aux croyances religieuses ou autres, aux opinions politiques, à la vie sexuelle ou à la santé. Europol, qui a été constitué en dehors de tout contrôle parlementaire ou juridictionnel, est une organisation internationale indépendante contournant les émanations du suffrage universel. Le fichier vise entre autres les personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction ou qui risquent d'en commettre, et sa durée est en fait permanente si le soupçon reste. Les deux élus Verts interpellent les citoyens, les associations, les groupes politiques qui doivent se mobiliser contre le pouvoir fort du conseil des ministres européens passant trop souvent au-dessus du Parlement européen des élus.

+++++

#### Rappel des ex spéciaux de la DEV :

- 1 Le lynx (16 pages)
- 2 Les écologistes aux élections européennes (16 pages)
- 3 Le bruit (74 pages)
- 4 Les élections municipales à Voiron (Isère) (45 pages)
- 5 les élections municipales en France ( 22 pages)
- 6 L'Ours blanc en péril (19 pages)
- 7 L'Empreinte écologique et le jour du dépassement (34 pages)
- 8 Bouquetin
- 9 Marée noire sue le littoral atlantique (1ère partie)
- 10 Marée noire sue le littoral atlantique (2ème partie)
- 11 Marée noire sue le littoral atlantique (3ème partie)
- 12 Marée noire sue le littoral atlantique (4ème partie)
- 13 Marée noire sue le littoral atlantique (5ème partie)
- 14 Marée noire sue le littoral atlantique (6ème partie)
- 15 Le Plomb (1ère partie)
- 16 Le Plomb (2ème partie)



- 17 Le Plomb (3ème partie)
- 18 Pierre Rabhi
- 19 Small Modular Reactor
- 20 Le gazoduc Nord Stream et l'influence du gaz sur le conflit Russie/Ukraine
- 21 Le nucléaire dans le conflit Russie/Ukraine (1 – La catastrophe de Tchernobyl)
- 22 Le nucléaire dans le conflit Russie/Ukraine (2 – Conflit Russie /Ukraine)
- 23 Chlordécone, les Antilles empoisonnées
- 24 La centrale de Brennilis -EL4- Monts d'Arrée
- 25 Le lithium
- 26 Les économies d'énergie (1ère partie : Chasse au Gaspi)
- 27 Les économies d'énergie (2ème partie : L'AFME)
- 28 Les économies d'énergie (3ème partie : L'ADEME)
- 29 Les économies d'énergie (4ème partie : A la recherche de la maîtrise...)
- 30 Les économies d'énergie (5ème partie : Gaspi, le retour !)
- 31 Les économies d'énergie (6ème partie : NégaWatt)
- 32 Les économies d'énergie (7ème partie) : La loi de transition énergétique)
- 33 Les économies d'énergie (8ème partie : La sobriété)
- 34 Les économies d'énergie (9ème partie : La guerre qui va changer tout...)
- 35 Les économies d'énergie (10ème partie : Un conflit Russie-Ukraine qui dure)
- 36 Les économies d'énergie (11ème partie : Ce ne sera jamais fini, mais...)
- 37 Les élections européennes (1ère partie : 1979 La liste Solange Fernex)
- 38 Les élections européennes (2ème partie : 1984 La liste Didier Anger)
- 39 Les élections européennes (3ème partie : 1989 La liste Antoine Waechter)
- 40 Les élections européennes (4ème partie ; 1994 La liste Marie-Anne Isler-Béguin)
- 41 Les élections européennes (5ème partie ; 1999 La liste Daniel Cohn-Bendit)

Vous pouvez demander un envoi sur un de ces points (gratuit) par mail, mais ces travaux n'ont pas été réactualisés  
Certains travaux d'écologie politique non cités ici restent réservés aux cadres EELV et certaines grandes associations impliquées.

+++++

